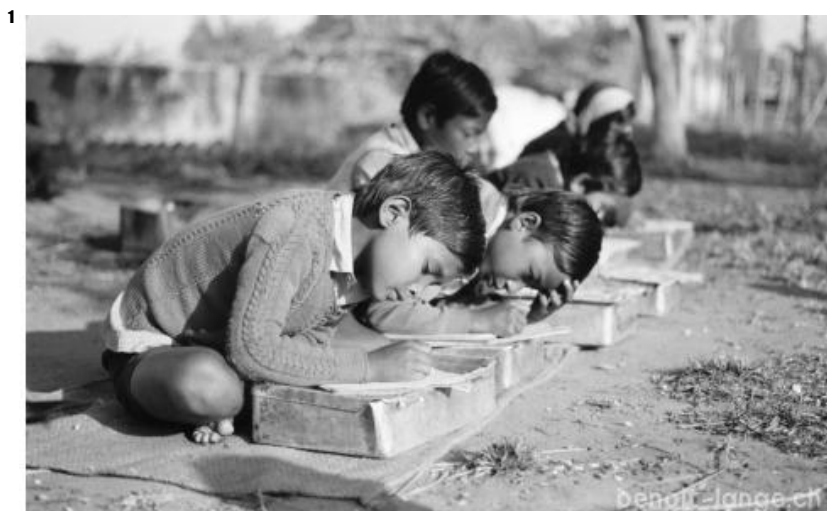


La Pauvreté héréditaire : La Formation professionnelle comme porte de Sortie !



RION Aline et SCHALLER Yamuna

Sous la direction de : PITARELLI Emilio

Octobre 2010

Haute Ecole Spécialisée Valais
Mémoire de fin d'études
Service social & Education sociale

¹ LANGE, Benoît. *Images Fortes*.
Adresse URL: http://www.benoitlange.ch/version2/index.php?option=com_expose&Itemid=143

« Les opinions émises dans ce travail n'engagent que leurs auteurs. »

Résumé du mémoire

Dix jeunes issus de milieux précaires ont accepté de nous rencontrer et de se remémorer les événements qui ont été pour eux les plus marquants et les plus décisifs pour la suite de leur parcours de vie. Sur l'ensemble de nos témoins, neuf sur dix nous confient les souffrances liées au divorce et conflits conjugaux de leurs parents, huit sur dix partagent les douleurs physiques, psychiques et psychologiques directement ou indirectement liées à un contexte socio-économique défavorisé et une majorité avoue avoir souffert d'isolement et d'exclusion sociale durant leur enfance et leur adolescence.

D'une manière générale, les résultats de ce travail démontrent dans quelle mesure une pauvreté économique engendre aussi une pauvreté socioculturelle et en quoi ces différentes formes de précarités constituent un paramètre déterminant sur le parcours de vie d'un individu et notamment sur son processus de formation scolaire et professionnel.

Ainsi, au fil des pages, les témoignages recueillis nous permettent, à nous, ainsi qu'à vous, chers lecteurs, de comprendre les enjeux et les facteurs influant sur le parcours scolaire et les choix professionnels des individus issus de milieux défavorisés.

Le but de la présente recherche étant de relever aussi les exceptions que constituent les parcours ascendants de certains individus, nous soulignons aussi les ressources mobilisées par certains de nos témoins qui ont réussi à « faire autrement » que leurs aînés et à choisir un chemin différent que celui qui leur était « prédit ».

Enfin, au travers de leur expérience, huit professionnels nous montrent au final comment il appartient au travailleur social de prévenir les risques de l'engrenage de la pauvreté et de mobiliser autant les institutions sociales, les agents d'insertion que les bénéficiaires vers une égalité des chances de la réussite sociale et professionnelle.

Mots-clés

Pauvreté ; Précarité ; Reproduction sociale ; Transmission des capitaux ; Habitus ; Formation et choix professionnels ; Exclusion sociale et professionnelle ; Inégalité des chances.

Remerciements

Nous remercions de tout cœur les jeunes ayant accepté de participer à cette recherche, pour le temps qu'ils nous ont accordé ainsi que pour la qualité des entretiens qu'ils nous ont offert.

Nous remercions les personnes qui nous ont aidées et soutenues d'une manière ou d'une autre à l'élaboration de ce travail :

ATD Quart Monde Genève, A. Bordeaux et D. Burguet
Centre Social Protestant Jura Bernois, K. Bortolussi
Caritas Jura, B. Pretôt
Favre Eliane, professeur à la HEVS
Centre Médico-Social Valais, G. Glassey
Pitarelli Emilio, Directeur de Mémoire
Rion Regina
Rossel Christian
Schaller Bernadette
Semestre de Motivation de Monthey, Directeur A. Granger
Service de l'Action Sociale, Delémont, P. Bourquenez
Service d'accueil de jour de l'enfance, Lausanne, K. Beausire Ballif

Ainsi que nos parents et amis pour leur soutien et leur encouragement tout au long de ce travail.

TABLE DES MATIERES

A) INTRODUCTION	p. 1-3
1. Nos motivations	p. 2-3
2. Les liens avec le travail social	p. 3
B) LA DEMARCHE	p. 4-6
1. La question de départ	p. 5
2. Les objectifs	p. 5
3. Les hypothèses	p. 6
C) LES CONCEPTS THEORIQUES	p. 7-17
1. La pauvreté et la précarité	p. 7-9
1.1 Les différents types de pauvreté	p. 7-8
1.2 La pauvreté sous différents regards	p. 8-9
2. Le contexte socio-économique	p. 9-12
2.1 L'emploi : une valeur centrale	p. 9
2.2 De l'insertion à l'exclusion professionnelle	p. 9-11
2.3 De la reproduction à la mobilité sociale	p. 11-12
3. Les inégalités dans le processus de formation professionnelle	p. 12-14
4. L'héritage des capitaux	p. 14-17
5. Le choix professionnel : un pas décisif pour l'avenir	p. 17
D) LA RENCONTRE AVEC LES TEMOINS	p. 18-22
1. Le choix de la population	p. 18-19
2. La prise de contact	p. 19
3. La conception des grilles d'entretien	p. 19-20
3.1. Fil rouge des rencontres avec les témoins	p. 19-20
3.2. Fil rouge des rencontres avec les professionnels	p. 20
4. Feedback des entretiens	p. 20-22
4.1. Déroulement des entretiens avec les témoins	p. 21
4.2. Collaboration avec les professionnels	p. 22

E) L'ANALYSE DES ENTRETIENS	p. 23-77
1. La pauvreté : un cumul de handicap	p. 24-35
1.1 La pauvreté économique influe négativement sur la santé	p. 24-28
1.2 La pauvreté économique influe sur le réseau social	p. 28-33
1.3 Le manque d'argent entraîne les conflits, provoque les ruptures familiales	p. 33-35
1.4 Synthèse	p. 35
2. La famille et son influence sur le devenir de l'enfant	p. 35-49
2.1 Le parcours scolaire de nos témoins	p. 36-38
2.2 Le cadre éducatif	p. 38-40
2.2.1 La « supervision », fonction fondamentale de la famille	p. 38
2.2.2 Précarité et fragilisation du cadre éducatif	p. 39
2.2.3 Le manque de repères et ses répercussions à l'école	p. 40
2.3 Les événements traumatiques et ses répercussions sur l'enfant	p. 40-42
2.4 L'investissement des parents dans la scolarité	p. 43-45
2.5 Les personnes ressources et/ou de substitution	p. 45-46
2.6 Le décalage existant entre école et famille précaire	p. 46-48
2.7 Synthèse	p. 48-49
3. Précarité et Formation : un double effort	p. 49-77
3.1 Le parcours professionnel de nos témoins	p. 50-52
3.2 Les jeunes portés par le contexte socioéconomique	p. 52-53
3.3 Le système de formation	p. 53-56
3.3.1 Sélectivité du système de formation	p. 53-55
3.3.2 Mobilité offerte par le système de formation	p. 56
3.4 Les enjeux financiers	p. 56-59
3.5 Trouver sa voie, un cheminement sinueux	p. 59-61
3.6 La construction du projet professionnel	p. 62-66
3.6.1 L'influence des résultats scolaires	p. 62-63
3.6.2 L'influence de l'origine sociale	p. 63-64
3.6.3 L'influence de l'éducation sur l'estime de soi et la construction du projet professionnel	p. 64-66
3.7 Le modèle professionnel	p. 66-69
3.8 Le projet parental	p. 69-73
3.9 Les loyautés psychologiques	p. 73-74
3.10 Synthèse	p. 74-75
4. La synthèse de l'analyse	p. 76-77

F) QUELQUES PISTES D'INTERVENTION	p. 78-85
1. Renforçons les structures d'accueil extrafamilial pour TOUS les enfants!	p. 79-80
2. Développons le soutien scolaire pour TOUS les élèves en difficultés!	p. 80-81
3. Simplifions la participation au marché de l'emploi et la formation professionnelle de TOUS les jeunes !	p. 81-83
4. Encourageons la participation à la collectivité de TOUS les jeunes!	p. 83-84
5. Collaborons TOUS ensemble pour une égalité des chances !	p. 84-85
G) CONCLUSION	p. 86-89
1. Les réflexions personnelles	p. 86-87
2. Les apprentissages	p. 87-88
3. Les limites de la recherche	p. 88-89
H) LA BIBLIOGRAPHIE	p. 90-95
1. Monographies	p. 90
2. Articles, dossiers, rapports et revues	p. 90
3. Articles, dossiers, rapports et revues en ligne	p. 91-92
4. Sites web	p. 93-94
5. Cours à la Haute Ecole Sociale du Valais	p. 95
5. Images	p. 95
I) LES ANNEXES	p. 96-102
Annexe I : Profil des témoins	p. 96
Annexe II : Collaborations avec les professionnels	p. 97
Annexe III : Fil rouge des entretiens avec les témoins	p. 98-101
Annexe IV : Fil rouge des entretiens avec les professionnels	p. 102

A) INTRODUCTION

A l'aube d'une société en crise, la Suisse compte en moyenne plus de 221'000 personnes qui survivent grâce aux prestations d'aide sociale². Si la précarité des familles, l'exclusion sociale et professionnelle d'une majeure partie de la population et l'augmentation accrue des bénéficiaires d'aide sociale restent des questions taboues à l'heure actuelle, le sort des enfants de ces familles doit nous interpeller. Effectivement, la paupérisation des enfants et la surreprésentation des jeunes à l'aide sociale méritent d'être au cœur des débats sociaux, politiques et économiques, car comme chacun le sait, les enfants d'aujourd'hui sont les hommes de demain. En suisse, 43,7% des bénéficiaires de l'aide sociale ont moins de 25 ans contre 1,3 % pour les plus de 65 ans.³ Parmi les groupes les plus fragiles, on peut citer les enfants issus d'une famille monoparentale, les enfants dont les parents sont au chômage et ceux ayant plus de deux frères et sœurs. Ces dernières données sont significatives car elles soulignent ici la problématique centrale de notre étude qui se concentre sur une reproduction incontestable de la pauvreté et de la précarité dans certaines zones vulnérables de la population Suisse.

Enfant ou adolescent en situation de précarité, comment s'en sortir ? Quelles ressources mobiliser et quels obstacles éviter pour ne pas sombrer dans le cercle vicieux de la misère ? La formation professionnelle semble être une option incontournable et nous avons choisi de la considérer comme l'issue la plus probable de la précarité et/ou de la pauvreté. Dans le cadre de cette étude, nous garderons à l'esprit les questions liées aux facteurs psychologiques, sociaux et économiques influençant le parcours de vie d'un individu.

Dans le travail social, nous serons fréquemment en relation avec des familles en situation précaire, dans différents cadres tels que l'éducation en milieu ouvert, le cadre institutionnel, les services d'aide et de prévention ou encore dans des projets variés portant sur l'intégration sociale et professionnelle. L'intégration économique et sociale des jeunes générations est vitale pour l'avenir de la Suisse. En tant que travailleur social, il est de notre devoir de nous préoccuper de leur avenir et donc de militer pour l'égalité des chances, sur le plan social et professionnel, entre les jeunes issus de milieux défavorisés et ceux appartenant aux classes plus aisées.

² OFS. *Aide sociale/Bénéficiaires de l'aide sociale par canton et par classe d'âge*. Données détaillées 2008.

Adresse URL : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/13/03/03/dos/02.html>

³ Ibid.

1. Nos Motivations

Nous avons choisi le thème de la pauvreté héréditaire car c'est un phénomène actuel et de plus en plus inquiétant, particulièrement en période de crise économique, d'endettement des assurances sociales et de restrictions des prestations. Nous avons quelques fois pu l'identifier au travers de nos expériences professionnelles (foyer éducatif, CMS, Caritas, etc.), durant lesquels nous étions souvent confrontées à des individus en situations précaires. Issus de milieux culturels, familiaux, sociaux ou professionnels différents, tous avaient vécu des événements conséquents comme nous l'impose parfois la vie (grossesse précoce, chômage, séparation conjugale, maladie ou accident, maltraitance, etc.). Ce qui nous a le plus interpellées, ce ne sont pas les situations difficiles que vivaient les usagers, mais plutôt la répercussion de ces difficultés au fil des générations. Plus précisément, nous avons parfois observé que si les parents se retrouvaient à l'aide sociale ou en situation d'invalidité, ce sont les enfants qui déposaient une demande d'aide sociale ou à l'Office AI quelques années plus tard, comme si le destin leur avait jeté un mauvais sort ou qu'il s'agissait d'une tradition familiale à ne pas manquer...

La constatation qu'un enfant devienne un adulte « pauvre » parce qu'il est né « pauvre » nous interpelle profondément et c'est pourquoi nous nous intéressons à la problématique de la pauvreté héréditaire : dans quelle mesure la pauvreté est-elle héréditaire ? Jusqu'où l'individu reste-t-il entièrement responsable de sa trajectoire de vie ? En quoi le travailleur social influence-t-il le parcours de ses clients ? Les descendants de ces « familles à risques » sont-ils exposés à une existence aussi difficile que celle de leurs proches parents ? Comment la pauvreté se reproduit-elle ?

Parallèlement à nos expériences professionnelles, le parcours de vie de deux sœurs, Jemira et Lorana⁴, nous a toujours beaucoup impressionnées. Il est significatif non pas de la reproduction de la précarité mais de l'ascension sociale, et donne de l'espoir dans la spirale tumultueuse de la pauvreté :

« Jemira et Lorana, originaires du Kosovo, sont arrivées en Suisse à l'âge de quatre et six ans. Bien que ne sachant pas le français au début de leur scolarité, elles l'ont appris et ont pu ainsi suivre un parcours scolaire ordinaire. Ce fut très difficile car leurs parents ne savaient ni l'un ni l'autre le français. Leur papa travaillait beaucoup, comme ouvrier d'usine, et leur maman, qui est à l'AI, a séjourné de nombreuses semaines à l'hôpital tout au long de leur enfance et de leur adolescence. La famille vivait dans une situation relativement précaire et se satisfaisait d'un petit trois pièces pour cinq personnes. Les parents n'avaient donc guère de temps pour coacher leurs enfants dans leur parcours scolaire, et encore moins de moyens pour leur payer des cours d'appuis. Les deux filles se soutenaient et s'entraidaient beaucoup. Petites, elles se faisaient les dictées, l'une faisait réviser les tests à l'autre, etc. Elles s'occupaient de tout, de A à Z. Par exemple, remplir les formulaires pour les demandes de bourses ou, lorsqu'elles partaient à huit ans en camp de ski, aller seules louer leurs skis ou acheter le matériel qui était noté sur la liste. Aujourd'hui, elles ont 19 et 23 ans et l'on peut dire qu'elles sont bien parties pour sortir du schéma familial : toutes les deux ont obtenu une maturité gymnasiale et sont engagées dans un cursus universitaire. Elles se sont éloignées de leur famille, en raison des déplacements, mais également du frère aîné qui compromettait leur liberté quotidienne. Elles ont obtenu des bourses et travaillent quelques heures par semaine à côté de leurs études, ce qui leur permet d'équilibrer leur budget ».

Le parcours de ces deux sœurs est très significatif et nous le mettons en évidence pour indiquer que, dans ce travail de Bachelor, nous n'aimerions pas uniquement nous intéresser aux enfants qui répètent le même schéma que leurs parents, mais également à ceux qui changent et passent d'une situation précaire dans leur enfance à une situation confortable dans leur vie adulte. Nous pensons que ces personnes-là permettent d'avoir de l'espoir.

⁴ Tous les prénoms cités dans cette étude sont des prénoms d'emprunts.

Elles sont la preuve qu'il est possible de changer, de faire des études, de prendre sa vie en main, même lorsque l'on naît et grandit dans un milieu défavorisé. Se concentrer non seulement sur « ce qui a manqué » mais aussi sur « ce qui a permis de » pourrait apporter des pistes d'intervention intéressantes aux travailleurs sociaux.

Désireuses de travailler en tant qu'éducatrice sociale et assistante sociale avec des populations jeunes, nous serons sans aucun doute confrontées à la pauvreté des familles et des jeunes adultes à plusieurs reprises. Nous réalisons alors ce travail de Bachelor dans l'idée de mieux comprendre les situations de pauvreté en Suisse et de découvrir des outils pratiques que nous pourrions utiliser lorsque nous serons amenées à travailler avec des familles en situation financière précaire ou à soutenir des enfants et adolescents dans leur parcours social, scolaire et professionnel. Ce travail représente également pour nous une opportunité de faire des rencontres enrichissantes qui nous feront mûrir dans notre vie professionnelle et personnelle.

Pour finir, réaliser ce travail de Bachelor à deux nous motive beaucoup. Lorsque nous avons discuté de la problématique de la pauvreté héréditaire, nous avons constaté que nos interrogations se rejoignent. Nous pensons que le travail en groupe est enrichissant, d'autant plus que nos orientations (éducation sociale et service social) permettent de saisir la complémentarité de ces deux champs professionnels. De plus, le travail de groupe permet de confronter des idées et points de vue différents et ainsi d'optimiser les résultats. Il entraîne à la négociation. Le travail en collaboration nous pousse à avancer, à nous responsabiliser, à respecter les délais car l'engagement est double : envers soi-même et envers l'autre !

2. Les liens avec le travail social

Les travailleurs sociaux exercent des métiers qui les mettent en permanence au contact des populations défavorisées. Ils savent que la pauvreté n'est pas uniquement un handicap lié à l'individu mais qu'elle devient un véritable phénomène social qui pénalise les victimes. Ainsi l'accroissement de la pauvreté et de la précarité est l'une des préoccupations principales des travailleurs sociaux.

A l'intérieur des institutions éducatives et des services sociaux, de nombreux débats ont lieu lors des colloques ou des séances générales pour essayer de trouver des méthodes d'interventions, au sein des milieux sujets à la précarité, afin d'éviter une aggravation de la situation et une reproduction sociale pour les générations futures. Pour y répondre, il existe déjà de nombreuses structures sociales, telles que les SEMO, Caritas ou ATD Quart Monde, qui luttent contre la pauvreté. Dans la dernière partie de notre travail, nous nous intéresserons plus précisément aux principaux objectifs de ces institutions et aux méthodes de prévention et d'intervention existantes. Mais avant tout, nous nous pencherons sur la compréhension des mécanismes à l'origine de la reproduction sociale de la pauvreté. Nous espérons que cette présente analyse nous permettra, dans nos activités futures, d'intervenir en prenant en compte de tous les enjeux découlant de la précarité et de sa reproduction.

Pour terminer, en nous intéressant de plus près aux conditions de vie des individus défavorisés et à leur exclusion sociale et professionnelle, nous effectuons une démarche complémentaire aux mesures prises par certains professionnels du champ social. Il est vrai que les services sociaux sont de plus en plus amenés à traiter des situations où les jeunes adultes ont des parcours professionnels discontinus et « instables » et où la pauvreté engendrée par le chômage guette ces individus. Notons qu'avec la crise économique, l'endettement des instances sociales, les restrictions budgétaires de l'Etat et le nouveau concept de la « contre-prestation », le phénomène d'exclusion d'une frange de la population ne va pas diminuer d'ici demain.

**« Le destin distribue les cartes,
mais c'est nous qui jouons »**

Anonyme



B) LA DEMARCHE

Dans cette recherche, nous nous intéressons à la problématique de la reproduction sociale de la pauvreté. En d'autres termes, nous cherchons à comprendre dans quelle mesure la pauvreté se transmet de génération en génération. Il est important de préciser ici que nous considérons la formation professionnelle comme principale issue du cercle vicieux de la pauvreté. En effet, l'emploi détient une place centrale dans la définition de la hiérarchie sociale. Sans formation, il est très difficile de trouver une place dans le marché de l'emploi et ainsi de s'assurer une bonne qualité de vie.

Dans un premier temps, nous avons défini les concepts principaux liés à cette problématique, tels que la pauvreté, la précarité et l'hérédité, ceci en tenant compte de l'évolution du marché de l'emploi et du contexte socioprofessionnel. L'importance des diplômes et qualifications professionnelles est également abordée dans cette partie « théorique » du travail. Dans le même temps, nous démontrons les inégalités de réussite professionnelle des individus en fonction de leur milieu social d'appartenance.

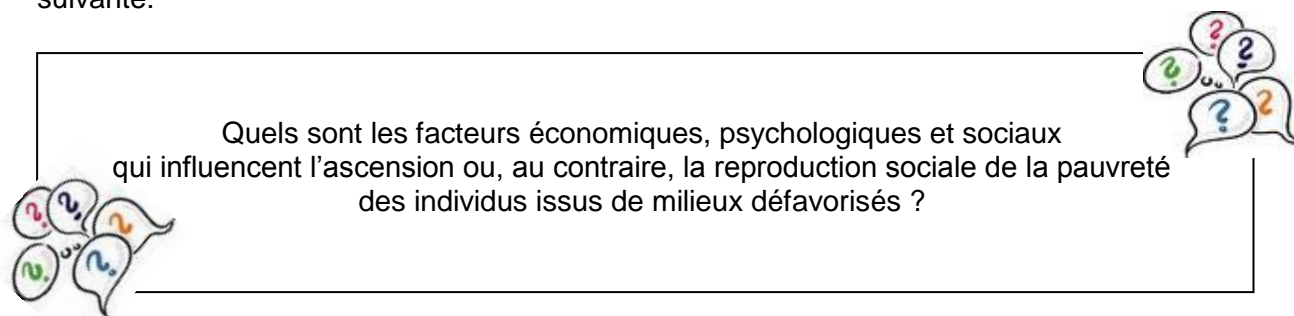
Dans un second temps, nous avons cherché des réponses à notre problématique sur le terrain, ce qui constitue la partie « pratique » de notre étude. Il s'agissait, d'une part, d'interroger une population issue de milieux défavorisés et dont le parcours est exemplaire en termes d'ascension sociale. Ces entretiens nous ont permis de faire ressortir les ressources développées par les jeunes provenant de milieux défavorisés pour entrer dans un processus de formation supérieure. D'autre part, nous nous sommes penchés sur le parcours de vie de personnes appartenant également aux classes sociales inférieures. Cette population est principalement constituée de personnes non-formées, d'ouvriers, de travailleurs non-déclarés, de « *working poor* ». L'objectif de ces rencontres était de mettre en évidence les obstacles qui ont empêché ces personnes d'accéder à une formation spécialisée, de gravir les échelons de l'échelle sociale, de se construire un avenir favorable. Dans le chapitre « La rencontre avec les témoins », nous décrivons de manière plus précise les critères sur lesquels nous nous sommes appuyés dans le choix de la population et expliquons également comment se sont organisés les entretiens.

Ces entretiens constituent donc la base de notre analyse. Celle-ci est guidée par les hypothèses choisies sous une approche multidimensionnelle. **Nous prendrons ainsi en compte les domaines variés de l'économie, de la psychologie et de la sociologie, considérant ces derniers comme intrinsèquement liés les uns aux autres.**

Un autre motif, d'ordre scientifique, qui justifie l'intérêt d'une telle recherche, réside dans le faible nombre de travaux traitant de cette problématique en prenant en compte les multiples dimensions de la pauvreté héréditaire. La plupart des auteurs apportent des réponses en fonction de leur spécialité. Ainsi, l'économiste considère les facteurs pécuniaires (moyens financiers, logement, etc.), le sociologue s'axe principalement sur les dimensions sociales et/ou sociétales de l'étude (segmentation des classes sociales, intégration sociale, etc.), alors que le psychologue se penche plutôt sur les obstacles à l'ascension sociale liés à la famille (environnement affectifs, ruptures, projet parental, loyautés familiales, etc.).

1. La question de départ

Au vu de ce qui vient d'être présenté, notre recherche s'oriente donc sur la question suivante:



Comme déjà cité, nous restons axées essentiellement, tout au long de cette étude, sur la profession et la formation professionnelle, considérant cette dernière comme l'issue la plus probable de la pauvreté.

2. les objectifs

Les objectifs de notre travail sont les suivants :

Définition des concepts

- 1) Définir la pauvreté et cibler les critères sur lesquels nous nous baserons pour notre étude.
- 2) Relever l'importance de la formation pour la lutte contre la pauvreté.
- 3) Présenter l'influence du milieu d'origine dans l'accès à la formation, en insistant sur les enjeux de l'hérédité.

Analyse des données

- 4) Mettre en évidence, en se basant sur les témoignages, les ressources développées par les jeunes provenant de milieux défavorisés pour entrer dans un processus de formation supérieure.
- 5) Faire ressortir, en se basant sur les témoignages, les obstacles à l'entrée dans un processus de formation des personnes peu ou non formées.

Conclusion

- 6) Réflexion sur les méthodes de prévention et d'intervention de la reproduction sociale de la précarité.

3. Les hypothèses

Afin de répondre à la question de recherche et d'atteindre les objectifs fixés, nous retenons les trois hypothèses mentionnées ci-dessous :

❖ **La pauvreté : un cumul de handicap**

Hypothèse 1

La pauvreté économique entraîne d'autres formes de pauvreté, tel que la pauvreté socioculturelle, ce qui traduit une interdépendance entre les différents capitaux (économique, social, culturel et symbolique).

Dans cette première hypothèse, nous nous intéressons aux répercussions de la pauvreté économique sur le quotidien des individus dans les domaines de la santé, et des relations sociales et familiales.

❖ **La famille et son influence sur le devenir de l'enfant**

Hypothèse 2

L'environnement familial et affectif constitue un paramètre déterminant sur le parcours scolaire des individus.

La famille représente la source essentielle de l'identité de l'individu, qui se construit autour de ceux qui l'ont aidé à grandir et accompagné dès sa naissance. La dynamique familiale, l'éducation reçue et les valeurs transmises ou encore les différents événements vécus par les membres du système influencent inévitablement le devenir des enfants, et notamment leur scolarité.

❖ **Précarité et formation : un double effort**

Hypothèse 3

L'origine sociale et le contexte socio-économique influencent le choix de l'orientation professionnelle et le processus de formation des jeunes.

Le manque de ressources financières, culturelles et sociales dans les familles précaires handicape les enfants issus de ces familles sur le plan de leur construction identitaire, ce qui constitue un frein à leur insertion sociale et professionnelle, notamment en période de crise.



**« Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère,
les droits de l'homme sont violés.
S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré. »⁵**

⁵ WRESINSKI, Joseph. Fondateur du Mouvement international ATD Quart monde le 17 octobre 1987.

C) LES CONCEPTS THEORIQUES

1. La pauvreté et la précarité⁶

1.1 Les différents types de pauvreté

Pour commencer, dans le cadre de cette étude, nous considérons que la pauvreté n'est pas une qualité individuelle mais une qualité de la situation (ou des situations) dans laquelle vivent les individus. Un individu n'est pas pauvre mais vit en situation de pauvreté.

« Dans ce travail, nous refusons de considérer la pauvreté comme un attribut de la personne. Nous la considérons comme un attribut de la situation dans laquelle vit la personne ».

En Suisse, la pauvreté est à peine visible : les « pauvres » mélangés à la foule ne se remarquent pas. Mais qui sont-ils alors, et pourquoi vivent-ils dans des conditions précaires ? Selon Caritas Suisse, ce groupe de personnes est principalement composé de femmes, de jeunes, de migrants, de personnes âgées, de personnes isolées (les célibataires), de familles monoparentales et, enfin, de personnes aux trajectoires variées marquées par la maladie, le handicap ou la disparition de leur emploi à un moment où leurs capacités physiques commencent à diminuer. Ce groupe, fortement hétérogène, est aussi désigné sous les étiquettes des « pauvres », des « misérables » ou même des « galériens ».

Depuis toujours, la société est composée de « classes sociales hiérarchiques » qui, à la fois, intègrent certains individus et en excluent d'autres. Pour l'individu, certaines conditions de vie ne sont pas favorables en vue de son bonheur, de son adaptation, de son développement et même de sa survie. Prenons comme exemples les personnes sans abri, les personnes isolées ou encore les personnes qui doivent mendier pour se nourrir : de telles contraintes sont non seulement considérées comme négatives mais aussi comme pénibles et inacceptables pour l'intégrité et le bien-être de tout individu.

Ainsi, parmi les conditions d'existence, nous pouvons reconnaître la pauvreté à deux niveaux :

Le premier niveau situe l'individu en dessous de toutes conditions de survie ou tout simplement, en dessous du minimum vital. Cet individu est celui qui souffre de la faim, qui n'a pas de toit pour s'abriter ni de vêtements pour se réchauffer ou encore qui n'a aucun accès aux soins sanitaires. Pour désigner cette pauvreté extrême, nous utilisons le terme de « pauvreté absolue ».

Dans ce contexte, la pauvreté est détachée du contexte social et se situe uniquement dans un niveau physiologique. Notons que dans notre pays, la Suisse, la pauvreté absolue ne devrait pas exister, grâce aux prestations d'aide publiques et privées et de l'article 12 de la Constitution qui « *garantit que celui qui est dans une situation de détresse et qui n'est pas en mesure de subvenir à son entretien a le droit d'être aidé, assisté et de recevoir les moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine* »⁷.

Si nous observons maintenant la pauvreté sous un angle plus élargi, nous nous référons alors au concept de la « pauvreté relative ». Celle-ci dépend du lieu, du temps et du contexte où l'insuffisance de revenu implique des privations accentuées. Ce n'est plus seulement celui qui souffre de la faim qui est considéré comme « pauvre » mais aussi l'individu qui dispose à peine du minimum absolument nécessaire et qui, en comparaison avec les personnes résidant dans son propre pays, est obligé de mener une existence caractérisée par les restrictions. La pauvreté relative chez les individus ne se voit pas toujours, pourtant

⁶ KEHRLI, Christin et KNÖPFEL, Carlo. *Manuel sur la pauvreté en Suisse*, p. 23-27

⁷ KEHRLI, Christin et KNÖPFEL, Carlo. *Manuel sur la pauvreté en Suisse*, p.23

elle n'est parfois pas loin de chez nous. Dans cette perspective, nous tenons compte directement des conditions d'existence dans lesquelles vivent les ménages. La pauvreté est décrite d'une façon « comportementale », concrète. Les pauvres ne participent pas aux activités considérées généralement comme « habituelles » dans une société, « ils sont dépourvus de biens et de moyens qui, d'une façon implicite, sont considérés par les membres de la société comme « *allant de soi* », « *normaux* », « *nécessaires* » ou « *devant être partagés par tous* »⁸.

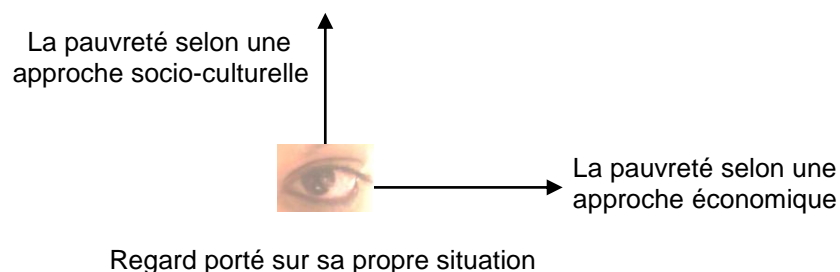
A la notion de pauvreté s'ajoute la notion de précarité qui, elle, indique un état intermédiaire entre les situations de vie modestes et les situations de pauvreté. Elle est caractérisée par l'incertitude. Les individus en situation de précarité doivent être très vigilants dans leur gestion de la vie quotidienne car ils sont susceptibles de passer d'un état de non pauvreté à un état de pauvreté.

La question qui se pose depuis longtemps et autour de laquelle de nombreux débats ont lieu régulièrement est de savoir où se situe le niveau de vie dans lequel un individu peut être jugé pauvre et avoir droit aux prestations sociales et à partir de quelle amélioration est-il considéré comme n'étant plus pauvre.

Pour répondre à cette question, de nombreux pays ont fixé depuis plusieurs années déjà des « seuils de revenu » ou « des seuils de pauvreté » séparant pauvres et non-pauvres. Cette « ligne de pauvreté » est souvent établie en pourcentage et correspond à la moyenne du revenu disponible par unité de consommation (UC).

1.2 La pauvreté sous différents regards

Dans une étude scientifique, la pauvreté peut être divisée en deux grands axes qui sont :



L'étude de la pauvreté ne prend sens qu'en fonction du regard de son auteur. Celui-ci peut se pencher sur une **approche économique**⁹ où la pauvreté tient compte essentiellement des aspects matériels et financiers tels que le revenu du ménage, le patrimoine, la nourriture, l'habillement, le logement ou encore la sécurité sociale de l'individu. Le scientifique peut également centrer son étude d'après une **approche socio-culturelle**¹⁰ où les ressources et conditions de vie de l'individu au niveau social seront les centres d'intérêts de la recherche. Dans ce cas, ce sont les domaines du travail, de la formation, de la santé, des loisirs et des contacts sociaux qu'il faut prendre en considération.

Par pauvreté objective, entendons « pauvreté économique » et pour ce qui est de la pauvreté subjective, retenons essentiellement le sentiment subjectif des personnes concernées. D'un point de vue social, ce n'est pas tant la situation objective qui importe pour « expliquer » le facteur social ou comportemental mais la perception subjective de la situation par les individus qui se trouvent dans la société.

⁸ BOUCHAYER Françoise. *Trajectoires sociales et inégalités*, p.179

⁹ KEHRLI, Christin et KNÖPFEL, Carlo. *Manuel sur la pauvreté en Suisse*, p.24-25

¹⁰ KEHRLI, Christin et KNÖPFEL, Carlo. *Manuel sur la pauvreté en Suisse*, p.25-26

Dans le champ de vision de la pauvreté subjective, certains individus provenant de milieux différents connaissent la même situation de pauvreté et/ou ont la même précarité de ressources mais ressentent de façon différente le manque de ressources ou de moyens. Si nous poussons la réflexion encore plus loin, nous constaterons également que, dans l'univers des populations défavorisées, les plus pauvres et les moins pauvres ne se ressemblent pas tout à fait et, face aux aléas de la vie, n'adoptent pas tous les mêmes comportements de recours.

Le rapport entre le manque de moyens financiers (pauvreté économique) et l'insuffisance du bien-être dans différents secteurs de vie (pauvreté sociale) est important. C'est en combinant ces deux approches que la problématique de la pauvreté est saisie de la meilleure manière.

2. Le contexte socio-économique

2.1 L'emploi : une valeur centrale

A partir du milieu du XX^{ème} siècle, le plein emploi était quelque chose de normal, du moins pour l'homme d'origine suisse. Le réseau de la sécurité sociale était conçu et développé en fonction de l'activité professionnelle de l'homme et l'Etat social était considéré comme subsidiaire par rapport à l'activité professionnelle. L'homme travaillait et son revenu était suffisant pour permettre une existence convenable à un ménage familial.

De nos jours, l'emploi détient une place centrale dans notre société. La valeur du travail prend une telle ampleur actuellement que l'identité sociale de l'individu ne peut que se construire en lien avec cette idéologie. Effectivement, de nombreuses personnes s'identifient à leur travail car celui-ci offre un salaire, une position statutaire au sein de la hiérarchie sociale et économique, la sécurité sociale, une appartenance à un groupe socioprofessionnel, un rythme et une dynamique de vie. En ce sens, l'intégration professionnelle est souvent considérée comme une condition incontournable ou comme une première étape en vue de l'intégration sociale.

2.2 De l'insertion à l'exclusion professionnelle

A notre époque, avec l'ouverture mondiale des marchés traditionnels, la Suisse connaît de profonds bouleversements. Il est vrai que « *la concurrence intense et les progrès technologiques entraînent une automatisation progressive de la production et un transfert de places de travail vers des pays où la fabrication des marchandises est plus avantageuse* »¹¹. De plus, le marché de l'emploi se resserre et devient de plus en plus exigeant au niveau des qualifications, des diplômes, des compétences et des capacités personnelles et professionnelles. Malgré les filets de la sécurité sociale, le chômage est une des principales causes de la pauvreté et l'expérience d'un chômage répété ou une trajectoire professionnelle instable accroissent davantage les risques de paupérisation. Ainsi, les carrières professionnelles ne se déroulent plus aussi simplement selon des axes prévisibles mais présentent toujours plus fréquemment des ruptures. Ce ne sont plus des carrières professionnelles comme autrefois mais des combinaisons de travail à temps partiel, de contrats de travail occasionnels, de travail sous-payé. Ceci peut être aisément démontré par un phénomène, de plus en plus répandu dans notre société du XXI^{ème} siècle. En Suisse, en 2003, les *working poor* représentaient 44% de la population pauvre âgée de 20 à 59 ans¹². La CSIAS (Conférence Suisse des Institutions d'Aide Sociale) définit les *workings poor* comme « *des ménages qui, en dépit du cumul d'une activité rémunérée d'au moins 90%, ne bénéficient pas d'un revenu se situant en dessus du seuil de pauvreté* »¹³. De plus, cette

¹¹ KEHRLI, Christin et KNÖPFEL, Carlo. *Manuel sur la pauvreté en Suisse*, p.76

¹² OFS. *Analyses socio-économiques : Travailler et être pauvre, les working poor en Suisse*. Données 2003, p. 6
Adresse URL :

http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/dienstleistungen/publikationen_statistik/publikationskatalog.Document.49701.pdf

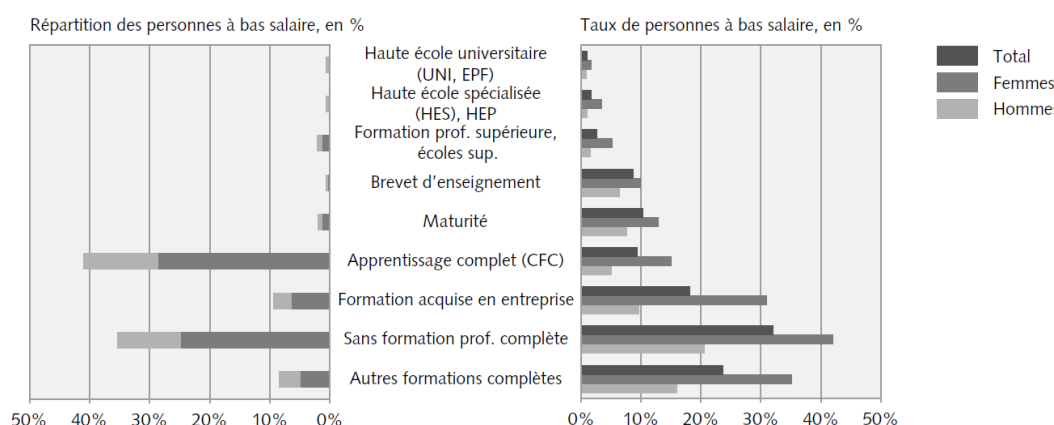
¹³ KEHRLI, Christin et KNÖPFEL, Carlo. *Manuel sur la pauvreté en Suisse*, p. 79

frange de la population travaille dans des conditions précaires. Par « précaire » il faut comprendre : vulnérabilité économique (salaire ne permettant pas d'assurer le minimum vital), absence de contrat de travail, instabilité du poste de travail, sécurité sociale compromise notamment au niveau de la LPP (cotisation obligatoire à partir d'un revenu annuel de 20'520 francs)¹⁴ et perspectives discontinues. Ces conditions de travail ne sont pas négligeables puisqu'un gain inexistant, insuffisant ou ne correspondant pas aux capacités tend plus ou moins à dévaloriser les personnes concernées. Les postes à bas salaire concernent plus les femmes (18%) que les hommes (10%) et majoritairement les personnes peu ou pas qualifiées, comme illustré dans le tableau ci-dessous :

Figure 1 : Personnes à bas salaire, selon la formation et le sexe¹⁵

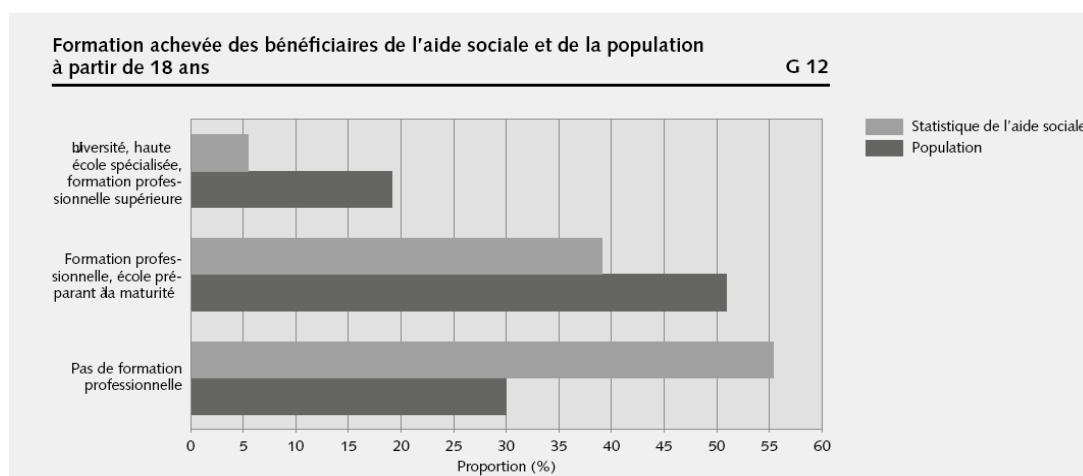
Personnes à bas salaire selon la formation et le sexe, 2006

G 10



Il est certain que la non qualification professionnelle est un des principaux risques de pauvreté et « *qu'une formation plus déficiente entraîne un travail mal payé, de mauvaises conditions de travail et finalement la pauvreté. Une bonne formation est la condition pour l'intégration dans le marché du travail et une rémunération assurée* »¹⁶. En d'autres termes, le taux de pauvreté et de recours à l'aide sociale diminue à mesure que le niveau de formation s'élève, comme le relèvent également les statistiques illustrées ci-dessous :

Figure 2 : Formation achevée des bénéficiaires de l'aide sociale à partir de 18 ans et de la population¹⁷



¹⁴ CONFEDERATION Suisse. *Loi fédérale sur la LPP*, art. 7. Adresse URL : http://www.admin.ch/ch/f/rs/831_40/a7.html

¹⁵ OFS. *Bas salaires et Working en Suisse*. Enquête 2006 sur la structure des salaires en Suisse, p. 15
Adresse URL : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/03/22/publ.Document.109077.pdf>

¹⁶ KEHRLI, Christin, KNÖPFEL Carlo. *Manuel sur la pauvreté en Suisse*, p. 120

¹⁷ OFS. *La statistique de l'aide sociale*. Données 2007, p. 13

Adresse URL : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/13/22/publ.Document.119652.pdf>

Dans le même sens, l'absence de formation peut être considérée comme « un déterminant principal de l'exclusion professionnelle »¹⁸. Les qualifications et l'expérience sur le marché du travail ne sont pas irrémédiables, contrairement aux caractéristiques personnelles, telles que l'appartenance ethnique ou le sexe, qui peuvent également constituer une entrave à l'intégration professionnelle.

Caroline Regamey s'est intéressée de plus près aux enjeux des parcours professionnels des jeunes qui conduisent, « soit à l'intégration sociale et professionnelle, soit à l'exclusion ou à la disqualification sociale et professionnelle »¹⁹. Dans ses recherches, elle relève les problèmes associés au manque de places d'apprentissage, étroitement lié à l'évolution du marché du travail, qui apparaît comme un important facteur externe explicatif des problèmes de transitions entre la scolarité et l'entrée sur le marché du travail. Elle souligne aussi « la tendance croissante de l'inadéquation entre le niveau des compétences scolaires et les exigences du marché de l'emploi ».

Le parcours d'insertion professionnelle est défini comme un « processus qui débute à la fin de la scolarité obligatoire »²⁰. Or, comme énoncé précédemment, le processus d'insertion devient de plus en plus long et complexe, avec de nombreux allers et retours. En un mot, c'est donc « l'instabilité » qui caractérise ce processus. Nous pensons que le processus d'insertion professionnelle a toute son importance, car une insertion mal vécue provoque une représentation négative de l'avenir.

Dans la mesure où l'intégration sociale passe prioritairement par l'emploi, les personnes sans emploi et sans formation sont très vite amenées à faire face aux risques d'appauvrissement et d'isolement. Une question intéressante, que nous abordons tout au long de notre étude, sera de comprendre dans quelle mesure la précarité, le chômage ou la privation d'emploi ancrés dans certaines familles influencent le devenir des enfants.

De plus, la formation professionnelle est aussi un outil pour la maîtrise de divers problèmes et obstacles dans toutes les situations de la vie. Pour énoncer cette pensée, Caritas utilise la notion de « stratégie individuelle de maîtrise »²¹ car l'apparition d'un événement débouchant sur la pauvreté n'entraîne pas automatiquement un état de pauvreté permanent.

Dans la suite de notre travail, nous nous appuyons sur l'idée générale qui émet l'étroite corrélation entre la pauvreté et le niveau de scolarité, la formation et le parcours professionnel.

Au vu de ce qui précède, nous comprenons que le bagage professionnel a une influence considérable sur la trajectoire de vie d'un individu et que la réussite d'une insertion professionnelle définit en fait la qualité future d'une vie.

2.3 De la reproduction à la mobilité sociale

Alors que nous avons défini les concepts liés à la pauvreté et à l'emploi, nous nous intéressons ici plus précisément à l'évolution des classes sociales et des systèmes de formation ainsi qu'au caractère héréditaire de la pauvreté. Ceci nous rapproche de notre question de recherche qui consiste à identifier les facteurs qui influent la trajectoire professionnelle des individus dans le sens de la reproduction, ou non, de la pauvreté.

Au Moyen Age, les sociétés traditionnelles étaient hiérarchisées, selon une structure sociale bien installée et relativement fixe. La population était fragmentée en trois grandes classes

¹⁸ BOUCHAYER Françoise. *Trajectoires sociales et inégalités*, p.159

¹⁹ REGAMEY Caroline. *De l'école à la précarité*, p. 1

Adresse URL : http://www.ekkj.admin.ch/c_data/f_06_BT_ZF_Regamey.pdf

²⁰ BOUCHAYER Françoise. *Trajectoires sociales et inégalités*, p. 352

²¹ KEHRLI, Christin et KNÖPFEL, Carlo. *Manuel sur la pauvreté en Suisse*, p. 123

sociales bien distinguées les unes des autres (le Tiers Etat, la Clergé et la Noblesse). Chaque individu occupait une place déterminée, qu'il « héritait » de sa famille d'origine et qu'il gardait usuellement du début à la fin de sa vie. De nos jours, bien que l'on puisse toujours distinguer différentes classes sociales, il est nettement moins aisé de définir la classe d'appartenance de tel ou tel individu, ces derniers étant de plus en plus enclins à changer de place dans la société. Comme le souligne Vincent de Gaulejac, « *aux sociétés traditionnelles hiérarchisées [...] se substitue une société multipolaire, constituée autour de réseaux intriqués selon un ordre mouvant, qui conduit les individus à changer de places dans les réseaux différents* »²².

Ce changement majeur, que l'on pourrait caractériser par l'accroissement de la mobilité culturelle et sociale, renforce la liberté des choix et les opportunités de changement mais entraîne également toute une série d'inconforts : forte concurrence, insécurité, stress et exclusion. Vincent de Gaulejac tend à remplacer le terme de *lutte des classes* par celui de *guerre des places*²³.

Devant s'adapter à l'évolution des sociétés modernes, le système de formation se modifie également. Guerre des places, concurrence ou compétition nous amènent à donner une place de plus en plus importante à la formation. L'éducation s'est généralisée et n'est plus réservée exclusivement aux enfants des classes supérieures. Chacun réclame légitimement la reconnaissance du droit à l'éducation, l'enseignement élémentaire gratuit et obligatoire, l'accès ouvert aux études supérieures²⁴. La démocratisation de l'enseignement secondaire, les bourses et prêts d'études, les nouvelles voies d'accès aux écoles supérieures (passerelles) sont autant de tentatives visant à lutter contre les inégalités d'accès aux études de niveau universitaire.

3. Inégalité dans le processus de formation professionnelle

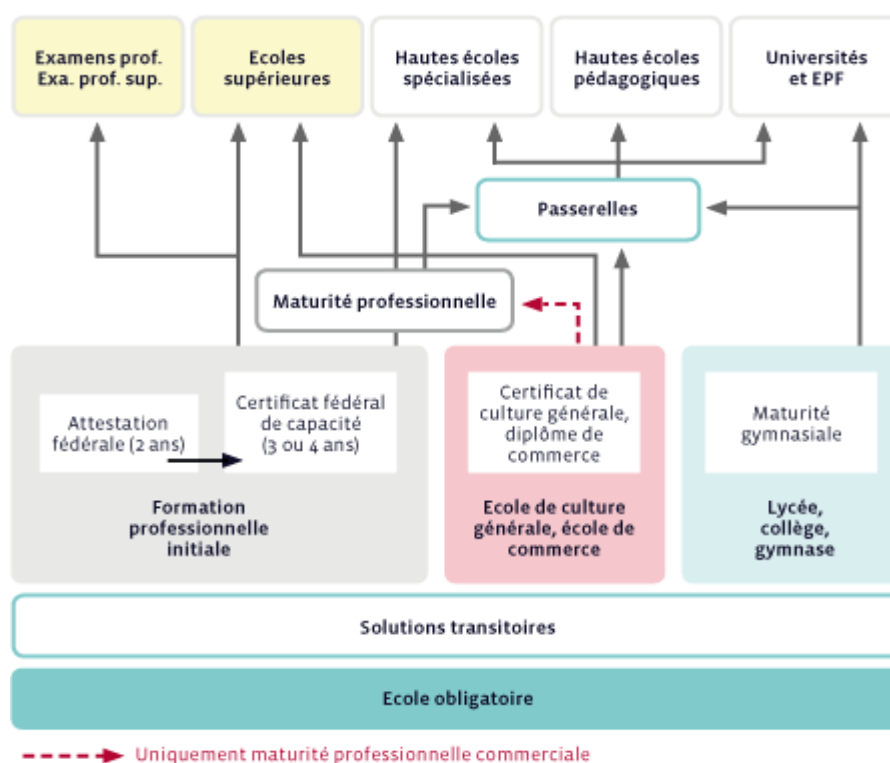
Dans le système suisse, trois filières de formation existent après l'école obligatoire. La filière professionnelle est la voie de la formation professionnelle initiale, plus connue sous le nom d'apprentissage. Elle est orientée sur la pratique et se déroule en entreprise ou en école de métiers. Elle s'étale sur trois ou quatre ans et débouche sur un certificat fédéral de capacités (CFC), ou sur deux ans avec une attestation fédérale de formation professionnelle (AFP) à la clé. La filière culture générale ou commerciale se déroule en école. Elle débouche sur un certificat de culture générale ou un diplôme de commerce. Selon l'orientation choisie, cette formation permet de poursuivre des études dans les hautes écoles spécialisées, par exemple dans les domaines de la santé ou du social. Finalement, la filière gymnasiale est suivie dans un lycée, un collège ou un gymnase. Le certificat de maturité s'obtient en trois à cinq ans. Il ouvre l'accès aux hautes écoles universitaires (HEU), spécialisées (HES) ou pédagogiques (HEP), ainsi qu'aux écoles polytechniques fédérales (EPF).

²² DE GAULEJAC Vincent. *La névrose des classes*, p. 15

²³ DE GAULEJAC Vincent. *La névrose des classes*, p. 16

²⁴ KRISTLER, Catherine. *Trajectoires ascendantes*, p.6

Figure 3 : Système de formation en Suisse²⁵



Malgré les mesures prises pour faciliter l'accès des jeunes provenant de milieux précaires à la formation secondaire et supérieure, les logiques d'exclusion et de discrimination scolaire sont toujours présentes. Effectivement, nous pouvons constater une inégale réussite des individus en fonction de leur appartenance socioculturelle. Ainsi, le risque que des enfants provenant de milieux défavorisés restent pauvres subsiste, même si les chances d'ascension existent surtout grâce à notre système de formation. Toutes les recherches semblent parvenir à ce constat alarmant.

Les études PISA (Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves)²⁶ mettent en évidence, d'une part, que les performances scolaires et professionnelles réalisées par les enfants dépendent beaucoup de celles de leurs parents. Du côté paternel, l'influence du niveau d'études est plus importante chez les garçons alors que du côté maternel, le niveau d'études de la mère a un effet supplémentaire chez les filles. Ainsi, d'un point de vue général, plus la formation des parents est élevée, meilleure sera celle des enfants. Par exemple, les chances que les enfants de parents formés au niveau secondaire fassent également des études similaires ou plus élevées sont plus fortes qu'au sein des familles où les parents n'ont pas fait d'études. D'autre part, une différence importante est relevée entre les enfants issus de familles suisses et les enfants nés en Suisse mais de parents d'origine étrangère.

Dans son étude, Françoise Bouchayer relève également ces inégalités : « *comme par le passé, les catégories socioprofessionnelles des milieux sociaux situés au bas de l'échelle restent prisonnières de leur héritage* »²⁷. Elle poursuit : « *les mobiles déclassés en provenance des milieux relativement plus aisés auront toujours plus de possibilités d'obtenir des postes stables, d'avoir des trajectoires d'activité continue, de bénéficier de revenus les*

²⁵ Portail suisse de l'orientation scolaire et professionnelle. *Schéma du système suisse de formation*. Adresse URL : <http://www.orientation.ch/dyn/10065.aspx>

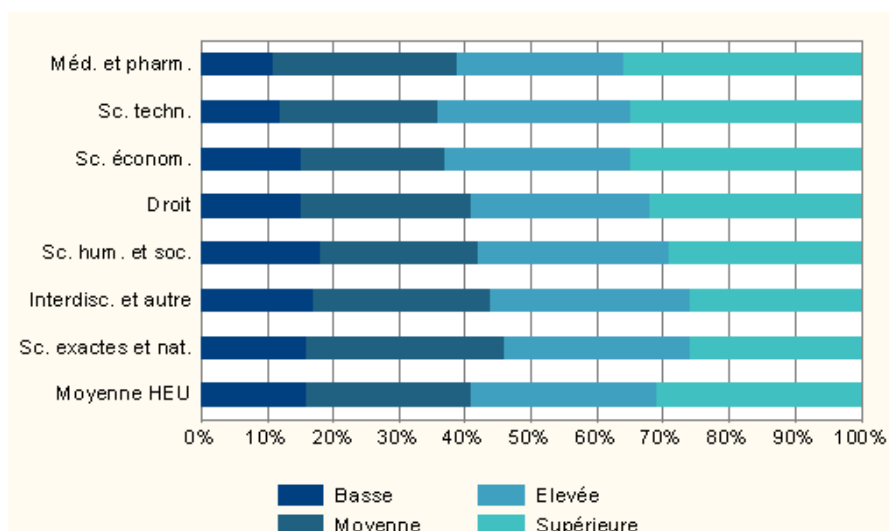
²⁶ KEHRLI, Christin et KNÖPFEL Carlo. *Manuel sur la pauvreté en Suisse*, p. 120

²⁷ BOUCHAYER Françoise. *Trajectoires sociales et inégalités*, p. 307-308

situant au-dessus du seuil de pauvreté »²⁸. A l'inverse, « les enfants d'ouvriers et les étrangers ont des chances plus fortes de rester à ces positions »²⁹. Comme expliqué précédemment, sans formation ou peu formés, les risques de rencontrer le chômage, les emplois sous-rémunérés ou les conditions de travail défavorables sont élevés, tout comme le risque de déclassement social.

Dans les hautes écoles, on observe une surreprésentation des enfants de cadres supérieurs et de professions libérales. Dans les facultés de droit, par exemple, ces étudiants représentent le 37,5% contre 16,5% pour les enfants d'ouvriers³⁰. Cette répartition est encore plus marquée dans d'autres domaines, notamment celui de la santé où les étudiants issus de familles aisées atteignent presque le 50%. Comme soulève C. Kristler dans son étude concernant les trajectoires ascendantes, « le peuplement des établissements d'enseignement supérieur s'opère selon une logique d'inversion : les enfants issus de familles aisées, qui représentent une minorité en France, deviennent majoritaires dans la plupart des écoles supérieures et des facultés, alors que les fils et filles d'employés et d'ouvriers, classes les plus populeuses, y forment partout des minorités »³¹. Si les résultats français semblent significatifs pour cette étude, c'est parce qu'il semblerait qu'ils soient similaires à ceux obtenus par l'office de la statistique Suisse.

Figure 4 : Couche sociale des étudiants-e-s HEU selon le groupe de domaines d'études³²



Alors que quelques « rescapés » réussissent, par le biais de la formation, à changer leur destinée, la majorité des jeunes issus de milieux défavorisés demeurent sur le même niveau de l'échelle sociale que leurs parents, sans parvenir à gravir quelques échelons. C'est ce phénomène que nous tenterons de comprendre tout au long de cette étude.

4. L'héritage des capitaux

L'héritage du capital

Quatre ressources peuvent être transmises à la descendance. Il s'agit du capital économique, culturel, social et symbolique. La notion de capital relève, en première analyse,

²⁸ BOUCHAYER Françoise. *Trajectoires sociales et inégalités*, p. 307-308

²⁹ Ibid.

³⁰ OVE. *Le Choix des études : Origine sociale et type d'étude*.

Adresse URL : <http://www.ove-national.education.fr/enquete/2006>

³¹ KRISTLER, Catherine. *Trajectoires ascendantes*, p.6

³² OFS. *Situation sociale des étudiants : couches sociales*. Données 2005.

Adresse URL : http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/15/06/dos/blank/06/07_00.html

du domaine de l'économie et correspond en quelque sorte à la fortune dont l'on dispose. Selon Bourdieu, « *l'analogie s'explique par les propriétés reconnues au capital : il s'accumule au travers d'opérations d'investissement, il se transmet par le biais de l'héritage, il permet de dégager des profits selon l'opportunité qu'à son détenteur d'opérer les placements les plus rentables dans les divers champs sociaux* »³³. D'un point de vue sociologique, les différentes formes de capital ont un rôle essentiel dans la structuration de l'espace social. Le capital définit et oppose, par de multiples critères, les différentes classes sociales.

Dans « *La distinction* »³⁴, Bourdieu définit ces différentes formes de capital. Le capital économique correspond à l'ensemble des biens économiques, constitués du revenu, du patrimoine et des biens matériels. Le capital culturel regroupe tous les comportements propres à une collectivité humaine, notamment les manières de faire, de sentir ou de penser. Il reflète les différences et permet donc la distinction entre les différentes classes sociales. Le capital social se définit par l'ensemble des relations sociales dont dispose un individu ou un groupe et dont la détention implique un travail d'instauration et d'entretiens des relations, c'est-à-dire un travail de sociabilité : invitations réciproques, loisirs en communs, etc.

Le capital symbolique, quant à lui, représente l'honneur et la reconnaissance auxquels donne droit la possession des trois autres formes de capital.

Les différents capitaux sont en interaction. Le capital économique à lui seul ne suffit pas pour maintenir sa position dans la société. Les capitaux culturel, social et symbolique sont tout aussi importants pour l'ascension sociale. Dans les familles défavorisées, on retrouve souvent un déficit dans tous les domaines. Le déficit de formation, par exemple, engendre une pauvreté économique (revenus bas, période de chômage, etc.), celle-ci pouvant à son tour être la cause de l'isolement, etc. D'un point de vue général, le déficit de capital, dans ses différentes formes, constitue un obstacle à la formation professionnelle pour les enfants issus de famille défavorisée, déficit que l'on pourrait également nommer « handicap social ».

Nathalie Pigot, doctorante à l'université de Genève, apporte une explication aux difficultés scolaires des enfants issus de milieux défavorisés, en s'appuyant sur la théorie des capitaux : « *En sociologie, la famille est considérée comme l'élément central de la reproduction sociale des inégalités, à travers les conditions de socialisation inégalement réparties dans les couches de la société et dont les conséquences se feront sentir dans la vie quotidienne des enfants* »³⁵. La notion d'habitus est centrale dans cette problématique. Selon Bourdieu³⁶, l'habitus peut être défini comme « *l'ensemble des dispositions générales qui font agir, penser, percevoir et sentir d'une façon particulière. Elles résultent du travail de socialisation effectué par les parents. Au fur et à mesure que l'enfant grandit, les acquisitions se renforcent en s'intériorisant toujours plus profondément et en se transformant en dispositions générales* »³⁷. Le phénomène d'habitus s'applique à de nombreux aspects de la vie quotidienne comme l'alimentation, le langage, etc. Par exemple, l'enfant apprend à parler à partir du langage utilisé dans son contexte familial, plus ou moins proche de celui qui est prôné par l'école. En revanche, les familles démunies maîtrisent souvent moins bien le code syntaxique que les familles mieux dotées en ressources culturelles.

Précédemment, nous avons défini la notion de capital, correspondant aux ressources transmises aux enfants par les parents. Les inégalités entre les ressources qu'héritent les enfants issus de familles défavorisées et celles que reçoivent les enfants des classes moyennes ou aisées, ainsi que leurs conséquences sur le destin des enfants. Jusqu'à sa scolarité, l'enfant va baigner essentiellement dans son milieu familial. A son entrée à l'école,

³³ BOURDIEU Pierre. *La distinction*, p. 123

³⁴ Ibid. p. 87

³⁵ PIGOT, Nathalie. *Enfant et précarité : la pauvreté en héritage ?*, p. 14

³⁶ BOURDIEU, Pierre. *La distinction*, p.53

³⁷ Ibid. p.14

il arrive avec son bagage. Dans le cas d'un cadre familial défavorisé, l'enfant va entamer sa scolarité avec un certain nombre de handicaps, précisés dans les paragraphes ci-dessous en fonction des formes de capital et de leurs répercussions sur le parcours de formation :

Formation et capital économique

D'un point de vue économique, les parents de ces enfants n'auront pas les mêmes moyens à leur offrir : difficultés voire impossibilité à payer les frais de semestre, l'équipement scolaire ou encore les activités qui sont organisées dans le cadre de la formation (camp, sorties, séjours à l'étranger, etc.). Dans les grandes villes de Suisse Romande (notamment Genève et Lausanne), les loyers sont si élevés que des familles de cinq ou six personnes sont contraintes de vivre parfois dans des appartements de deux ou trois pièces, ce qui laisse sous-entendre des conditions défavorables pour faire les devoirs et étudier. Il convient encore de donner de l'importance à la transition entre l'école et l'insertion professionnelle pour les adolescents et jeunes adultes et particulièrement pour ceux issus de ménages pauvres. Ces derniers, qui ont pu ressentir les inégalités et les souffrances liées à la situation financière du ménage dès leur enfance (par exemple : ne pas se faire inviter aux anniversaires des copains en raison de l'impossibilité d'offrir des cadeaux de valeur), sont plus pressés que les autres de devenir indépendants financièrement et renoncent à des formations spécialisées. Nous pouvons également supposer une forme de solidarité familiale où l'enfant se doit de compléter le plus tôt possible le revenu de la famille, comme s'il avait une dette envers elle.

Formation et capital culturel

Les inégalités entre ce qu'héritent les enfants de « riches » ou les enfants de « pauvres », en termes de capital culturel, sont également visibles. Les classes populaires sont condamnées au choix du nécessaire : la nécessité économique et sociale impose aux gens « simples » et « modestes » des goûts « simples » et « modestes ». Plusieurs études ont déjà démontré que les enfants issus de milieux favorisés ont une hygiène de vie plus saine et un plus grand nombre d'activités culturelles et éducatives que les enfants désavantagés qui, souvent plus vite livrés à eux-mêmes, connaissent un rythme de vie moins stimulant. On note encore une importante différence de valeurs entre les diverses classes sociales. Alors que nous retrouvons, dans les classes populaires, les valeurs de la force et du travail physique ou de la virilité, nous observons plutôt la valorisation de la possession matérielle et du pouvoir ou de la finesse et du savoir dans les classes sociales supérieures. Nous présumons alors une corrélation entre l'éducation et la réussite scolaire, ainsi qu'entre les valeurs héritées et le choix du champ professionnel.

Formation et capital social

Nous avons vu précédemment que les individus défavorisés se sentent très souvent seuls, exclus, voire rejetés du reste de la société. Leurs moyens financiers limitent leur intégration dans la société, certains réseaux étant inaccessibles pour eux (comme le réseau professionnel ou des loisirs). Pour les enfants qui naissent dans ces milieux, il est passablement difficile de s'en écarter, car il ne faut pas oublier que l'inscription des enfants dans des réseaux sociaux se fait par le biais des parents. Si ces derniers sont « pauvres », il y a de fortes chances que les personnes avec qui ils entretiennent des relations soient également « pauvres ». « *L'homosocialité* »³⁸ est le concept approprié pour définir l'appartenance entre amis d'une même couche sociale et celui de « *l'homogamie* »³⁹ fait référence aux mariages des individus issus de milieux précaires avec leurs semblables. L'expression « qui se ressemble s'assemble » n'est donc pas sortie de nulle part. Dans une certaine mesure, fréquenter les personnes des mêmes milieux permet certainement de se sentir moins « seul » dans sa situation de pauvreté. En revanche, comme il a été expliqué précédemment, les personnes provenant de milieux défavorisés présentent souvent un

³⁸ KEHRLI, Christin et KNÖPFEL, Carlo. *Manuel sur la pauvreté en Suisse*, p. 134

³⁹ Ibid, p. 134

déficit de capital dans les quatre domaines, ce qui laisse entrevoir le cercle vicieux de la pauvreté que ces relations entraînent. Par exemple, si nous considérons la formation, que nous avons définie jusqu'ici comme issue principale de la pauvreté, nous nous apercevons rapidement que le réseau social des personnes défavorisées manque de modèles professionnels stimulants et de personnes ressources pour la trajectoire de formation.

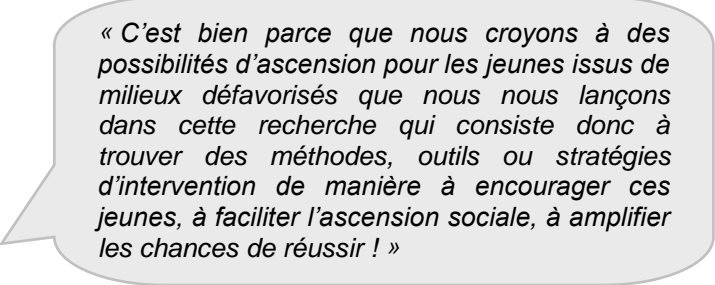
Formation et capital symbolique

Le capital symbolique, quant à lui, rappelle bien l'impasse dans laquelle se trouvent les personnes issues de familles défavorisées. Ces milieux, dépourvus des trois autres formes de capital, n'ont que peu de reconnaissance dans la société. En quelque sorte, les personnes qui ont alors le plus besoin de soutien et d'encouragements sont les plus délaissées et les plus invisibles aux yeux du monde. Ainsi, pour revenir à notre problématique de l'accès à la formation pour tous, nous comprenons qu'un individu sans considération dans la société est plus facilement sujet à la perte de l'estime et de la confiance en lui, en ses capacités, en la vie. Dévalorisé, il ne trouve pas le courage et les ressources nécessaires pour entreprendre un long parcours de formation.

5. Le choix professionnel : un pas décisif pour l'avenir

En résumé, dans cette première partie du travail, nous avons défini la pauvreté comme un cumul de désavantages, de déficits et de privations dans différents domaines de l'existence. Les profils de revenus ou de taux de salaire reflètent l'ensemble des choix économiques individuels que les gens sont amenés à faire tout au long de leur cycle de vie et, quoi qu'il en soit, nous observons de lourdes conséquences selon le chemin que l'individu décide ou non de prendre. Nous avons mesuré l'impact de la pauvreté des individus sur leur trajectoire de vie par la faiblesse des liens sociaux, par l'absence d'un emploi, de qualifications et/ou de formation et, enfin, par la perte de pouvoir sur sa propre existence en raison de la force de l'hérédité.

Comme nous l'avons expliqué, la formation apparaît comme la porte de sortie principale de la pauvreté. Bien que les individus n'aient pas tous les mêmes chances d'ascension sociale, chacun conserve une part de choix, sans quoi cette étude n'aurait pas son sens.



« C'est bien parce que nous croyons à des possibilités d'ascension pour les jeunes issus de milieux défavorisés que nous nous lançons dans cette recherche qui consiste donc à trouver des méthodes, outils ou stratégies d'intervention de manière à encourager ces jeunes, à faciliter l'ascension sociale, à amplifier les chances de réussir ! »

Les inégalités des chances sont la cause de multiples facteurs appartenant aux domaines variés de l'économie, de la sociologie et de la psychologie. Comme nous l'avons déjà expliqué précédemment, dans cette étude, nous utilisons une approche complète qui englobe les différentes dimensions. En effet, en tant que travailleur social, nous nous considérons plus comme des « généralistes » que des « spécialistes » d'une branche unique.



« Il est essentiel de faire en sorte que, dans toutes rencontres et dans toutes les instances, des personnes qui souffrent de la pauvreté soient présentes et qu'elles puissent y faire entendre leur voix. »⁴⁰

⁴⁰ ATD Quart monde Suisse. *Agir Tous pour la Dignité*. Rapport annuel 2009, p. 2

D) LA RENCONTRE AVEC LES TEMOINS

1. Choix de la population

Afin de définir précisément les critères de la population recherchée pour notre étude, nous nous sommes basés sur les connaissances et l'expérience de Madame Eliane FAVRE, assistante sociale au CMS d'Euseigne (VS) et professeure à la HES-SO à Sierre. Lors d'un entretien avec elle, cette dernière nous a rendu attentives à certains aspects explicités ci-dessous :

Age des témoins

Concernant l'âge des individus interrogés, nous avons choisi des sujets entre 25 et 35 ans. En fonction de la durée des études toujours plus prolongée, il nous semblait plus pertinent et plus réaliste de ne pas prendre en considération les plus jeunes. En effet, avant cet âge, il est difficile de déterminer la réussite ou l'« échec » professionnel, car le choix de l'orientation n'est pas définitif, la formation n'est souvent pas achevée et l'insertion dans le monde du travail est récente ou n'a pas encore commencé. De plus, en lien avec ces propos, il est rare que des étudiants soient totalement indépendants financièrement, ce qui signifie par exemple que si leurs parents sont à l'aide sociale, ils le sont eux aussi. Par rapport à l'âge maximal, nous nous sommes arrêtées à 35 ans afin de ne pas devoir comparer des situations de personnes qui ont appartenu à des générations différentes et qui auraient demandé de prendre en compte d'autres dimensions (émancipation de la femme, accès à la formation, évolution de la valeur du travail, etc.).

Sexe et origine des témoins

Les critères liés au sexe des individus, à leur région d'habitation ainsi qu'à leur pays ou nationalité d'origine n'ont pas été pris en compte pour la recherche des témoins. Ceci nous a permis de garder une marge suffisamment large pour obtenir le nombre d'entretiens souhaités. Toutefois, ces caractéristiques n'ont pas été négligées lors de la partie d'analyse des entretiens. Selon le profil de nos témoins, nous aboutissons à de nouvelles réflexions, qui répondent à nos interrogations.

Niveau de précarité des témoins

Notre recherche portant sur la reproduction sociale de la pauvreté, les individus que nous avons interrogés sont par définition issus de familles précaires et leurs parents ne sont pas ou peu formés. Pour cette étude, nous nous sommes approchées de jeunes adultes qui, pour une partie, a reproduit la situation précaire de leur ascendance alors que l'autre partie a pris « l'ascenseur social », en suivant un processus de formation professionnelle.

Figure 5 : Carte d'identité des témoins recherchés⁴¹

Le tableau ci-dessous résume les critères susmentionnés :

Caractéristiques	Critères sélectionnés
Age	25-35 ans
Sexe	Selon les possibilités
Région d'habitation	Selon les possibilités
Nationalité / origine	Selon les possibilités
Profession / niveau d'étude	Environ une moitié avec des niveaux d'étude et de profession « élevés » et l'autre moitié avec des niveaux d'étude et de profession considérés comme « bas »
Profession / niveau d'étude des parents	Ouvrier, employé peu ou non qualifié
Institutions sociales	Selon les possibilités
Niveau de pauvreté/précarité de la famille	Sous référence d'un travailleur social

2. La prise de contact avec les témoins

Afin de trouver des personnes correspondant au profil cité précédemment, nous avons contacté différentes institutions sociales⁴², telles que les centres médico-sociaux du Valais, le service de l'action sociale de Delémont, Caritas-Jura, le centre social protestant de Moutier ainsi que l'association ATD Quart Monde.

Plusieurs arguments justifient une telle démarche. Premièrement, passer par des professionnels nous a permis plus facilement de prendre contact avec les familles. Deuxièmement, la notion de pauvreté peut être approchée par tant de dimensions différentes que nous avons choisi de considérer les travailleurs sociaux avec qui nous avons collaboré comme « référence » dans la définition de celle-ci. De plus, en s'adressant à un service social, il est plus évident pour nous que les familles sollicitées soient réellement en situation de précarité ou de pauvreté. Troisièmement, inclure le travailleur social dans notre recherche apporte un regard professionnel sur les situations présentées et sur le phénomène global de la reproduction sociale de la pauvreté.

3. La conception des grilles d'entretien

Pour ces différentes rencontres, nous avons réalisé des entretiens semi-directifs de type autobiographique. Ce type d'entretien laisse une plus grande place à l'expression du sujet, tout en permettant à l'investigateur de cadrer le discours par quelques questions larges qui correspondent au(x) thème(s) de la recherche. Ces grilles représentaient en quelque sorte le fil rouge de l'entretien. Les questions passablement larges permettent également au sujet de se sentir à l'aise car il a la possibilité de « trier » ce qu'il a envie de dévoiler et ce qu'il préfère garder pour lui. Il reste au travailleur social de savoir poser les questions avec finesse et à des moments opportuns ! Nous considérons également ces entretiens comme appartenant au type autobiographique car il s'agissait bien de comprendre le présent en explorant le passé des individus.

3.1 Fil rouge des rencontres avec les témoins⁴³

Nous avons conçu une grille d'entretien que nous avons utilisée lors des rendez-vous. Cette dernière a été pensée en fonction de notre question de recherche et des domaines qui s'y rattachent. Cette grille constituait le fil rouge de nos entretiens et nous a permis de les structurer de manière professionnelle. Séparer distinctement les différentes dimensions de

⁴¹ Cf. Annexe I : Profil des témoins

⁴² Cf. Annexe II : Collaborations avec les professionnels

⁴³ Cf. Annexe III : Fil rouge des entretiens avec les témoins

l'étude avait également pour but de faciliter l'analyse des données et de pouvoir les rattacher plus aisément à des concepts théoriques.

Lors de nos entretiens, nous avons pris en compte différentes dimensions du contexte de vie, qui nous ont donné ainsi une vision globale sur le parcours de vie des individus :

- ✚ Les éléments identitaires permettent d'une part la vérification des critères d'études que nous avons choisis et, d'autre part, de relever de manière objective l'hérédité au sein des familles (notamment au niveau de la formation et des diplômes obtenus).
- ✚ Le contexte économique permet également de démontrer la reproduction sociale de la pauvreté dans les familles, mais aussi de mesurer l'impact du capital économique sur la scolarité, la formation et le parcours professionnel.
- ✚ L'environnement familial et affectif ne fait pas exactement référence à une forme de capital, mais il nous semblait important de prendre en compte cette dimension.
- ✚ Plusieurs questions posées aux témoins portaient sur le parcours scolaire et professionnel de ces derniers, notre objectif étant de déterminer l'influence des différents capitaux sur le « destin » de l'enfant (en termes de pauvreté). En d'autres mots, il s'agissait d'identifier les facteurs influents sur l'échec ou la réussite scolaire, le choix de la profession ou de la filière d'étude, l'intégration ou l'exclusion sur le marché du travail, etc.
- ✚ Les questions liées au suivi social nous ont aidé, quant à elles, à identifier les différentes interventions du travailleur social dans les familles et à en mesurer l'impact sur les individus. En se basant sur les points forts et les points faibles de ces interventions, l'objectif était de faire ressortir quelques pistes de réflexion dans le but d'améliorer la prise en charge et/ou de proposer d'autres solutions qui puissent remédier à la reproduction de la pauvreté dans les familles.

3.2 Fil rouge des rencontres avec les professionnels⁴⁴

Comme nous l'avons déjà explicité précédemment, nous nous sommes entretenues avec des assistants sociaux interpellés régulièrement dans leur pratique professionnelle par le phénomène de la reproduction sociale de la pauvreté. Ces entrevues ont été pour nous une occasion d'approfondir les concepts théoriques qui se rattachent à notre étude.

Les entretiens avec les professionnels du terrain étaient organisés de la même manière que ceux avec les témoins. Nous avons repris le même fil rouge en prenant en compte les dimensions de la scolarité, du parcours professionnel, de l'environnement familial ou encore du suivi social, tout en introduisant de nouvelles questions plus spécifiques à l'intervention du travailleur social.

4. Feedback des entretiens

Malgré l'investissement des professionnels contactés dans la recherche de témoins, nous n'avons pas obtenu suffisamment de réponses favorables. Nous avons décidé alors de réorienter nos démarches, d'une part, en lançant un appel à témoin par e-mail à tous les étudiants des Hautes Ecoles Spécialisées du Valais et, d'autre part, en interviewant des professionnels au contact de populations précaires. Suite à cela, plusieurs étudiants nous

⁴⁴ Cf. Annexe IV : Fil rouge des entretiens avec les professionnels

ont répondu rapidement pour nous dire qu'ils se sentaient concernés par l'ascension sociale et seraient ouverts à un témoignage. De leur côté, plusieurs professionnels du terrain ont été ouverts à nous rencontrer pour réfléchir et analyser avec nous le phénomène de reproduction sociale de la pauvreté, ceci en s'inspirant de la trajectoire de vie de certains de leurs usagers. Au final, nous avons ainsi récolté suffisamment de témoignages pour poursuivre notre étude.

D'une manière générale, l'échantillon de population rencontré correspond aux critères que nous avons établis. Tous les témoins interrogés sont issus de milieux sociaux précaires. En ce sens, on remarque que leurs parents, peu ou non qualifiés, demeurent encore aujourd'hui au fond de l'échelle sociale. De plus, ainsi que nous l'avions souhaité, une partie de nos témoins se situent en ascension sociale par rapport à leurs prédécesseurs, alors que l'autre partie reproduit la situation précaire des parents. Ces derniers, également peu ou non formés professionnellement, sont d'ailleurs bénéficiaires de l'aide sociale, ce qui nous permet, autant qu'à la société, de les reconnaître comme des individus « pauvres ». Au niveau de la tranche d'âge, nous avons dû l'adapter à la réalité présentée. Ainsi, quelques uns de nos témoins ont moins de 25 ans. Concernant le genre, nous avons eu l'opportunité de rencontrer le même nombre d'hommes que de femmes. De plus, les témoins rencontrés se concentrent dans des cantons plutôt ruraux (Valais et Jura), c'est pourquoi nous avons très peu tenu compte de l'impact de la région d'habitation sur le phénomène de la pauvreté. Dans le même sens, nous n'avons établi que peu de lien entre l'origine culturelle des individus et le risque de pauvreté (même si nous savons que le fait d'être étranger constitue un véritable risque) car nous n'avons rencontré qu'une seule personne issue de l'immigration.

Lors des entretiens, nous avons utilisé les grilles conçues préalablement. Celles-ci nous ont réellement aidées à structurer ces moments de rencontre. Elles permettaient également aux témoins de revisiter leur passé en fonction de thèmes bien précis et de mesurer l'impact des événements antérieurs sur le présent. Le cadre posé par l'utilisation de grilles nous a semblé rassurant. Constituant un fil rouge, cette structure nous a permis de toujours garder notre thématique principale à l'esprit et ainsi d'éviter les débordements dans des sujets trop éloignés. De plus, ce cadre, démontrant un aspect formel et professionnel, a semblé rassurant pour nos témoins qui se sont rapidement sentis à l'aise. Enfin, il est vrai que la méthode utilisée intégrant des questions de type semi-directif a considérablement favorisé la parole de nos témoins. En revanche, les multiples réponses recueillies n'ont pas facilité l'étape suivante qui constituait à organiser l'analyse.

4.1 Déroulement des entretiens avec les témoins

Nous avons planifié nos entretiens entre le mois de décembre 2009 et janvier 2010. Ceux-ci se déroulaient dans des lieux calmes où la confidentialité pouvait être assurée. Ils duraient entre 45 minutes et 1h15. Tous ont été enregistrés et retranscrits de façon précise. En début d'entretien, nous nous présentions et réexpliquions brièvement l'objectif de notre étude. Afin de mettre nos témoins à l'aise, nous insistions sur le caractère anonyme et professionnel de notre étude et explicitions le déroulement de l'entretien. La plupart des questions étaient semi-ouvertes, ce qui laissait une marge de manœuvre au sujet par rapport aux informations qu'il voulait dévoiler. Les témoins se sont montrés ouverts à nos différentes questions et aucun d'entre eux n'a refusé d'y répondre, ceci même lorsque les problématiques abordées touchaient à des sujets délicats. Il convient encore de dire que nos interventions durant les entretiens étaient limitées au cadre de l'étude afin de ne pas influencer ou interrompre les témoins et surtout pour éviter que les personnes se sentent jugées. Nous avons veillé à garder un regard d'objectivité sur ces récits de vie, bien qu'il soit parfois difficile de garder une position neutre.

4.2 Collaboration avec les professionnels

L'ensemble des services sociaux que nous avons contacté s'est montré intéressé par la problématique de la reproduction sociale de la pauvreté dans les familles. Bien qu'ils ne fussent pas tous en mesure de nous mettre en contact avec les bénéficiaires de leurs services d'aides, tous ont pu nous apporter quelques nouvelles pistes de réflexion et de recherches. Les services disposés à nous apporter leur aide ont entrepris de leur côté la recherche de personnes correspondant au profil souhaité. Plusieurs de leurs usagers n'ont pas souhaité nous rencontrer. Selon le retour des assistants sociaux, les bénéficiaires de l'aide sociale ne voulaient ni être dévoilés ni revenir sur un passé difficile ou un présent fragile. Cela démontre combien il est difficile de se présenter comme « pauvres » au sein d'un pays prospère où la pauvreté et la précarité restent de grands tabous.

Les entretiens avec les professionnels ont été très enrichissants pour notre travail. En nous faisant part de leur expérience, ces personnes nous ont apporté de nombreuses réponses dans la compréhension de notre problématique. Les situations qu'ils ont rapportées pour illustrer leur propos ont constitué pour nous de précieux exemples. Les explications apportées par ces travailleurs sociaux ont confirmé certaines fois nos idées, et remis en doute d'autres fois les théories sur lesquelles nous avons déjà établi notre pensée.



E) L'ANALYSE DES ENTRETIENS

Notre analyse se décompose en trois grands axes, qui correspondent à nos hypothèses de départ. Dans le premier chapitre, qui fait donc référence à l'hypothèse 1, nous mettons en évidence l'interdépendance existante entre les différentes formes de pauvreté (cercle vicieux de la précarité). Les chapitres suivants mettent en avant des éléments plus individuels, touchant plus particulièrement les dimensions sociologiques et psychologiques. Il s'agit de mesurer l'influence de l'environnement familial (interactions, événements marquants, éducation reçue, valeurs transmises, etc.) sur la scolarité des enfants (chapitre 2), puis sur leur devenir professionnel et social (chapitre 3). Dans ce dernier chapitre, nous traiterons également l'influence de facteurs structurels, agissant de manière interdépendante avec les autres facteurs.

Tout au long de cette analyse, afin de saisir les enjeux liés à la reproduction sociale de la pauvreté, nous nous appuyons sur les entretiens des jeunes soigneusement retranscrits. Les propos des professionnels que nous avons rencontrés sont également intégrés dans cette partie du travail. Il s'agit de Mme K. Beausire Ballif, assistante sociale au service d'accueil de jour de l'enfance à Lausanne, M. K. Bortolussi, assistant social au centre social protestant de Moutier, Mme G. Glassey, assistante sociale dans un centre médico-social valaisan, et de M. A. Granger, Directeur du Semestre de Motivation de Monthey.

Comme cité précédemment, nous avons construit notre analyse sous une approche multidimensionnelle, en prenant en compte des facteurs appartenant aux domaines de l'économie, de la sociologie ou encore de la psychologie. Dans ce sens, nous nous inspirons de modèles déjà établis par d'autres auteurs, qui répertorient les facteurs déterminants de l'insertion socio-professionnelle dans différents groupes. Mason⁴⁶, par exemple, propose un modèle à caractère sociologique et socio-psychologique. Il classifie les facteurs agissant sur l'insertion professionnelle en quatre groupes distincts (les facteurs environnementaux, familiaux, éducatifs et reliés au travail). Pour leur part, R. Allard et J.-G. Ouellette⁴⁷ classifient les facteurs déterminants de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes selon trois dimensions distinctes et interdépendantes : les dimensions sociologique, sociopsychologique et psychoprofessionnelle. Il s'agit d'un modèle macroscopique, qui considère l'ensemble des facteurs opérants. Comme le décrivent les auteurs, « *le macroscopie se veut un instrument conceptuel qui permet d'avoir une vue d'ensemble d'un phénomène sans pour autant que les sous-composantes essentielles soient négligées* »⁴⁸.

Dans le cadre de notre étude, il nous a semblé intéressant de nous inspirer de ce type de modèles. Il nous permet de tenir compte de l'ensemble des facteurs identifiés dans les témoignages, cités le plus souvent en termes d'obstacles et de ressources par les personnes interrogées. De plus, il nous permettra par la suite de construire des pistes d'intervention qui tiennent compte autant de l'individu que de son contexte.

Enfin, il est important de se souvenir que nos analyses s'appuient sur une quinzaine d'entretiens seulement et que, par conséquent, les résultats et conclusion devront être traités avec vigilance et ne permettront en aucun cas d'établir des statistiques sur l'avenir compromis des enfants issus de milieux défavorisés. Nous nous pencherons autant sur les généralités de ces situations que sur les spécificités relevées dans chaque parcours de vie. Cela nous permettra de tenir compte des exceptions et ainsi de ne pas tirer de conclusions hâtives.

⁴⁶ ALLARD, Réal et Ouellette, Jean-Guy. *Vers un modèle macroscopique des facteurs déterminants de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes*, p.498-499

⁴⁷ Ibid. p.497-500

⁴⁸ Ibid. p.499

1. La pauvreté : un cumul de handicaps

La pauvreté économique entraîne d'autres formes de pauvreté, tel que la pauvreté socioculturelle, ce qui traduit une interdépendance entre les différents capitaux (économique, social, culturel et symbolique).

1.1 La Santé

1.2 Le Réseau social

1.3 Les Conflits et Ruptures familiales

L'étroite corrélation entre les capitaux a déjà été introduite dans cette étude. En s'appuyant sur le parcours de vie de nos dix témoins, nous avons choisi de cibler cette partie d'analyse autour des trois axes mentionnés ci-dessus. Ces thèmes n'ont pas été choisis au hasard, ils reflètent les problèmes de santé, les souffrances liées aux ruptures et à l'isolement social souvent décrites par nos témoins comme conséquence de leur précarité familiale. Par la suite, ces différentes données nous aideront à comprendre en quoi les répercussions de la pauvreté économique dans le quotidien des individus fragilisent parfois le système familial et influent le parcours scolaire et professionnel des jeunes issus de ces milieux défavorisés.

1.1 La pauvreté économique influe négativement sur la santé

Si « le sentiment de bien-être psychique de la population suisse est relativement élevé, il se péjore dans tous les groupes d'âge et dans les deux sexes en fonction de la baisse des revenus. »⁴⁹ Effectivement, il semblerait que les difficultés socio-économiques ne soient pas sans conséquence sur le plan de la santé. Lorsque nous avons rencontré Mme G. Glassey et Mme K. Beausire Ballif, ces deux professionnelles nous ont justement partagé qu'en majorité, elles rencontrent : « des parents qui ont besoin de l'aide sociale pour survivre et qui ont la plupart du temps des problèmes de dépendance, des problèmes psychiques (...) » ; « (...) des familles précaires, qui cumulent les précarités dans lesquelles les parents sont malades, sont au bout du rouleau, souvent en lien avec leurs difficultés financières, ils sont dépressifs, ils souffrent de fibromyalgie, etc. »

Les deux assistantes sociales que nous avons rencontrées ne sont pas les premières à faire le lien entre pauvreté et santé. De nombreuses études se sont penchées sur les questions liées à la corrélation existante entre la situation économique d'un ménage et l'état de santé de ces composants et il nous paraît intéressant, pour répondre à notre hypothèse de départ, d'en ressortir les principales réflexions.

De plus, ces constats sont véritablement significatifs pour cette étude lorsque l'on sait : « qu'il y a environ deux fois plus de personnes défavorisées qui présentent un niveau élevé de détresse psychologique »⁵⁰. Plus précisément, il est intéressant de relever aussi que la dépression serait plus élevée chez les personnes dont le niveau d'instruction est moins élevé et que ce sont notamment les personnes ayant les plus bas revenus qui présentent un risque deux fois plus élevé pour ce trouble.⁵¹ Dans ce sens, nous comprenons également que les difficultés socio-économiques d'un individu confortent facilement ce dernier dans des stratégies d'isolement et de détresse profonde. En d'autres termes : être en bonne santé ne se rapporte donc pas uniquement à des questions de bien être physique.

⁴⁹ MADER, Ueli. *Pauvreté et Santé : les conséquences du chômage*, p. 932-933

Adresse URL : http://www.medicalforum.ch/pdf/pdf_f/2007/2007-46/2007-46-553.PDF

⁵⁰ FERLAND, Marc et PAQUET Ginette. *L'influence des facteurs sociaux sur la santé et le bien-être*, p.12 Adresse URL : http://classiques.ugac.ca/contemporains/ferland_marc/influence_facteurs_sociaux/influence_facteurs_sociaux_sante.pdf

⁵¹ MADER, Ueli. *Pauvreté et Santé/les conséquences du chômage*, p. 932

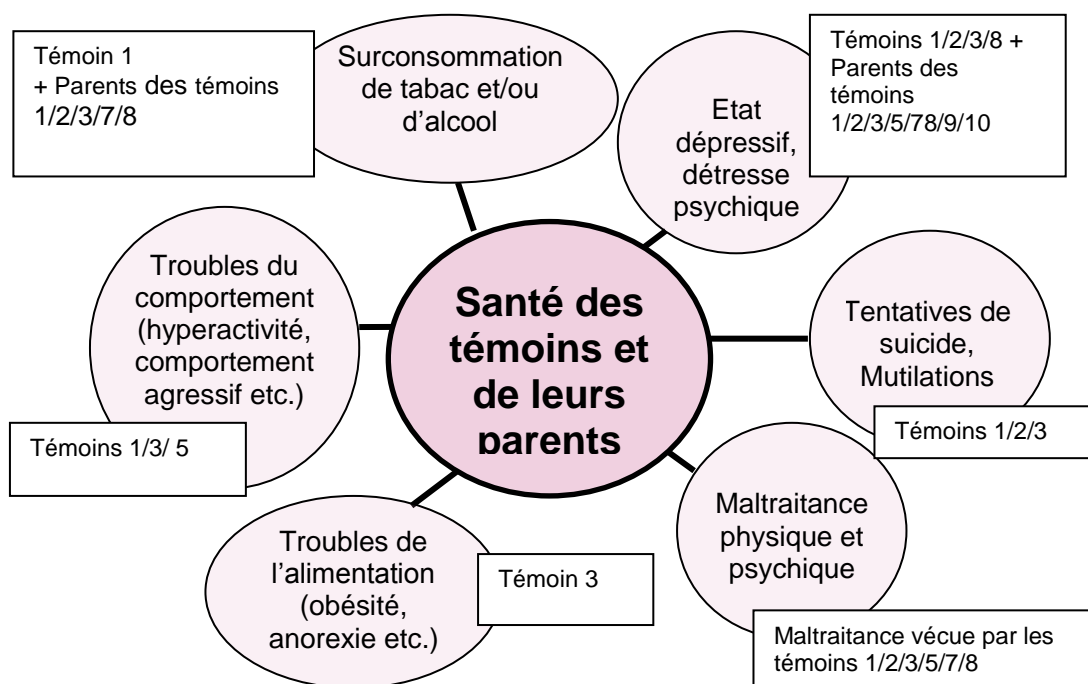
Adresse URL : http://www.medicalforum.ch/pdf/pdf_f/2007/2007-46/2007-46-553.PDF

Dans son premier article daté de 1946, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) définissait la santé comme : « *un état de complet bien-être physique, psychique et social et pas seulement l'absence de maladie et d'infirmité* »⁵². Encore une fois, ces données démontrent ici dans quelle mesure : « *la place occupée dans la hiérarchie sociale et la situation financière ont des effets directs et indirects sur la santé et le bien-être.* »⁵³

En nous référant à l'article *Modèles et principes en éducation pour la santé* : « *la santé du sujet serait liée à la santé de la collectivité dans laquelle il vit et dépendrait ainsi largement du contexte social.* »⁵⁴ Dans cet ordre d'idée, nous pouvons retenir l'hypothèse émise par l'Office Fédéral de la Santé Publique (OFSP) qui indique que : « *les personnes socialement et économiquement mieux loties jouissent généralement d'une meilleure santé que les personnes plus défavorisées.* »⁵⁵ ou de M. Ferland et G. Paquet qui associent l'espérance de vie à l'échelle des revenus : « *les personnes riches vivent encore plus longtemps et en meilleure santé que les personnes pauvres.* »⁵⁶

En observant le schéma ci-dessous, nous obtenons un aperçu des réponses données par nos témoins lorsque l'on abordait les questions liées à leur santé et celle de leur parent. Nous nous sommes laissé surprendre par la fréquence de la détresse psychique et/ou physique des témoins et/ou du trouble de l'alcoolisme ou de la dépression de leurs parents. Sur ces observations, nous nous sommes demandé en quoi la pauvreté expliquerait un mauvais état de santé et, certaine fois, la détresse psychologique vécue par un individu.

Figure 6 : aperçu de l'état de santé des témoins et de leurs parents



⁵² MANDERSCHIED, Jean-Claude. *Modèles et principes en éducation pour la santé*, p.82

Adresse URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfp_0556-7807_1994_num_107_1_1265

⁵³ FERLAND, Marc et PAQUET, Ginette. *L'influence des facteurs sociaux sur la santé et le bien-être*, p.6 Adresse URL :

http://classiques.uqac.ca/contemporains/ferland_marc/influence_facteurs_sociaux/influence_facteurs_sociaux_sante.pdf

⁵⁴ MANDERSCHIED, Jean-Claude. *Modèles et principes en éducation pour la santé*, p. 83

Adresse URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfp_0556-7807_1994_num_107_1_1265

⁵⁵ SPECTRA : *Prévention et promotion de la santé*, p.1

⁵⁶ FERLAND, Marc et PAQUET, Ginette. *L'influence des facteurs sociaux sur la santé et le bien-être*, p. 10 Adresse URL :

http://classiques.uqac.ca/contemporains/ferland_marc/influence_facteurs_sociaux/influence_facteurs_sociaux_sante.pdf

En partant de ces postulats et des observations retenues dans le parcours de vie de nos témoins, nous pensons désormais qu'il existe tout un faisceau de relations entre le revenu disponible et la santé qui contraignent les individus dans leur quotidien. Une enquête menée par Santé Québec⁵⁷ en 1987 relevait déjà que les personnes très défavorisées présentaient la plus grande proportion de mauvaises habitudes de vie.

Ainsi, nous allons aborder dans les chapitres suivants les différents paramètres de la santé qui font référence aux habitudes de vie des personnes défavorisées économiquement tels que l'hygiène alimentaire le niveau d'activité sportive, la consommation d'alcool et/ou de drogue, le logement ou encore le contexte de crise économique qui semble encore plus ravageur sur la santé psychique, physique ou même mentale des populations précaires.

★ *Hygiène alimentaire, corporelle et niveau d'activité physique*

La notion de santé peut être comprise comme « *un équilibre dynamique* » qui demande « *une certaine capacité de l'homme à s'adapter à son environnement, à supporter les agressions de ce dernier.* »⁵⁸ Cette définition traduit ici la santé comme une responsabilité à la fois personnelle et sociale. Il est vrai que considérer le capital santé à long terme en maintenant une hygiène, un rythme et des habitudes de vie propices à un corps et à un esprit sain, ceci malgré les contraintes économiques, n'est de loin pas évident pour tout le monde.

De nombreuses études ont déjà démontré que plus le revenu est faible, moins les personnes interrogées font attention à leur alimentation et moins ils exercent d'activités physiques. « *Le niveau d'activité physique augmente proportionnellement au niveau des revenus (...) et on retrouve un plus grand pourcentage de personnes obèses chez les groupes défavorisés et très défavorisés.* »⁵⁹ Dans le même ordre d'idée : « *Une mauvaise alimentation, l'obésité et les habitudes alimentaires de type « fast food » sont plus fréquentes dans les ménages démunis.* »⁶⁰ Une de nos témoins explique les restrictions alimentaires qu'elle a déjà vécues pour faire face à l'épuisement de ses réserves financières forçant à mettre de côté « les bonnes habitudes » : « *J'ai eu des fois où il me restait qu'une saucisse, j'en donnais une à mon fils et moi je mangeais que des pâtes parce que je n'avais plus d'argent pour acheter quoi que ce soit.* » (Témoignage 3)

Il est vrai que les individus issus de milieux précaires sont souvent obligés d'adapter leur quotidien à leur porte-monnaie, ceci en dépit de leur santé et de leur envie ! Une étude portée sur les déterminants sociaux de la santé nous informe aussi de la diminution de l'accessibilité aux structures de soins et même de l'absence de traitement médical adéquat des individus supportant des restrictions financières importantes. Les résultats ont précisé que « *beaucoup de personnes font l'impasse sur le dentiste tout simplement parce qu'elles ne peuvent pas se le permettre* »⁶¹, comme nous explique un de nos témoins en pensant à la précarité de sa famille : « *(...) ben on avait pas beaucoup de moyens, j'me souviens que mon père avait besoin d'un traitement dentaire assez coûteux, comme il n'avait pas les moyens et qu'il n'a pas trouvé d'aide, il n'est pas allé et il a perdu deux, trois dents (...)* » (Témoignage 2)

⁵⁷ FERLAND, Marc et PAQUET Ginette. *L'influence des facteurs sociaux sur la santé et le bien-être*, p. 13 Adresse URL : http://classiques.uqac.ca/contemporains/ferland_marc/influence_facteurs_sociaux/influence_facteurs_sociaux_sante.pdf

⁵⁸ MANDERSCHIED, Jean-Claude. *Modèles et principes en éducation pour la santé*, p. 83

Adresse URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfp_0556-7807_1994_num_107_1_1265

⁵⁹ FERLAND, Marc et PAQUET Ginette. *L'influence des facteurs sociaux sur la santé et le bien-être*, p. 13 Adresse URL : http://classiques.uqac.ca/contemporains/ferland_marc/influence_facteurs_sociaux/influence_facteurs_sociaux_sante.pdf

⁶⁰ MADER, Ueli. *Pauvreté et Santé : les conséquences du chômage*, p. 932

Adresse URL : http://www.medicalforum.ch/pdf/pdf_f/2007/2007-46/2007-46-553.PDF

⁶¹ SPECTRA : *Prévention et promotion de la santé*, p.6

★ Qualité de logement

Il peut aussi arriver que certaines familles sacrifient sur la qualité du logement (nombres de pièces, isolation, insonorisation, localisation etc.). M. Ferland explique en quoi de tels sacrifices ont un réel impact sur la santé: « *le manque d'intimité consécutif à l'entassement des familles dans des appartements exigus et, surtout, l'impossibilité de comprimer la dépense mensuelle que représente le loyer contribuent sans aucun doute à augmenter le niveau de stress déjà élevé des personnes à faibles revenus.* »⁶² Deux de nos témoins décrivent cet « entassement » qu'ils ont vécu enfant faute de moyens financiers : « (...) *On était cinq dans une chambre, on vivait dans un trois pièce et demi.* » (Témoign 5) ; « *Je vivais avec ma sœur et ma mère dans un appartement vraiment insalubre parce qu'on avait juste pas les moyens de s'en payer un mieux, genre on entendait tout ce que faisaient les voisins du bas, on sentait les odeurs de bouffe, la moitié du temps il n'y avait pas d'eau chaude, bref la galère.* » (Témoign 1)

★ Précarité des Conditions de travail

Notre société est tributaire, de plus en plus, de personnes qui font un travail mal payé. Les plus petits salaires ne suffisent plus pour faire face aux dépenses courantes et certains individus sont obligés de cumuler les emplois. Les personnes touchées par cette problématique sont surnommées aujourd'hui de « *working poor* »⁶³ (concept déjà défini au début de ce travail). Ce qui nous intéresse avant de conclure ce chapitre, c'est le témoignage suivant, qui fait le lien entre le phénomène des *working poor* et le risque accru de tomber malade : « *C'est vrai qu'on a eu de la peine, enfin ma maman avait de la peine à tourner, à jongler, vu qu'elle avait deux emplois pour nous élever toutes les deux (...) Au niveau financier elle n'a jamais eu de chance mais elle faisait toujours une pétée d'heures bien au-delà des quarante heures par semaine pour pouvoir tourner. A cette époque, elle en faisait entre 200 et 260 heures par mois. (...) elle est tombée malade, elle ne tenait plus avec ce rythme de fou (...).* » (Témoign 8) Pour comprendre encore mieux en quoi le contexte économique influe directement sur la santé des individus, nous pouvons encore évoquer ici les personnes victimes de chômage. Il est vrai que le milieu du travail joue un rôle important dans le développement des problèmes de santé et que « *l'instabilité économique entraîne une augmentation significative des problèmes de santé mentale et également des effets nuisibles non seulement sur la santé physique des chômeurs, mais également sur celle de leur famille et de la collectivité.* »⁶⁴

★ Consommation de tabac et de d'alcool

Enfin, dans les milieux précarisés particulièrement, il arrive que certaines personnes, ne disposant pas des ressources nécessaires pour affronter les problématiques, se renferment dans des stratégies compensatoires comme celles de boire ou de fumer.⁶⁵ D'après son expérience professionnelle de plusieurs années dans le service d'aide sociale, Mme G. Glassey déclare que les familles qu'elle rencontre sont : « (...) *plutôt des familles où il y a un problème d'addiction, souvent un problème d'alcool.* ». Si les individus issus de milieux précaires fument plus et consomment davantage d'alcool que les individus des classes sociales supérieures, en Suisse, ce sont 110'000 enfants et adolescents qui grandissent dans une famille où un des parents est alcoolique. Plus de la moitié de nos témoins nous ont d'ailleurs confié une enfance avec un parent alcoolique et/ou dépressif sans toutefois mettre directement en lien la précarité économique de la famille avec les troubles psychiques ou

⁶² FERLAND, Marc et PAQUET Ginette. *L'influence des facteurs sociaux sur la santé et le bien-être*, p.22 Adresse URL : http://classiques.ugac.ca/contemporains/ferland_marc/influence_facteurs_sociaux/influence_facteurs_sociaux_sante.pdf

⁶³ Cf. p. 9

⁶⁴ FERLAND, Marc et PAQUET Ginette. *L'influence des facteurs sociaux sur la santé et le bien-être*, p.21 Adresse URL : http://classiques.ugac.ca/contemporains/ferland_marc/influence_facteurs_sociaux/influence_facteurs_sociaux_sante.pdf

⁶⁵ CFEJ. *Jeune et pauvre : un tabou à briser !* p. 31

l'alcoolisme de leurs parents. L'article cité en bas de page nous indique que le risque de maltraitance envers les enfants issus de ces familles est plus élevé et qu'ils ont six fois plus de risque que la moyenne de développer des problèmes de dépendance ou des maladies psychiques à l'âge adulte.⁶⁶

Enfin, il a aussi été démontré que l'alcoolisme représente, comme beaucoup de troubles psychiques, un risque de marginalisation et de mise à l'écart de l'individu à l'intérieur des réseaux sociaux non anodin. Ceci expliquerait donc aussi que si les répercussions économiques sont fortement liées à l'axe de la santé, elles influeraient également sur le risque d'isolement social d'un individu. Effectivement, si l'isolement social n'est pas une maladie en soi, la pauvreté peut conduire à la détérioration de la santé mentale par la fragilité du tissu social et l'absence de solidarité à l'intérieur du réseau. L'auteur Peretti-Watel retient dans son article que : « *ceux qui ont des contacts plus fréquents avec leurs proches se jugent plus souvent en bonne ou en très bonne santé.* »⁶⁷ C'est pourquoi, il est important de rappeler ici que « *l'homme n'est pas seulement un corps physique, mais plus encore un être pensant et socialisé.* »⁶⁸

Ces dernières données nous amènent au chapitre suivant qui prend en compte les différents paramètres de socialisation et d'intégration d'un individu dans une société, dans une communauté ou dans un groupe donné selon la classe de revenu de l'individu.

1.2 La pauvreté économique influe sur le réseau social

Il est important de rappeler que la pauvreté ou la précarité présente dans les pays industrialisés et donc dans les différents témoignages de cette étude est pour l'essentiel une pauvreté relative qui se manifeste essentiellement par l'exclusion sociale. Dans cette partie d'analyse, nous évaluerons dans quelle mesure les ressources économiques agissent sur les réseaux sociaux expliquant soit l'intégration sociale, soit l'exclusion sociale des individus et indirectement le déficit de capital culturel et social des individus issus de milieux précaires.

★ Taille du réseau social⁶⁹

Avant de mesurer l'impact des enjeux financiers sur l'exclusion sociale des individus issus de milieux précaires, il est essentiel de comprendre que l'intégration sociale de toute personne se mesure principalement autour de la taille des réseaux sociaux dans lesquels l'individu est inscrit ou non. Ces réseaux peuvent se distinguer en deux types, à savoir :

Figure 7 : les deux types des réseaux sociaux

	Les réseaux affectifs ou les réseaux primaires	Les réseaux de circonstance ou les réseaux secondaires
Fonction intégratrice :	Soutien important sur le plan des relations personnelles.	Diversité des informations véhiculées sur le plan social.
Personnes concernées :	Parents, amis proches	Voisins, collègues proches

⁶⁶ OFSP. *Fiche d'information : Alcool et violence*. p. 2 et 3

⁶⁷ PERETTI-WATEL, Patrick. *Lien social et santé en situation de précarité*, p. 115 Adresse URL :

⁶⁸ MANDERSCHIED, Jean-Claude. *Modèles et principes en éducation pour la santé*, p. 82

Adresse URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfp_0556-7807_1994_num_107_1_1265

⁶⁹ OFS. *Intégration et réseaux sociaux*. Données 2006, p. 18

Adresse URL : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/news/publikationen.html?publicationID=2268>

La taille d'un réseau social affectif est dite restreinte lorsque le pourcentage de personnes extérieures au ménage (parents et amis proches) compte moins de cinq personnes. En ce qui concerne le réseau de circonstance, on le décrit comme restreint en dessous de deux personnes.

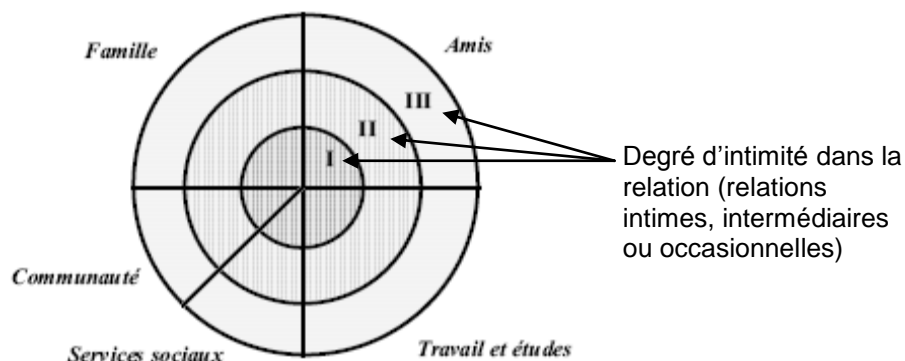
Selon les dires de nos témoins, nous avons pu constater que pour beaucoup, le réseau social compte très peu de personnes en dehors des membres de la famille proche (parents, fratrie, grands-parents, oncles, tantes, cousins et cousines.) et qu'il répond donc aux critères d'un réseau social (affectif et de circonstance) restreint : *« Si je regarde du côté de ma famille proche, il me reste mon cousin, ma cousine, ma maman, c'est tout. Ce sont les gens que je vois régulièrement. »* (Témoignage 3) ; *« Moi je considère ma famille comme une petite avec mon papa, ma maman, mon frère et ma sœur. Les autres on s'en fout, c'est nous et on compte sur nous. »* (Témoignage 10)

Pour certains de nos témoins, l'aide et le soutien qu'ils ont reçus se concentraient essentiellement autour d'une aide institutionnelle, administrative, médicale ou sociale. Les personnes qui les entourent sont leur tuteur, assistante sociale, éducateur, médecin de famille, psychologue, etc. Julien et Lola témoignent de cette faiblesse des liens sociaux : *« On était assez seul, on n'avait que l'aide des services sociaux »* (témoignage 5). ; *« Comme j'ai été placée en institution quand j'étais enfant, ma famille a été complètement dispartie à droite et à gauche, on n'est pas du tout resté ensemble, je n'ai plus vu mes parents pendant un temps, ni papa, ni maman, ni oncle, ni tante ni rien. Même maintenant, on s'voit quand même aux enterrements et de temps en temps à un mariage et encore, mais le plus c'est aux enterrements (rires) (...) au niveau du voisinage, il n'y avait personne non plus, les seules personnes qui étaient là pour moi, ben ça a commencé par les éducateurs, après c'était le tuteur, après c'était de nouveau les éducateurs à l'extérieur, après c'était le maître d'apprentissage, après c'était ma cheffe. Il y a toujours eu entre guillemets quelqu'un pour moi »* (témoignage 7). Lorsque nous nous sommes entretenues avec K. Beausire Ballif, il est également ressorti que lorsque que l'on aborde les populations à l'aide sociale, *« on touche une catégorie de gens isolés socialement, mais inversement, entourés de nombreux professionnels (...) il est vrai que ce sont des gens très seuls au niveau du relationnel, qui ont peu d'amis, de famille, ou de voisins vers qui se tourner »*.

La taille du réseau social a toute son importance car il semblerait que *« plus le réseau affectif ainsi que le réseau de circonstance d'un individu est de taille restreinte, plus grand sera le risque pour celui-ci de se sentir isolé et d'être exclu socialement. »*⁷⁰

Le Modèle présenté ci-dessous permet à tout individu d'évaluer l'intensité des relations sociales qu'il entretient et d'estimer dans quelle cadre s'organisent ces différents types de relations pour définir son sentiment d'intégration ou, au contraire, d'isolement social.

Figure 8 : Modèle de Sluzki⁷¹



⁷⁰ OFS. *Intégration et réseau sociaux en Suisse*, p. 19

Adresse URL : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/news/publikationen.html?publicationID=2268>

⁷¹ BORN, Michel. *Le modèle de Sluzki*, p.48

Adresse URL : http://www.aktif-online.com/fichiers/articles/art_born_258_259.pdf

En lien avec notre hypothèse de départ, F. Bouchayer confirme que « *les catégories économiquement les plus fragiles et les plus démunies sont aussi celles qui encourent les risques les plus grands de mise à distance des réseaux de sociabilité et de solidarité et de rupture du lien social* »⁷².

Enfin, cette pauvreté des contacts sociaux plus fréquente chez les personnes issues de milieux précaires conduit souvent celles-ci vers des situations de détresse psychique et physique entraînant le processus de l'isolement social. Selon la terminologie sociologique : « *l'isolement est un isolement social, qui peut être défini comme un manque de réseau, une absence ou une pauvreté de contacts sociaux* »⁷³. Le processus qui détermine l'isolement progressif de l'individu est nommé sociologiquement : processus de détachement social. Il s'agit *plus précisément* d'une déperdition des contacts sociaux, d'un affaiblissement des liens qui rattachent les individus à leur famille, à leurs réseaux de parenté, à leurs amis, et un moindre intérêt à prendre part à des activités sociales. Dans son étude, Françoise Bouchayer synthétise bien cette pensée en écrivant qu'« *au bout du processus, la précarité économique est devenue dénuement, la fragilité relationnelle isolement* »⁷⁴. Le sentiment de solitude est défini comme un « *sentiment subjectif de se retrouver seul et face à soi-même* »⁷⁵. Ces deux définitions sous-entendent également que ce n'est pas seulement le nombre de contacts qui est important mais aussi la qualité de ceux-ci.

Ce sentiment d'isolement social est souvent renforcé par la honte liée à une dépendance aux services sociaux et le fait d'appartenir à cette frange de population stigmatisée et qualifiée de « pauvre », empêchant ainsi le mélange des populations de classes et de statuts sociaux. Ces propos font références aux concepts de « l'homosocialité » et de « l'homogamie » introduits au début de cette étude. Les deux témoignages suivants évoquent ce phénomène de regroupement et d'enfermement entre « pauvres » : « (...) *j'ai l'impression ben que les gens ils jugeaient ma mère du fait qu'elle était malade, qu'elle était au social. C'était comme ça au village et même en ville. Les gens ils ne nous disaient pas bonjour, on n'allait pas vers eux, on restait entre nous. J'habitais dans un immeuble locatif, je ne connaissais même pas les voisins.* » (Témoign 7) ; « *On est tellement peu qu'on essaie d'être proches les uns avec les autres et on est devenu un petit clan.* » (Témoign 10)

Il est certain que, d'un point de vue sociologique, notre société occidentale tend plutôt au rassemblement des personnes en provenance des mêmes classes sociales plutôt qu'au mélange des différentes populations. Cela explique d'ailleurs les sentiments de solitude, d'exclusion et même de rejet que les « pauvres » ressentent souvent. Ainsi, si la « culture des riches » fusionne et progresse, la « culture de la pauvreté » s'exprime et se répand également. En d'autres termes, les personnes issues de milieux défavorisés forment leur réseau de relations en se refermant sur les membres de leur quartier : « (...) *Ce quart-monde forme une société à part, avec ses valeurs, ses savoirs, ses réseaux d'échange et d'entraide. Conscients d'être très éloignés d'un mode de vie largement partagé, ils forment une catégorie statistique bien identifiable par ses carences.* »⁷⁶ Si ce constat est plutôt alarmant, c'est notamment parce que l'intégration sociale doit aussi passer par la conformité aux modèles culturels et aux standards de vie, et qu'on perçoit plutôt jusqu'ici une impasse pour les personnes défavorisées de sortir des milieux précaires.

Enfin, un réseau social relativement solide semble important, parce qu'il procure avant tout un soutien permettant de modérer le stress suscité par certains événements ou situations et, ensuite, parce qu'il fournit des ressources matérielles, informationnelles et émotionnelles. Un

⁷² BOUCHAYER, Françoise. *Trajectoires sociales et inégalités*, p.315

⁷³ PINHO, Jorge. Intervenant dans le Module D2 : Questions sociales et réponses sociopolitiques. *Problème social exclusion-Intégration 2*

⁷⁴ BOUCHAYER Françoise, *Trajectoires sociales et inégalités*, p. 323

⁷⁵ KEHRLI, Christin et KNÖPFEL, Carlo. *Manuel sur la pauvreté en Suisse*, p. 133

⁷⁶ HERPIN, Nicolas. *L'urban underclass chez les sociologues américains*, p.433

Adresse URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc_0035-2969_1993_num_34_3_4264

de nos témoignages illustre bien cette pensée : « Oui, j'ai toujours eu un très grand réseau autour de moi et je pense que c'est grâce à cela que je m'en suis aussi bien sortie en fait. J'ai toujours été soutenue, ça m'a toujours permis de me vider l'esprit, de me sortir de la famille, d'être avec des gens qui m'aimaient, avec qui je sentais qu'on avait des relations fortes. Tout ça m'a permis de bien avancer, je ne me suis pas sentie exclue. » (Témoignage 6) « L'influence des rapports avec les proches sur la construction de l'identité personnelle et l'estime de soi »⁷⁷ a également été prouvée et explique en quoi les fréquentations et les contacts sociaux pourraient jouer le rôle de facteurs protecteurs contre le risque de dépression, par exemple.

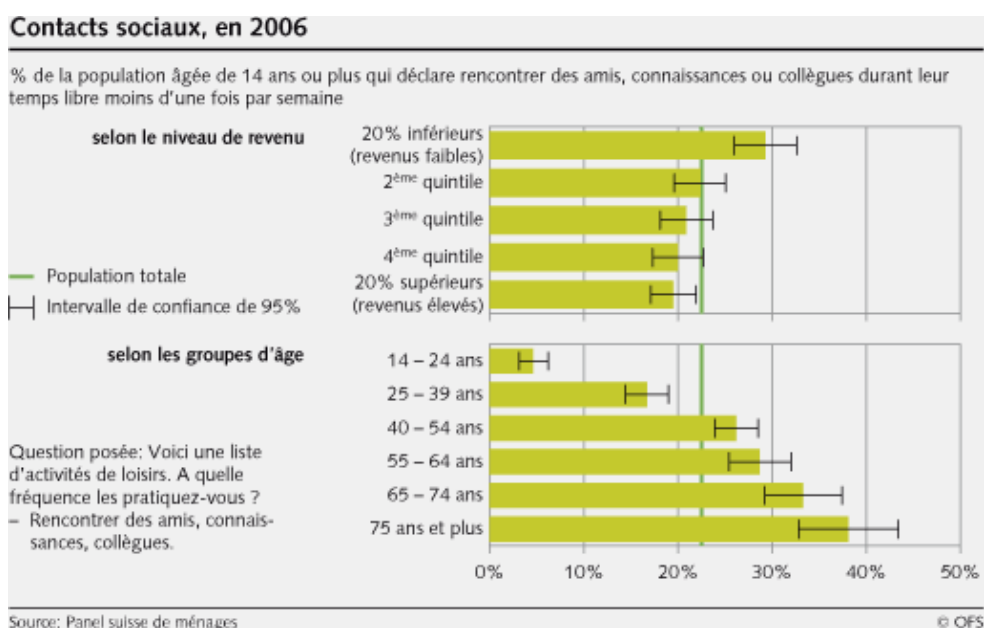
Au final, le capital de relations soigneusement entretenu constitue un investissement important qui protège l'individu de la précarité, de la pauvreté, de la maladie, de l'exclusion sociale, etc. et aide à ne pas reproduire la pauvreté économique, sociale et culturelle.

★ Fréquence des contacts sociaux

Le revenu détermine incontestablement les contacts sociaux d'un individu. Le tableau ci-dessous donne un aperçu de la fréquence des contacts sociaux d'une personne selon son âge et sa classe de revenu. C'est le deuxième indicateur cité qui nous intéresse plus particulièrement pour comprendre en quoi les personnes défavorisées économiquement présentent un plus grand risque d'isolement et d'exclusion sociale.

En 2006, 77% de la population suisse rencontrait au moins une fois par semaine des amis, des connaissances ou des collègues⁷⁸. Les 23% de la population restante présentait des contacts sociaux plus rares (19% au moins une fois par mois, 4% plus rarement ou jamais). Ce qu'il est pertinent de relever pour cette étude c'est que parmi le groupe de personnes qui présentait des contacts sociaux plus rares, on y retrouvait principalement des personnes vivant dans un ménage à faible revenu. Inversement, on comprend donc que les personnes à revenu moyen ou élevé entretiennent plus fréquemment des contacts avec des amis, des connaissances ou des collègues.

Figure 9 : contacts sociaux⁷⁹



⁷⁷ PERETTI-WATEL, Patrick. *Lien social et santé en situation de précarité*, p.115

Adresse URL : http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/es391-392f.pdf

⁷⁸ OFS. *Contacts sociaux*, données 2006.

Adresse URL : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/20/03/blank/key/03/02.html>

⁷⁹ Ibid.

Sur la base de ces informations, on peut donc retenir que les personnes issues de milieux précaires sont donc davantage menacées par l'exclusion sociale et l'isolement social. Ceci s'explique principalement par la participation à la vie collective qui est restreinte à cause du manque de ressources financières. Celles-ci méritent d'être détaillées et de faire l'objet d'un chapitre séparé de celui-ci.

★ *Participation à la vie collective et importance des loisirs*

Le loisir représente le déterminant principal de la participation à la vie collective. Par les multiples possibilités de loisirs, chacun peut atteindre une meilleure réalisation de soi, de son équilibre, exploiter ses dons naturels et supporter les aléas de la vie. Par leurs fonctions, il est juste de dire que les loisirs facilitent l'intégration et l'investissement des individus dans la communauté et dans la société. Dans ce sens, notre interlocutrice, Mme G. Glassey, nous fait part de sa réflexion sur l'importance des loisirs et du message qu'elle apporte à ses usagers : « *Il ne faudrait pas que, par manque d'argent, les parents empêchent leurs jeunes de faire par exemple, du karaté, moi je ne trouve ça pas juste. Au CMS on se débrouille, on a des fondations, on a des endroits. Moi j'essaie plutôt de faire passer le message aux parents de dire : « Ne baissez pas les bras parce que les fins de mois sont difficiles ! ». Alors il y a des possibilités, on peut trouver des trucs financiers, pour qu'au moins ils aient des activités, qu'ils s'intéressent à autre chose.* »

Malheureusement, la vie sociale de certaines personnes est nettement handicapée ou n'existe quasiment pas. C'est le cas en particulier des personnes en situation de pauvreté qui n'ont pas de ressources financières pour pratiquer des loisirs, ceux-ci étant rarement gratuits. Par conséquent, il leur manque les ressources nécessaires pour participer aux activités courantes dans les domaines économique, social, politique et culturel. Par exemple, il est vrai que les personnes économiquement défavorisées ne pratiquent pas d'activités sportives, ne sortent pas (ou très peu) dans les bars, restaurants, centres commerciaux ou autres endroits propices aux rencontres, n'invitent pas ou très peu d'amis et ont un accès très limité à la culture. En plus des coûts, qui constituent un véritable obstacle à la participation sociale des personnes défavorisées, s'ajoutent les problèmes de transport pour aller et revenir des activités, quand on sait que ces populations habitent majoritairement dans des quartiers éloignés des centres-villes. Ce manque de possibilités explique encore une fois en quoi les pauvres sont aussi des exclus et pourquoi les contacts avec l'extérieur (voisins ou autres) se font donc plus rares que pour le reste de la population. Pour Rainwater, la pauvreté commence « *quand le niveau de revenu est trop faible pour que le ménage ou l'individu participe à la société dont il est formellement membre* ». ⁸⁰

Par ces propos, M. Bortolussi exprime aussi la « barrière sociale » qui exclut les populations précaires : « *Ces personnes sont fortement limitées dans leurs approches sociales. Tisser des liens, ne serait-ce qu'en allant au cinéma une fois, ça coûte de l'argent. Se déplacer pour aller à une manifestation, ça coûte de l'argent aussi. Il y a une répercussion des restrictions financières sur la perte des liens sociaux (...) Un petit budget pour vivre implique une baisse de loisirs payants (...) Au niveau de l'isolement social, c'est clair que des personnes qui sont dans des démarches de désendettement ou des personnes qui sont au minimum vital de l'office des poursuites sont des personnes qui sont très restreintes dans leur fonctionnement quotidien. Elles se coupent finalement d'éventuels liens sociaux notamment pour des loisirs, parce qu'un loisir ça coûte, tout simplement.* » Dans son article, Lewis attire aussi l'attention sur une « participation limitée à la vie publique. » ⁸¹ Les pauvres n'adhèrent que rarement, selon lui, à un syndicat, ne visitent guère de musées et se réfèrent principalement à leur propre famille.

⁸⁰ HERPIN, Nicolas. *L'urban underclass chez les sociologues américains*, p.435

Adresse URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc_0035-2969_1993_num_34_3_4264

⁸¹ MADER, Ueli. *Pauvreté et Santé : les conséquences du chômage*, p. 933

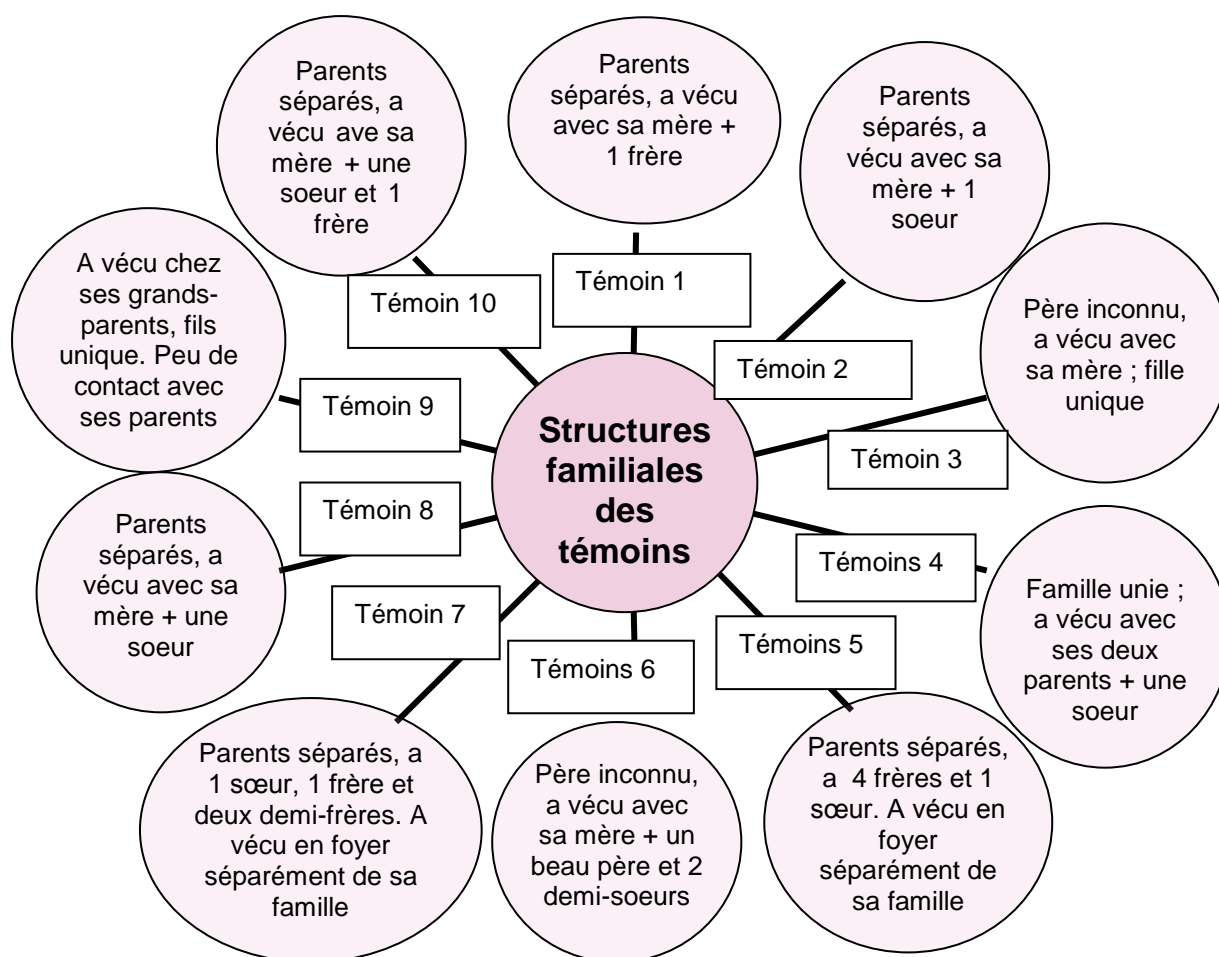
Adresse URL : http://www.medicalforum.ch/pdf/pdf_f/2007/2007-46/2007-46-553.PDF

En pensant à l'une de ses situations sociales, K. Beausire Ballif évoque les paroles d'une maman inquiétée de son isolement social qui touche aussi son petit garçon de cinq ans et demi : « *Comment vous voulez que je fasse ? Je n'avais pas de moyens pour partir en vacances ou même aller à des spectacles ou au restaurant ici, alors je suis restée à la maison tout l'été avec mon fils à la maison et c'était juste catastrophique.* » Cette professionnelle reconnaît les souffrances des personnes précarisées et isolées socialement : « *C'est vrai que les problèmes financiers ont beaucoup d'influences négatives sur les liens sociaux que peuvent entreprendre les personnes concernées. C'est aussi des problèmes d'intégration sociale et professionnelle.* »

1.3 Le manque d'argent entraîne les conflits, provoque les ruptures familiales

A l'aide du schéma ci-dessous, nous remarquons que sur l'ensemble des témoins que nous avons rencontrés, six ont vécu une partie de leur enfance et adolescence avec un seul parent, deux ont été placés en institution spécialisée au début de leur enfance, un a vécu chez ses grands-parents et un seul a grandi avec ses deux parents.

Figure 10 : les structures familiales de nos témoins



Si nous avons choisi de tenir compte des structures familiales de nos témoins, c'est parce qu'elles semblent également démontrer une corrélation avec la situation économique précaire de ces familles. Il semblerait selon M. Bortolussi que « *les difficultés financières sont des sources de conflits et les familles précaires sont plus sujettes aux ruptures familiales.* » Ce constat peut s'expliquer principalement par deux raisons qui méritent d'être détaillées avec l'appui des témoignages recueillis.

★ L'argent, un facteur stress et une source de conflits

Tout d'abord, il semblerait que l'argent soit un agent de stress non anodin provoquant les conflits. Une étude suisse a démontrée dans quelle mesure le stress vécu par les individus influe considérablement le degré d'insatisfaction dans la relation de couple: « *Durant l'expérience, nous avons constaté des différences significatives dans l'interaction du couple avant et après le déclenchement du stress. Ainsi, sur le plan verbal, on remarque une diminution du taux de remarques positives et une augmentation de négativité. La valorisation du partenaire (un indice informant sur la positivité nette dans l'interaction) diminue de 40% en situation de stress!* »⁸² Par ces résultats, on comprend en quoi les angoisses liées à un manque d'argent, à des poursuites ou divers emprunts financiers peuvent devenir la cause première des conflits et séparations conjugales. En quelques mots, nous pouvons retenir ici que plus le stress est élevé, plus l'interaction du couple se détériore et plus le risque de se séparer devient grand.

Une de nos témoins évoque les désaccords et conflits conjugaux liés aux difficultés économique de son couple qui les ont menés vers le chemin de la séparation: « *Comme je travaillais qu'à 50%, j'avais quand même le chômage mais je gagnais 2700.- par mois, je n'arrivais pas suivre. Lui, il gagnait plus que moi, mais il ne payait rien, juste le loyer. Moi je payais tout le reste, la bouffe etc. Il payait le loyer c'est tout, le reste c'était pour lui. Lorsque je lui demandais d'aller acheter un paquet de couches pour notre enfant, il me demandait de payer la moitié. Moi je lui ai dit : « Je ne veux plus continuer comme ça, il faut qu'on trouve une solution ». Je ne voulais pas forcément me séparer alors je lui ai d'abord proposé le conseil conjugal. Comme il n'a pas voulu, je lui ai dit que je ne voyais pas d'autre solution et en 2007 on s'est séparé. » (Témoignage 3)*

★ Le manque d'argent provoque l'endettement et les ruptures familiales

Il existe aussi des familles où la réalité des restrictions économiques paraît irrecevable. Les parents sont prêts alors à n'importe quoi pour que leurs enfants ne subissent aucunement les frais de la séparation conjugale. Autrement dit, « *il y a des parents qui essaient de tout donner ce qu'ils ont à leurs enfants, enfin ils s'endettent pour que leurs enfants soient comme les autres* », soutient Mme G. Glassey, en évoquant la situation familiale de l'un de ses usagers. Dans ces familles, l'endettement et l'impossibilité de rembourser ses dettes apparaissent aussi comme une source de conflits.

M. K. Bortolussi nous explique comment notre société de consommation est davantage destructrice dans les familles déjà précarisées et fragilisées, et que l'endettement amène également celles-ci vers les ruptures des systèmes : « *Ce qu'on constate le plus souvent, c'est vraiment des personnes précaires qui s'endettent encore plus qu'elles ne le sont déjà, qui ont une mauvaise gestion, ça veut dire au niveau de la compréhension d'un budget, il y a des charges fixes, des charges flexibles, comment gérer son revenu sur année, sur un mois, sur une période donnée. On se rend compte qu'il y a d'énormes lacunes dans ce domaine et les gens perdent le fil. En lien avec leurs restrictions financières, les problèmes de gestion et d'influence de la société de consommation les touchent particulièrement. Ces personnes ont pris des engagements financiers qui sont au-delà de leurs ressources financières et qu'elles n'arrivent plus à tenir. Et puis, ces familles ont des poursuites et après, ça complique pour se loger et trouver un boulot, c'est vrai que pas tous les employeurs n'engagent des personnes à l'office des poursuites ou à l'aide sociale. C'est aussi des problèmes d'habitat, quelqu'un qui a des poursuites financières aura beaucoup de peine à changer d'appartement. Les difficultés engendrées par l'endettement se répercutent finalement sur toute la famille, on dit souvent que « l'argent est le nerf de la guerre ». C'est vrai que les problèmes financiers ont*

⁸² VEUTHEY, Charly. *Stress et divorce : ce n'est pas une fatalité*.
Adresse URL : <http://www.unifr.ch/spc/UF/98juin/stress.html>

beaucoup d'influences négatives sur les liens sociaux ou familiaux des personnes et c'est vrai aussi qu'on voit des familles se séparer à cause de ça. »

1.4 Synthèse

Par les différents articles cités et les témoignages recueillis, nous avons, dans un premier temps, compris que la santé et le bien être des individus et des collectivités se présentent comme un réel phénomène de société qui dépasse largement le système des soins de santé, en faisant paraître les inégalités sociales toujours plus prononcées entre « pauvre » et « non pauvre ». En d'autres termes, nous avons perçu en quoi les habitudes de vie sont interdépendantes du contexte socio-économique dans lequel un individu subsiste et en quoi elles déterminent sa qualité de vie. Cela a permis de comprendre comment la pauvreté économique rend malade et en quoi la vulnérabilité physique et/ou psychique renforce les situations de précarité et de pauvreté.

Dans un second temps, les répercussions de la pauvreté économique sur le réseau social sont apparues précisément et nous ont aidées à prendre conscience de l'impact du manque d'argent sur la vie sociale d'un individu dans une société de consommation telle que la nôtre, où presque tout se paye. Si nous avons compris pourquoi les loisirs devraient être assurés pour tous, c'est principalement par la reconnaissance de leur bienfait permettant de surmonter les obstacles de la vie quotidienne et d'avancer sur son chemin de vie malgré le « cumul de handicaps ».

Enfin, nous avons saisi l'influence d'une société de consommation et le stress qu'elle procure pour les personnes défavorisées économiquement et du lien qu'il peut exister avec les modifications de leurs structures familiales.

Au regard de tout ce qui a pu être mis en lien avec la pauvreté économique, nous comprenons maintenant dans quelle mesure celle-ci renforce d'autres formes de précarités. En d'autres mots, nous avons compris dans quelle mesure les capitaux tels qu'ils sont définis selon Bourdieu, sont interdépendants et donc en quoi un déficit de capital économique entraîne inévitablement un déficit de capital social ou culture.

Sur ces mots, nous approuvons notre première hypothèse.

2. La famille et son influence sur le devenir de l'enfant

L'environnement familial et affectif constitue un paramètre déterminant sur le parcours scolaire des individus.

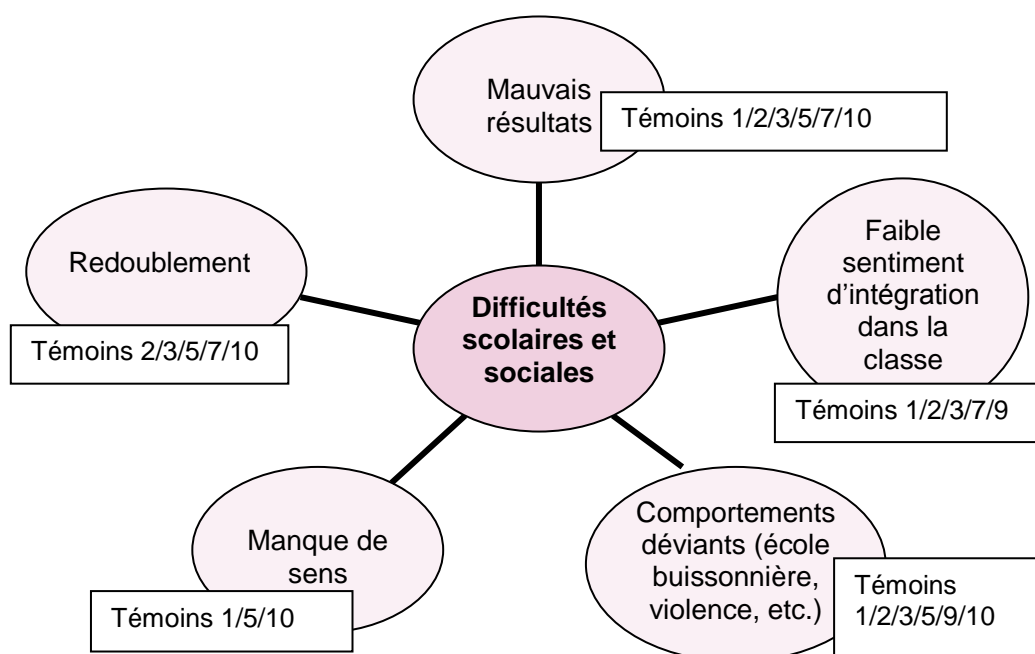
Nous avons précédemment relevé le cumul de handicaps que rencontrent les familles précaires, notamment sur le plan de la santé et des relations affectives et sociales. Ces parents, plus souvent seuls, malades et isolés, disposent de moins de ressources, notamment en termes de temps et d'énergie, pour s'occuper de leurs enfants, et notamment pour les accompagner dans leur scolarité. L'environnement familial et social dans lequel grandissent les enfants issus de milieux précaires est plus fragile dans de nombreux domaines. Ces familles cumulent de nombreux handicaps qui font référence aux capitaux décrits par Bourdieu. Maintenant, pour répondre à notre question de recherche, nous allons voir la répercussion de cette fragilité sur les enfants et particulièrement sur leur parcours scolaire.

2.1 Le parcours scolaire de nos témoins

L'école est le passage obligé qui ouvre l'accès à la formation professionnelle. La scolarité obligatoire transmet à l'enfant des acquis scolaires indispensables pour la suite de son parcours. L'école est également un lieu de socialisation, où l'enfant apprend les normes sociales. C'est une première expérience de vie en collectivité. Pourtant, certains enfants se retrouvent en difficultés dans le système scolaire. C'est le cas notamment de la majorité de nos témoins.

En effet, la plupart des personnes interrogées ont vécu un parcours scolaire difficile. Plus de la moitié avaient de mauvais résultats scolaires, qui ont débouché dans cinq cas sur six sur un redoublement. Cinq témoins sur dix affirment qu'ils ne se sentaient pas très bien intégrés dans leur classe, ce qui les poussait parfois à ne pas se rendre à l'école et/ou à adopter des comportements déviants. Les difficultés scolaires corrélées aux difficultés sociales réduisent fortement le plaisir que les enfants éprouvent à l'école. Dans ce sens, un témoin nous fait part de son sentiment : « *j'avais tellement de retard que je n'avais plus envie, je n'avais plus aucun plaisir à l'école* » (témoin 5). Outre le plaisir, trois personnes sur dix ne percevaient pas le sens de l'école lorsqu'ils étaient enfants : « *Pour moi, l'école, ça a toujours été un truc très chiant. [...]. Je préférais être dehors ou jouer à la console que d'être assis à devoir écouter un prof. Ça ne m'intéressait pas plus que ça en fait* » (témoin 1). A l'aide du schéma ci-dessous, nous avons retenu cinq axes nous permettant de regrouper les difficultés rencontrées par nos témoins lors de leur scolarité :

Figure 11 : les difficultés scolaires rencontrées par les témoins



Bien que notre échantillon de témoins soit trop restreint pour établir des statistiques, il est toutefois flagrant de constater que plus de la moitié des personnes interrogées, qui ont été choisies avant tout en raison de la précarité financière de leur milieu d'origine, ont éprouvé des difficultés à l'école. Nous sommes dès lors amenées à nous interroger sur une éventuelle corrélation entre milieux précaires et difficultés scolaires. Dans les paragraphes qui suivront, nous nous pencherons sur cette question, en nous appuyant sur des références théoriques plus spécifiquement liées aux difficultés scolaires. Nous utiliserons les données recueillies dans nos témoignages pour illustrer les différents concepts, en mettant en avant principalement les obstacles rencontrés par nos témoins, mais également les ressources sur lesquelles certains se sont appuyés pour mener une scolarité sans trop d'embûches.

Lorsque nous les avons questionnés sur les causes de ces difficultés, une grande majorité des témoins évoque **le manque de soutien et d'accompagnement scolaire des parents**. Plusieurs témoins avouent avoir « **manqué de cadre** ». Certains d'entre eux mettent également en avant **l'absence de réactions de leurs enseignants face à leurs difficultés scolaires**, qui ne cherchaient pas à comprendre ce qui n'allait pas. **Les souffrances vécues dans le contexte familial** ont également été citées comme facteur entravant sur le parcours scolaire.

Malgré une majorité de personnes ayant éprouvé des difficultés dans leur parcours scolaire, quelques uns de nos témoins, également issus de milieux précaires, ont néanmoins pu nous faire part d'une expérience scolaire positive. Dans le témoignage de ces derniers, nous nous sommes à l'inverse concentrées à repérer les ressources sur lesquelles s'étaient appuyées ces personnes dans leur enfance. Les éléments favorisant le parcours scolaire seront abordés en termes de ressources. Ainsi, lorsqu'on leur a demandé sur quelles ressources elles se sont appuyées pour réussir à l'école ou pour « remonter la pente » dans le cas où elles se sont retrouvées en échec à un moment donné, les personnes interrogées mettent en avant différents éléments que sont **le cadre posé par les parents, le « soutien moral » et les encouragements de l'entourage, l'existence d'une personne ressources ou de substitution (grands-parents, amis, éducateurs, etc.), les facilités scolaires, les loisirs** ou encore **le caractère personnel**. De plus, certains témoignages nous ont amené à nous questionner sur l'influence du genre sur le parcours scolaire. En effet, être une fille ou être un garçon est une question qui n'est pas dénuée de sens lorsqu'on parle de la scolarité des élèves.

Figure 12 : obstacles et ressources dans le parcours scolaire des témoins

Obstacles	Ressources
Manque de cadre	Cadre éducatif stable
Les souffrances vécues dans le contexte familial	
Manque de soutien et d'accompagnement scolaire des parents	Soutien et encouragement des parents dans la scolarité
	Personnes ressources ou de substitution
L'absence de réaction des enseignants	
	Caractère personne
	Facilités scolaires
	Loisirs

Les ressources et obstacles les plus cités par nos témoins se rattachent à l'environnement familial (cadre éducatif, événements vécus au sein de la famille, soutien et accompagnement des parents), au système scolaire (rapport à l'enseignant) ainsi qu'à l'individu lui-même, tel que le caractère personnel et le degré d'intelligence (QI). Etant donné que nous nous intéressons à la reproduction de la précarité dans les familles, le premier domaine est celui sur lequel nous nous centrerons, ce qui ne dédouane pas pour autant le système scolaire de sa responsabilité en termes de prise en charge des enfants en difficultés. Nous n'aborderons également que peu les facteurs liés au QI et au caractère personnel sur lesquels il semble difficile d'agir (dimension biologique). Notre sélection est soutenue par l'étude de Caroline Regamey, reliant les problèmes familiaux aux problèmes de scolarité qui, selon l'auteure, apparaissent particulièrement comme « *des obstacles supplémentaires réduisant les capacités des jeunes à affronter la transition école – métier* »⁸³. La famille détient le rôle principal dans la transmission du capital dans toutes ses formes, et son histoire semble

⁸³ REGAMEY, Caroline. *De l'école à la précarité*, p.5
 Adresse URL : http://www.ekkj.admin.ch/c_data/f_06_BT_ZF_Regamey.pdf

quelquefois peser lourd dans le parcours de vie des individus. De ce point de vue, nous nous rattachons à notre hypothèse qui émet l'idée que l'environnement familial dans lequel grandit un enfant influence considérablement sa scolarité.

2.2 Le cadre éducatif

La majorité des témoins interrogés explique ses difficultés par le déficit de « cadre ». Julien, cadet d'une fratrie de six enfants et issu d'une famille particulièrement précaire, a rencontré de nombreuses difficultés à l'école, mais également dans d'autres domaines. Il les explique ainsi : « *Dans ma famille, j'ai eu peu de soutien. [...] Si je ne faisais pas mes devoirs, personne ne savait que je ne les faisais pas, et je ne les faisais pas. Je rentrais de l'école, je jetais mon sac sur le balcon et je partais jouer. [...] Je sortais de ce contexte familial catastrophique. Du coup, je n'avancais pas à l'école. [...] Si ça avait été cohérent et que j'avais eu en face de moi des adultes qui tiraient tous à la même corde je n'aurais pas pu faire le bal que je menais* » (témoin 5).

Dans ce sens, nous allons tenter de comprendre en quoi les difficultés que rencontrent les parents précaires se répercutent sur le cadre qu'ils peuvent offrir à leurs enfants, puis sur le parcours scolaire de ceux-ci. Rappelons ici qu'il ne s'agit pas de stigmatiser certains parents et de dénoncer des incompétences, mais de comprendre l'origine de ces carences éducatives qui risquent d'entraver le bon développement d'un enfant ou d'un adolescent. Dans ce sens, K. Beausire Ballif nuance bien la différence entre « déresponsabilisation des parents » et « impossibilité de s'occuper de ses enfants » : « *les parents que je rencontre éprouvent souvent une grande culpabilité par rapport à ce qu'ils peuvent offrir à leurs enfants. Aujourd'hui, on parle de déresponsabilisation, alors qu'aux yeux de tous les parents que je rencontre, les enfants sont vus comme des leviers. On arrive toujours à travailler avec eux parce qu'ils ont cette envie pour leurs enfants, c'est justement moteur, c'est ce qui est magnifique dans ce domaine, c'est qu'on a vraiment des parents qui se mobilisent. Moi je ne vois pas de parents qui sont déresponsabilisés, je n'en vois pas, vraiment. Démunis oui, la tête pleine de soucis oui, complètement sous la vague, oui, j'vois des parents comme ça, mais je n'ai jamais vu des parents qui ne s'intéressent pas à leurs enfants* ».

2.2.1 La « supervision », fonction fondamentale de la famille

La famille est incontestablement le premier milieu socialisateur de l'enfant, la source de son identité, de sa perception du monde et de ses comportements. Malgré la pauvreté, le chômage, la maladie ou le handicap social, les parents restent responsables en toutes circonstances du bien-être de leur enfant, de sa protection et de son éducation autant sur le plan juridique que sur le plan social ou moral. Une des fonctions principales de la famille se trouve être la « supervision ». Par définition, cela comprend un « *contrôle formel ou informel que les parents exercent sur les sorties de leurs enfants, sur leurs fréquentations, sur leur travail à l'école, sur leurs activités de loisirs, le fait de savoir s'ils fument ou se droguent, etc.* »⁸⁴ La notion de « supervision » ne se résume pas à un simple contrôle comportemental, nous explique l'auteur. Elle permet aux parents « *d'anticiper, de détecter et de surmonter les éventuels problèmes de l'enfant* »⁸⁵. Barbara Walter décrit l'autorité parentale dans son article comme « *une nécessité inébranlable où l'on doit prouver à l'enfant qu'on exerce sur lui une contrainte qui le conduit à l'usage de sa propre liberté* »⁸⁶. En d'autres termes, la famille joue un rôle analogue de refuge et de protection se poursuivant dans l'encadrement de l'évolution de l'enfant jusqu'à la fin de l'adolescence ou le début de l'âge adulte.

2.2.2 Précarité et fragilisation du cadre éducatif

⁸⁴ MUCCHIELLI, Laurent et Karine. *Familles et délinquances*, p. 57 Adresse URL :

http://www.caf.fr/wps/portal/lut/p/c1/04_SB8K8xLLM9MSSzPy8xBz9CP0os3hLf2dfY0cn3xAPj0ALAYNTQzfjQOMwYwMTA6B8JG55d2MCusNB9pnFG-AAjqYQebqJlm6BjqZGAZ5eASZupkYG7kZo8pj2-3nk56bqF-

⁸⁵ Ibid. p. 57

⁸⁶ WALTER, Barbara. *La famille : Responsabilité parentale malgré la pauvreté et l'isolement*, p. 78

Selon K. Beausire Ballif, ce n'est pas la pauvreté économique en soi qui fragilise les parents, mais l'ensemble des difficultés qui en découlent en terme social, culturel et relationnel. Ainsi, lorsque les parents sont en situation précaire, mais aussi souvent séparés, malades et/ou isolés, il leur sera plus difficile de rester « solides » face à leurs enfants et de leur offrir un cadre de vie qui favorise leur bon développement intellectuel, affectif et social. Dans ce sens, l'incertitude économique, affective et sociale dans laquelle vivent les familles précaires peut altérer le comportement des parents qui deviennent trop durs ou, au contraire, trop laxistes ou incohérents vis-à-vis de l'enfant.⁸⁷

Le témoignage de Julien, cadet d'une fratrie de six enfants, démontre bien cet enchaînement. Après le divorce, sa maman se retrouve seule avec six enfants, dans un contexte socio-économique très précaire. Selon Julien, « *elle ne savait plus où donner de la tête, elle faisait comme elle pouvait* » (témoin 5). Il avoue avoir manqué d'un « *cadre stable* », ce qui l'a conduit, ainsi que ses frères et sœurs, à adopté des comportements hors normes : « *ma mère était très autoritaire et du coup ça mettait une pression sur les gamins, et mes frangins n'arrivaient pas à s'épanouir et du coup, ils sortaient, ils fuyaient, ils faisaient des conneries et voilà. (...) Je pense qu'elle était trop cadrante, un peu parano* » (témoin 5).

Précédemment, nous avons vu que les milieux économiquement les plus fragiles rencontrent plus souvent des problèmes de santé. Dans ce sens, il convient d'ajouter que l'éducation est particulièrement altérée lorsque les familles se retrouvent en situation de maladie, notamment en cas de troubles psychiques et de dépendances à l'alcool ou aux drogues. Dans le cadre de sa fonction à l'Institut suisse de prévention de l'alcoolisme et autres toxicomanies, Etienne Maffli⁸⁸ nous explique les conséquences, pour les proches, des comportements inadéquats de la personne sous l'influence de l'alcool. Ces conduites néfastes que l'auteur nous donne en exemple sont les abus sexuels, les violences physiques, la négligence des tâches de soin ou d'éducation. L'une de nos témoins, élevée par une maman dépendante à l'alcool, en a bien conscience : « *C'est destructeur, ça détruit la vie, l'alcoolisme, c'est destructeur... lorsque ma maman a bu, je ne lui laisse jamais mon fils, je nveux pas qu'il voit ça, je nveux pas qu'il en subisse les conséquences* » (témoin 3).

Finalement, le phénomène des working poor doit également être pris en compte pour expliquer la fragilisation du cadre éducatif. Ces parents, contraints de travailler de nombreuses heures pour faire tourner le ménage, ont moins de temps à consacrer à leurs enfants. A nouveau, ce n'est pas le « manque de temps » à lui seul qui explique que le cadre est fragilisé, mais également les autres problèmes qui y sont liés. Par exemple, lors de divorces dans les situations précaires, « *le parent gardien, généralement la mère, est souvent appelé à travailler davantage pour boucler son budget. Lorsqu'elle rentre à la maison, elle est souvent fatiguée, préoccupée et a peu de temps à consacrer à ses enfants* »⁸⁹.

Ainsi, nous comprenons en quoi les facteurs de stress et les préoccupations parentales, dans le contexte de vie des familles précaires peuvent limiter les compétences éducatives, augmenter l'instabilité, la sévérité ou la permissivité de ces parents épuisés, et en même temps prédisposer leurs enfants à avoir des comportements problématiques, désorganisés et conflictuels.

⁸⁷ BRUNIAUX, Christine & GALTIER Bénédicte, *Quel avenir pour les enfants de familles défavorisées?*, p. 8

Adresse URL :

[http://www.caf.fr/web/WebCnaf.nsf/090ba6646193ccc8c125684f005898f3/978194d454401e0dc12572b100360a46/\\$FILE/RP79-CBruniaux%20et%20BGaltier.pdf](http://www.caf.fr/web/WebCnaf.nsf/090ba6646193ccc8c125684f005898f3/978194d454401e0dc12572b100360a46/$FILE/RP79-CBruniaux%20et%20BGaltier.pdf)

⁸⁸ MAFFLI, Etienne. *Abus d'alcool : conséquences pour les proches*, p. 4-9

Adresse URL : http://www.great-aria.ch/pdf/dependances/Revues/17/1_article.pdf

⁸⁹ AMBERT, Anne-Marie. *Divorce : faits, causes et conséquences*, p. 21

Adresse URL : http://www.vifamily.ca/library/cft/divorce_09_fr.pdf

2.2.3 Le manque de repères et ses répercussions à l'école

« Lorsque la famille cesse d'être un lieu d'exercice de l'autorité et où l'esprit de liberté prend le pas sur l'obéissance et les règles de vie sociale, les risques d'adopter des comportements délinquants augmentent »⁹⁰. Ce contexte prédispose l'enfant à développer très tôt des conduites déviantes polymorphes (vols, agressions physiques et sexuelles, défis aux personnes représentant l'autorité). Il cherche en effet en permanence à tester le pouvoir de ses désirs sur le mode de la violence et décharge ses tensions psychiques internes (fréquentes, au vu de son intolérance à tout frustration) dans des passages à l'acte violents. L'adoption de conduites déviantes peut être observée dès l'entrée à l'école primaire.

En effet, L'école est avant tout une expérience de vie en collectivité. L'enfant est soumis à certaines règles qu'impose la vie en groupe. Les contraintes trouvent leur raison d'être dans le souci d'un intérêt général, celui des enfants, et celui de l'institution. Une partie des règles de l'école sont officielles, écrites et signées par les élèves dans un règlement. D'autres règles sont plus officieuses et dépendent principalement du seuil de tolérance de la personne qui doit les faire appliquer. Plus les règles sont claires et ont du sens pour les élèves, mieux elles seront respectées.

Pour les enseignants, il n'est pas toujours évident de se situer dans un système de valeurs toujours plus complexe. Respecter un cadre est un apprentissage qui commence dès la petite enfance. On comprend alors que les enfants à qui l'on n'a pas posé de limites claires gèrent plus difficilement les contraintes auxquelles ils doivent se soumettre à l'école. De plus, lorsque les règles de bases ne sont pas intégrées par les enfants, il devient difficile d'en poser de nouvelles pour les enseignants. Selon notre ouvrage de référence, « l'action éducative de l'école devrait être le prolongement naturel de celle des parents. La tâche éducative devient difficile lorsque les enseignants ne peuvent se rattacher à des valeurs déjà connues ailleurs qu'à l'école. »⁹¹

Dans ce sens, on comprend que les enfants issus de milieux précaires, où le cadre éducatif est fragilisé, ont plus de peine à respecter le cadre scolaire, comme ça a été le cas pour une majorité de nos témoins, qui ont adopté des comportements déviants, voire même violents, durant leur scolarité, comme se le remémore l'une de nos témoins : « [...] En quatrième, j'ai failli me faire renvoyer de l'école [...]. J'étais quand même une élève assez dissipée. Je foutais un peu la merde pendant les cours. Je n'ai jamais spécialement aimé l'école, je n'aimais pas étudier. L'histoire, la géographie, c'était le pire. En plus, je n'étais pas spécialement super douée » (témoin 10). Dans ce sens, on comprend que ces enfants ont plus de risques de se retrouver en situation d'échec scolaire. Plusieurs études ont d'ailleurs déjà démontré la corrélation entre les difficultés d'intégration et les difficultés scolaires dès le stade de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. En se penchant sur les difficultés rencontrées par nos témoins, nous pouvons d'ailleurs remarquer que ceux qui adoptent des comportements déviants sont souvent les mêmes que ceux dont les résultats scolaires sont médiocres.

2.3 Les événements traumatiques et ses répercussions sur l'enfant

Le cumul de difficultés (économiques, mais également familiales, sociales et liées à la santé) se répercute de manière directe sur l'ensemble du système familial. Lors de divorce, par exemple, parents et enfants vivent une « transition émotionnelle douloureuse »⁹², pouvant créer un « sentiment persistant de tristesse, de nostalgie, d'anxiété et de regret qui côtoie un fonctionnement psychologique et social normal »⁹³, ceci particulièrement dans les familles précaires. La maladie d'un parent, pour citer un autre exemple, constitue également un

⁹⁰ ROCHE, Sébastien. *Délinquance des jeunes*, p. 10
Adresse URL : http://www.fnb.to/FNB/Article/Bastion_61/Jeunes.htm

⁹¹ CHABERT-MENAGER, Geneviève. *Des élèves en difficultés*, p.113

⁹² AMBERT, Anne-Marie. *Divorce : faits, causes et conséquences*, p.19
Adresse URL : http://www.vifamily.ca/library/cft/divorce_09_fr.pdf

⁹³ Ibid. p.19

« chamboulement émotionnel » pour la famille, notamment quand il s'agit de pathologies psychiques et de dépendances à l'alcool et aux drogues. A ce propos, Etienne Maffli attache beaucoup d'importance aux conséquences de modèles comportementaux inadéquats : « *il est contestable que le fait de grandir dans une famille où l'un des deux parents a des problèmes d'alcool représente un facteur de risque sérieux pour la santé physique et mentale des enfants concernés* »⁹⁴.

Si nous reprenons les trajectoires de vie de nos témoins, nous constatons que de nombreux événements traumatisants ont parsemé leur parcours de vie, qu'il s'agisse du divorce de leurs parents, d'un conflit familial persistant, d'un déménagement ou de la maladie d'un parent, notamment l'alcoolisme. Parallèlement, il est intéressant de relever que plus de la moitié nous confie avoir adopté des comportements déviants pendant la période de l'enfance et/ou de l'adolescence (comportements violents et antisociaux, vols, consommation de stupéfiants) et avoir souffert de troubles psychiques pendant cette même période (état dépressif, tentatives de suicide, troubles alimentaires). Ce mal-être qui résulte de situations familiales difficiles pourrait expliquer les difficultés que rencontrent les enfants à l'école.

Dans les situations de précarité financière, les familles cumulent de nombreuses difficultés, entravant souvent le bon développement des enfants. Dans ce sens, si les enfants et adolescents issus de familles précaires se retrouvent plus fréquemment livrés à eux-mêmes, ces derniers assument davantage de responsabilités. Ces propos sont illustrés par deux de nos témoins. La première décrit comment, en tant qu'enfant, elle a dû se débrouiller, notamment lors du divorce de ses parents et de l'augmentation du pourcentage de travail de sa maman : « (...) à dix ans je faisais le dîner, je préparais tout, je m'occupais de mes sœurs tout le temps, le soir c'est moi qui les couchaient, j'aidais souvent ma mère à préparer le souper, à faire des tâches ménagères, je faisais pas mal de chose à la maison (...). J'ai eu beaucoup de responsabilités en tant qu'enfant » (témoin 6). La seconde nous a fait part des responsabilités qu'elle a prises par rapport à sa maman : « A dix ans, c'est moi qui couchais ma mère. [...]. A l'adolescence, des fois, les copains m'appelaient parce que ma mère traînait dans les bars. Elle n'était même plus capable de rentrer. C'était dur, surtout quand les autres se moquaient » (témoin 3).

Ces enfants sont particulièrement bousculés, malgré le jeune âge de certains, et doivent régulièrement endosser un rôle d'adulte. En d'autres mots, il est très fréquent que les enfants de parents précaires, souvent séparés, malades et/ou isolés entrent dans un processus de « parentification ». C'est le psychiatre américain Iván Böszörményi-Nagy qui a donné naissance à ce concept dans les années 1950 pour son travail de pionnier dans le domaine de la thérapie familiale et de la psychogénéalogie. L'auteur parle de parentification lorsque : « *l'enfant est appelé à donner plus que ne le voudrait son âge, sa maturation et le contexte social* »⁹⁵.

S'il peut s'agir d'un processus normal qui peut favoriser l'apprentissage de la responsabilité et de l'autonomie, d'une manière générale, ce type relationnel n'est pas favorable au bon développement de l'enfant. Certaines études montrent effectivement des manques douloureux chez ces sujets à l'âge adulte : « *La parentification peut peser lourdement sur un enfant lorsque les exigences imposées dépassent son degré de développement et s'avérer destructrice sur la suite de son parcours de vie.* »⁹⁶

Ainsi, nous pouvons comprendre dans quelle mesure l'environnement familial peut être responsable de différents désordres psychoaffectifs et relationnels chez les enfants de ces familles. Dans les familles précaires, le divorce des parents, les déménagements répétés, l'absence d'un parent (liée au divorce, à l'emploi, à la maladie, etc.) et/ou les changements

⁹⁴ MAFFLI, Etienne. *Abus d'alcool : conséquences pour les proches*, p.5
Adresse URL : http://www.great-aria.ch/pdf/dependances/Revue/17/1_article.pdf

⁹⁵ MICHARD, Pierre. *La Thérapie contextuelle de Iván Böszörményi-Nagy*, p.210

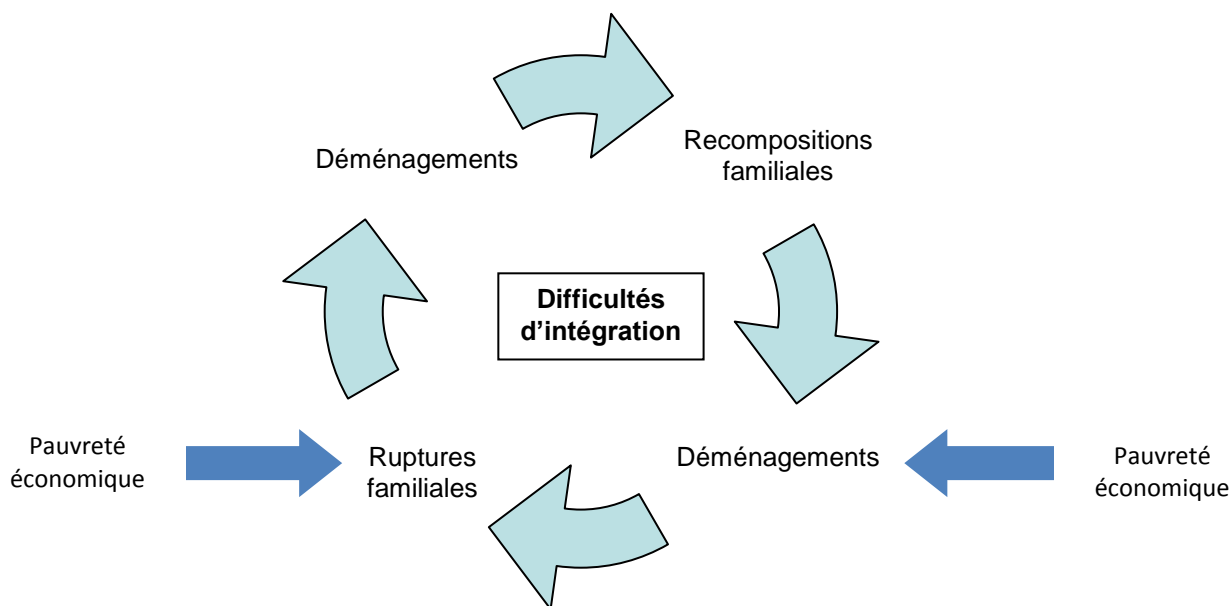
⁹⁶ Ibid. p. 212.

d'établissements scolaires sont à l'origine de nombreuses fragilisations chez les enfants. Ces derniers éprouvent très souvent un sentiment d'abandon et d'insécurité, qui peut être identifié dès l'entrée à l'école enfantine.

En effet, l'entrée à l'école enfantine est une rupture violente pour l'enfant, qui doit renoncer à l'appartenance exclusive à sa famille. Il n'est plus uniquement l'enfant de ses parents mais devient également l'élève de l'école. La rencontre de ce nouveau monde bouscule l'univers mental de l'enfant, pour qui les valeurs connues deviennent moins fiables. Pour s'adapter à son nouveau monde, l'enfant effectue un travail psychique le conduisant à l'acceptation de cette double appartenance. Selon l'ouvrage des élèves en difficultés⁹⁷, « *la bonne insertion scolaire résulte de la capacité à s'affranchir pour un temps de sa famille parce qu'on sait qu'on y retrouvera sa place* ». Ainsi, on entend bien que plus l'enfant a conscience des liens qui l'attachent à sa famille, mieux il pourra s'en défaire, car il comprend vite qu'il pourra les renouer. Au contraire, l'inadaptation pourrait être qualifiée comme une difficulté à se dégager des influences familiales, qui entraînent sans cesse ces élèves hors de la classe. Le malaise scolaire de l'élève qui ne trouve pas sa place à l'école serait alors lié à une problématique confuse de la place de l'enfant dans sa famille. Le témoignage d'une jeune femme que nous avons interrogée reprend bien ce processus. Cette personne évoque son sentiment d'exclusion vis-à-vis de l'école. Lorsque nous la questionnons concernant ce sentiment, elle répond: « *peut-être trop de problème à côté de l'école, souvent on est tête en l'air et pis on n'écoute pas. Ou alors on dort mal, à cause des problèmes à la maison, et pis pendant l'école ben on n'arrive pas à suivre, on est juste à côté de la plaque* » (témoin 7).

Dans ce sens, les situations et événements difficiles vécus par les enfants dans le milieu familial peuvent expliquer les difficultés que ces mêmes enfants rencontrent souvent à l'école, notamment en termes d'intégration. De plus, depuis que l'on a connaissance de la spirale infernale de la pauvreté et des ruptures familiales, on ne s'étonnera pas que les enfants de ces familles éprouvent plus souvent que les autres des difficultés à s'intégrer en classe. L'un de nos témoignages confirme exactement ce processus : « *Quand j'ai commencé la troisième, on a dû déménager. Là, il y a tout qui a foiré, j'ai dû refaire la quatrième. [...]. Après deux semaines, normalement t'es acceptée à l'école mais là-bas, ils m'emmerdaient tout le temps, ils me tapaient. Pendant deux mois, [...], je ne voulais plus aller à l'école à cause de ça et c'est pour ça que j'ai dû refaire la quatrième* » (témoin 2).

Figure 13 : obstacles à l'intégration scolaire



⁹⁷ CHABERT-MENAGER, Geneviève. *Des élèves en difficultés*, p. 89

2.4 L'investissement des parents dans la scolarité

Au vu de ce qu'on a expliqué dans les chapitres précédents, on ne s'étonnera pas de constater que les parents issus de milieux précaires ne disposent pas des mêmes ressources pour s'investir dans la scolarité de leurs enfants. Nous avons par exemple pu constater que ces parents élèvent souvent leurs enfants seuls. De plus, ils occupent des emplois précaires qui leur imposent horaires de nuit, travail sur appel ou suppléments d'heures, ce qui peut expliquer leur manque de disponibilité pour les séances de parents ou les rencontres avec les enseignants. Ceci a également pu être identifié dans certains de nos témoignages. Par exemple, « *aux séances de parents, ma maman venait quand elle ne travaillait pas en fait, mais elle ne pouvait pas venir à toutes les séances. J'ai eu une fois une remarque d'une prof, qui a eu le malheur de dire qu'il y avait des parents qui ne s'intéressaient pas et qui ne pouvaient pas s'investir parce qu'ils n'étaient pas aux réunions de parents, et pis j'ai gentiment expliqué [...], qu'il y avait des situations qui faisaient aussi que ce n'était pas forcément un manque d'intérêt* » (témoin 10).

Dans ce sens, Mme Glassey constate effectivement souvent que les parents qu'elle rencontre se démobilisent dans la scolarité de leurs enfants. Elle explique ce phénomène de démobilisation ainsi: « *Je pense que les parents qui sont à l'aide sociale, avec toutes leurs difficultés, n'ont pas l'énergie et les ressources [...] d'être accompagnant de leurs enfants, comme on est nous, parce qu'on est plus ou moins bien dans notre peau et qu'on n'a pas trop de soucis. Je peux être attentive à ma fille qui revient de l'école avec une mauvaise note, à comprendre ce qui s'est passé, à dédramatiser ou à parler du futur, ou à organiser des choses* ».

Pourtant, tous nos témoins sans exception ont relevé l'importance du soutien et de l'accompagnement des parents dans la scolarité. Ceux qui en ont manqué l'ont vécu comme un obstacle. A l'inverse, les témoins qui ont bénéficié d'un soutien de la part de leurs parents en reconnaissent les effets positifs. Il a effectivement déjà été démontré que « *les comportements des parents à l'égard de l'école déterminent, pour une part, l'adhésion ou la non-adhésion des élèves au projet scolaire* »⁹⁸. Et dans ce sens, les élèves à qui l'on ne transmet pas l'importance de l'école éprouvent plus de difficultés dans leur parcours scolaire. L'un de nos témoins, qui n'a pas bénéficié du soutien de son entourage, s'exprime ainsi : « *Alors pour moi, l'école, ça a toujours été un truc très chiant. En une année [...], j'ai dû aller seulement, peut-être même pas à un quart des cours, parce que ça me faisait chier d'aller, [...], du coup, je n'avais pas des notes super bonnes* » (témoin 1).

La mobilisation sur l'école fait effectivement partie des valeurs que les familles peuvent développer pour aider leurs enfants à évoluer dans leur parcours scolaire. Selon l'étude d'Olivier Maulini⁹⁹, les enseignants distinguent deux types de comportement de la part des parents que l'on peut définir ainsi :

- Les partenaires, qui transmettent l'importance accordée à l'école par certains rituels, par une présence et une vigilance sur les tâches scolaires.
- Les consommateurs, qui n'engagent pas leur responsabilité sur la réussite scolaire de leurs enfants. Ils n'ont pas conscience de leur rôle dans l'accompagnement familial à la scolarité et pensent que l'école doit suffire pour réussir.

La philosophe Barbara Walter¹⁰⁰, qui s'est intéressée à la responsabilité parentale dans les situations de pauvreté et d'isolement, relève l'importance du rôle éducatif et complémentaire de la famille vis-à-vis de l'école : « *les parents peuvent contribuer à une meilleure approche scolaire par des apprentissages du quotidien (préparer un repas, un voyage, négocier un*

⁹⁸ CHABERT-MENAGER, Geneviève. *Des élèves en difficultés*, p. 73

⁹⁹ MAULINI, Olivier. *La place des parents dans l'école : consommateurs ou partenaires ?*
Adresse URL : http://www.unige.ch/fapse/life/chantiers/life_chantier_47.html

¹⁰⁰ WALTER, Barbara. *La famille : responsabilité parentale malgré la pauvreté et l'isolement*, p. 79-80

programme TV, consulter un dictionnaire, etc.). De plus, ils ont la responsabilité d'envoyer leur enfant à l'école dans les conditions les plus favorables à l'apprentissage (sommeil, alimentation, habillement, horaire, etc.) ». En revanche, elle ne croit pas à une corrélation entre l'aide au travail scolaire et les résultats. Ainsi, le plus important est non pas l'aide apportée au niveau des tâches scolaires, mais plutôt l'accompagnement éducatif dans le quotidien.

Lors de nos entretiens, nous avons en effet pu constater que les témoins n'ont pas forcément reçu d'aide pour les devoirs. Neuf des dix personnes interrogées prétendent n'avoir pas reçu d'aide régulière dans ce domaine, les parents étant la plupart du temps soit très occupés par leurs emplois, soit « incapables » d'aider leur enfant dans ses tâches. Voici un extrait de témoignage qui résume bien cette problématique : *« Ma mère travaillait et les maths, elle n'avait aucune idée, l'allemand, elle ne savait aucun mot et ce n'était pas gérable à suivre pour elle. Mon père, il n'habitait pas à la maison donc voilà »* (témoin 10).

En revanche, chez la plupart des témoins étant parvenus à effectuer une formation supérieure, l'accompagnement scolaire ressortait dans les entretiens : *« Ma mère n'était pas souvent avec moi pour m'aider. Elle était plutôt derrière moi à me dire « Tu as fait tes devoirs ? Qu'est-ce qu'il te reste ? » Elle était quand même attentive au fait qu'il fallait faire ses devoirs, qu'il fallait que je travaille »* (témoin 6). Un autre témoignage va dans le même sens : *« c'est vrai qu'avec ma sœur, on ne s'est pas posé la question parce que c'était très directif, tu rentres et tu fais tes devoirs. Même si notre maman n'était pas présente, on devait le faire. C'est vrai que le cadre était posé, [...], il y avait quand même beaucoup de règles »* (témoin 8). Le témoignage d'un étudiant issu d'une famille migrante est particulièrement significatif : *« En fait, mes parents sont analphabètes, donc je n'ai pas vraiment eu d'aide. Mais ils ont toujours dit que j'devais les faire, que j'devais bien travailler »* (témoin 4).

Ces témoignages démontrent encore une fois l'importance du cadre que les parents mettent à leurs enfants. Même s'ils sont absents ou s'ils ont des lacunes en termes d'acquis scolaires, il est possible de contourner ces obstacles par la mise en place d'autres stratégies, comme le cadre, les routines, la transmission de la valeur du travail, etc. Ces derniers éléments apparaissent dès lors avoir plus d'influence sur les résultats des élèves que l'aide purement scolaire. Il convient tout de même de souligner que, même si la théorie refuse de mettre en corrélation l'aide apportée par les parents au niveau des tâches scolaires et les résultats des élèves, cette forme d'aide apparaît toutefois comme un plus dans certains de nos témoignages, comme dans celui de ce jeune homme élevé par ces grands-parents : *« Grâce à mes grands-parents, je n'ai jamais été seul, j'ai toujours eu un soutien. [...]. Ils m'ont beaucoup encouragé pour l'école. Ils étaient toujours derrière moi, pour les devoirs, pour faire ci. Chaque fois que j'avais des examens, j'allais réciter vers eux. Ils m'ont toujours suivi pour ça »* (témoin 9).

Finalement, il convient encore de se questionner sur l'influence de l'accompagnement et du soutien dans la scolarité en fonction du genre de l'enfant. En effet, bien qu'il n'ait pas été cité directement en termes d'obstacle ou de ressource, et que nous n'ayons qu'un faible nombre de comparaisons, le sexe (fille ou garçon) pourrait avoir une influence dans cette problématique. Dans nos témoignages, il semblerait que le manque de repères éducatifs eût des conséquences moins dramatiques pour les filles que pour les garçons au niveau de leur scolarité. En effet, l'étude canadienne de J.-C. St-Amant¹⁰¹, chercheur en éducation à l'Université de Laval, démontre que les filles se prennent mieux en charge et s'investissent davantage dans leur scolarité que les garçons. La motivation dans les études, le sens donné à sa vie scolaire, l'acquisition du goût de l'effort, la responsabilisation et le contrôle de soi ou encore le plaisir d'apprendre et l'amour de l'école sont autant d'éléments qui définissent le concept de prise en charge de sa propre scolarité.

¹⁰¹ ST-AMANT, Jean-Claude. *Comment limiter le décrochage scolaire des garçons et des filles ?*
Adresse URL : <http://sisyphe.org/spip.php?article446>

Dans nos différents témoignages, nous avons en effet été marquées à deux reprises par les capacités de prises en charge dont on fait preuve deux élèves de sexe féminin au niveau de leur scolarité : « *Bon, c'est vrai qu'on a toujours fait seules, parce qu'il n'y avait pas... ma maman n'avait juste pas le temps d'investir nos devoirs. A l'école primaire, elle ne nous aidait pas, on s'est toujours débrouillé au fait les deux. On enregistrait nos dictées dans un appareil, et puis on se faisait répéter, mais on n'a très peu eu de soutien. [...] On ne s'est jamais posé de questions, on a toujours fait nos devoirs* » (témoin 8). Dans le même sens, une autre jeune femme, qui n'a pas plus bénéficié d'un accompagnement dans son travail scolaire s'exprime : « *J'avais une fierté, je pense que mon caractère a aussi fait beaucoup pour que j'avance comme ça. Quand je voyais que mes notes baissaient trop, je me reprenais toute seule, je bossais pour remonter mes notes* » (témoin 6).

Si les parents issus des classes populaires, par manque de ressources, de temps et/ou d'énergie, s'investissent effectivement moins dans la scolarité de leurs enfants que les autres parents, il semblerait que les filles, sous ce rapport, soient moins marquées par l'origine sociale que les garçons.

2.5 Les personnes ressources et/ou de substitution

Si le manque de présence et d'attention des parents fait souffrir leurs enfants, il arrive alors fréquemment que ceux-ci soient en recherche d'affection et d'un endroit plus serein, plus stable. D'un point de vue sociologique et psychologique, c'est le concept de la substitution parentale ou les termes de « (...) tuteurs de résilience ou tuteur de développement (sorte de support identificatoire). »¹⁰² qui illustrent ce phénomène. Plusieurs de nos témoins ont éprouvé ce besoin et trouvé leurs « tuteurs de résilience » qui ont joué un rôle central dans les moments critiques de leur jeunesse. Grâce à ces personnes, à l'image revalorisante de la famille unie qu'elles offraient et à l'importance accordée à des valeurs telles que la solidarité, l'entraide, le partage, l'écoute ou encore le respect de l'intégrité, nos témoins ont pu retrouver un équilibre entre leur propre vie familiale et leur développement affectif fragilisé par l'environnement dans lequel ils vivaient. Clara témoigne : « *j'avais une voisine qui habitait directement à côté de chez moi. C'était une famille un peu plus posée on va dire, plus unie. Il y avait deux parents et trois enfants et ils m'accueillaient volontiers, j'allais très souvent souper chez eux, dormir chez eux. Je passais beaucoup de temps dans leur maison. C'était des personnes très stables au niveau de la famille, au niveau émotionnel. C'était assez réconfortant d'aller chez eux, je savais que c'était un endroit calme où personne ne criait. Je me sentais en sécurité* » (témoin 6). Dans le même sens, Alicia s'exprime ainsi : « (...) Heureusement, j'avais ma tante qui était là, donc je parlais énormément à ma tante. Sinon, quand ça n'allait pas, j'allais dans la famille où j'ai grandi, ils avaient quatre filles, ils me traitaient comme leur fille. J'allais vers eux dès que ça n'allait pas » (témoin 3).

Par rapport à la scolarité, les personnes ressources et/ou de substitution ont également une place importante. Qu'il s'agisse d'un ami, d'un enseignant, des grands-parents ou d'une voisine, les encouragements, le soutien ou l'aide provenant de l'extérieur sont autant d'éléments qui peuvent motiver un enfant à s'investir, à progresser et à trouver du sens à l'école. Parfois, un regard extérieur différent est une source de motivation. Dans ce sens, Fanny, souvent dévalorisée par sa maman, se souvient d'un de ses enseignants : « *Au cycle c'est clair que j'ai eu des enseignants qui m'ont marqué dont un, M. Berdat. J'ai beaucoup aimé, c'était en 2^{ème} du cycle, et c'est vrai que j'commençais vraiment à faire l'école buissonnière, à... et c'était quelqu'un de très droit, très froid, enfin vraiment l'autorité pure et dure, et pis c'est vrai j'ai beaucoup aimé ce monsieur parce qu'il m'a peut-être dit trois phrases et pis ça m'a marqué. Enfin, c'est quelqu'un qui m'a motivé à aller un peu plus loin j'trouve* » (témoin 8). En lien avec les personnes considérées comme « ressource » par certains enfants ou adolescents issus de milieux précaires, il convient toutefois de mettre un holà, en rappelant que les familles défavorisées sont plus souvent isolées et que les personnes appartenant à leur réseau social sont également souvent défavorisées. Ainsi, on

¹⁰² BOUTEYRE, Evelyne. *Résilience scolaire : d'une résilience à l'autre*, p.26

peut supposer que les enfants qui auraient le plus besoin de trouver de personnes ressources sont ceux qui sont le moins enclin à en trouver.

Lors de placement, les éducateurs ont également été évoqués comme des personnes ressources, notamment au niveau de la scolarité. Dans deux situations, nos témoins, initialement en échec scolaire, ont remonté la pente au moment d'un placement institutionnel. Dans les foyers, le cadre éducatif était présent et des adultes les ont aidés à rattraper leur retard scolaire. Tous deux considèrent le placement comme un élément salvateur : *« Moi j'trouve que franchement c'était une chance. On avait des vacances, on avait des loisirs, des choses que je n'aurais jamais eues en étant à la maison. Et pis même le cadre, parce que j'pense que si j'l'avais pas eu... Mon frère et ma sœur qui étaient plus âgés, ils n'ont pas eu ce soutien et pis ils n'ont pas fait de formation du tout, donc ils n'ont pas de diplôme, ils n'ont rien et pis maintenant ils galèrent. Moi, j'ai été soutenue, les éducateurs m'ont beaucoup aidée, surtout mon éducateur référent qui m'a suivi durant les dix années que j'ai passées au foyer. Sans ce soutien, je n'aurais peut-être pas eu le courage de continuer, de faire une formation... »* (témoin 7). Dans le même sens, l'autre témoin s'exprime : *« Lorsque je suis entrée à l'institut, c'était des classes de six [...]. J'ai vraiment pu rattraper mon retard. [...] là où j'avais des lacunes, on m'a fait bosser à fond pendant deux ans »* (témoin 5).

Non seulement ces témoignages nous font prendre conscience encore une fois de l'importance de la qualité du cadre éducatif qui doit être donné à un enfant, mais il nous sensibilise aussi à l'aide que peuvent apporter les mesures extrafamiliales lorsqu'une famille manque de ressources, et les parents de potentiels nécessaires pour que les enfants grandissent dans le bien-être. Grâce à nos deux témoins cités ci-dessus, il nous est possible maintenant de percevoir le placement institutionnel comme un havre de paix pour certains jeunes, où ils peuvent se reconstruire après une période éprouvante au sein de leur famille. Par rapport à leur scolarité, le soutien qu'ils y ont trouvé pour faire leurs devoirs, le cadre qui leur a été imposé, et les encouragements des éducateurs, sont des éléments qui les ont aidés à *« rattraper leur retard »* et à *« trouver le courage pour continuer »*.

Si le placement se présente certaines fois comme un moyen de « rebondir », il ne faut toutefois pas négliger le lien possible entre le placement durant l'enfance et une vulnérabilité particulière de ces jeunes « placés », une fois devenus adultes. Effectivement, des études nord-américaines ont montré que le placement durant la jeunesse se trouve associé à des difficultés sociales à l'âge adulte. Les auteurs expliquent cela par le fait que : *« la fin de la prise en charge de ces jeunes par l'aide sociale est certainement un cap difficile à franchir, l'émancipation devant se faire à 18 ans sans que ces jeunes adultes aient toujours accédé à l'indépendance économique et sans qu'ils puissent bénéficier de l'aide de leur famille, qui n'existe plus ou avec qui les liens ont été rompus, ou trop distendus »*¹⁰³. Dans le même article, d'autres effets négatifs pouvant découler de la vie en foyer sont cités, comme la pauvreté des relations affectives ou les carences affectives (puisque les éducateurs reçoivent l'injonction de ne pas s'attacher à l'enfant), l'incompréhension par le jeune de la décision du placement et le sentiment d'être puni injustement ou encore les mauvaises conditions d'accueil et d'intégration dans le foyer provoquant fugue et tentative de suicide.

2.6 Le décalage existant entre école et famille précaire

Bien que nos témoins ne l'aient jamais cité comme un obstacle à leur scolarité, nous ne pouvons pas conclure ce chapitre sans prendre en compte le décalage qu'il existe entre familles précaires et école. Comme nous l'explique P. Bourdieu, les modèles et les valeurs apportés par l'école sont tels qu'ils ne représentent rien pour les enfants issus de milieux sociaux populaires, le système scolaire étant pensé par l'idéologie dominante. Selon

¹⁰³ FIRDION, Jean-Marie. *Influence des événements de jeunesse et héritage social au sein de la population des utilisateurs des services d'aide aux sans-domicile*, p. 86
Adresse URL : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?id=1805®_id=0

Bourdieu, ce décalage culturel est à l'origine de la corrélation existante entre le milieu social et les résultats scolaires des élèves.

Précédemment, nous avons relevé l'importance de l'investissement de parents dans la scolarité de l'enfant et nous avons compris que les parents précaires, submergés par le travail et/ou préoccupés par leurs difficultés, ont moins d'énergie à consacrer à la scolarité de leurs enfants. Outre ces aspects, nous allons relever ici en quoi le décalage culturel existant entre famille et école peut expliquer le retrait des parents issus de milieux précaires dans la scolarité de leurs enfants. Pour ce faire, nous avons choisi de nous pencher plus précisément sur la communication entre les parents et les enseignants qui, lorsqu'elle existe, peut avoir des effets positifs sur la scolarité de l'enfant, lequel ressent une cohérence entre les adultes qui l'entourent. De plus, si l'élève vit des moments difficiles à l'école, il est important qu'enseignants et parents puissent se rencontrer et réfléchir ensemble à ce que chacun peut mettre en place pour aider l'enfant à surmonter ses difficultés.

Il arrive souvent que les parents des classes sociales défavorisées perçoivent le monde scolaire comme un monde dans lequel ils ne pourront jamais faire bonne figure. Ils ressentent un décalage entre les modèles en cours dans leur famille (pratiques langagières, centres d'intérêts, activités quotidiennes, etc.) et ceux imposés par l'école. Ils ont souvent peur de ne pas savoir, ou peur d'être jugés ou accusés, etc. De plus, les difficultés que rencontrent leurs enfants font parfois résonances à leur propre passé scolaire, qui était pour eux déjà marqué par un certain nombre de difficultés¹⁰⁴.

L'une des assistantes sociales que nous avons interrogées a également mis en avant ce décalage entre les familles défavorisées et le milieu scolaire. Elle nous donne un exemple significatif de cette peur du jugement parfois provoqué par la distance entre les deux mondes : *« l'année passé il y avait une maman qui me disait qu'elle se levait la nuit quand son fils était couché pour aller faire ces devoirs parce qu'elle trouvait qu'elle était une mauvaise maman s'il n'avait pas ses devoirs tout bien fait. [...], elle le laissait faire tout seul et après elle allait gommer... J'trouvais terrible ce qu'elle portait comme jugement extérieur. Alors là, moi j'ai dit, « mais écoutez, on va aller ensemble rencontrer le prof parce qu'il faut qu'il vous réexplique ce que sont les devoirs, à quoi ça sert et pis comment il vous voit puisque c'était une histoire d'image » »*.

Il convient encore d'ajouter que la communication entre parents et enseignants dépend également des modes de communication en vigueur dans la famille. Lorsque les échanges entre parents et enfants sont rares, la communication entre parents et enseignants risque également d'être restreinte. En effet, on peut imaginer que dans le cas où les enfants ne parlent pas de leur vie à l'école avec leurs parents, il sera plus difficile pour ces derniers de saisir les difficultés amenées par les enseignants. De plus, il est fort possible qu'ils se sentent coupables de ne rien avoir vu plus tôt. Encore une fois, l'obstacle des échanges entre parents et enfants touchent plus fréquemment les familles défavorisées. Le contexte de crise, de conflits et/ou de violence dans lequel ne vivent pas si rarement les enfants issus de familles précaires n'est effectivement pas propice aux échanges entre parents et enfants. Sébastien, qui a grandi dans un contexte de vie précaire, nous fait part de ce déficit de communication : *« Genre les relations avec ma mère, c'est je me réveille le matin, si elle est là je lui dis éventuellement bonjour et si elle n'est pas là, ça ne me change rien. En trois heures avec ma mère, je vais décrocher peut-être trois mots. Ça a toujours été comme ça »* (témoin 1). Outre la quantité des échanges, la manière de s'exprimer de ce jeune (expressions et vocabulaire utilisés, ton, etc.) en dit long sur la qualité de ces échanges. Dans ce sens, Mme Glassey parle de *« handicap de communication »*. Dans les familles qu'elle rencontre, elle relève très souvent des modes de communication pathologiques : *« moi je trouve que le grand manque, c'est un manque de dialogue. C'est des gens qui ne causent pas entre eux, qui n'arrivent pas à dire qu'ils ne sont pas d'accord, [...], on ne parle*

¹⁰⁴ CHABERT-MENAGER, Geneviève. *Des élèves en difficultés*, p. 76-77

pas de son malaise, on ne parle pas de ce qui ne va pas. [...] Je trouve qu'il y a un handicap de la communication ».

Ainsi, les principaux obstacles à la communication entre l'école et les familles sont le manque de temps dû à l'activité professionnelle ou aux travaux domestiques et les problèmes personnels. En plus de cela, nous avons également découvert des éléments synonymes du fossé culturel existant entre les deux mondes, tels que la rareté des échanges entre parents et enfants, le faible intérêt pour la lecture et les activités intellectuelles, la non-acceptation des difficultés de son enfant, l'appréhension vis-à-vis de l'école et/ou les résonances par rapport à son propre passé scolaire. Ces éléments nous permettent de mieux comprendre pourquoi la communication entre l'école et les familles défavorisées n'est pas toujours des meilleures. L'apparent détachement ou l'indifférence affichée de tout ce qui touche à la scolarité cache parfois une certaine réticence implicite à communiquer avec l'école, qui n'est que rarement exprimée ouvertement. Ces quelques paragraphes donnent une image différente de ces parents, qui sont souvent stigmatisés comme des parents négligents ou indifférents. Derrière ces attitudes se cachent d'autres difficultés, bien plus complexes qu'un simple manque d'intérêt.

2.7 Synthèse

A ce stade, nous comprenons que le cumul des difficultés des familles précaires entrave fortement la scolarité de leurs enfants. Certes, nous avons vu dans cette partie que la précarité financière, et toutes les autres formes de précarité qu'elle suppose, fragilise l'ensemble du système familial. Les parents, souvent seuls, fatigués, isolés et/ou malades disposent de ressources limitées pour « superviser » leurs enfants, notamment dans leur scolarité. De plus, les « événements familiaux graves », comme les divorces, la maladie et/ou les déménagements, se répercutent sur le développement de l'enfant, et plus particulièrement de l'enfant issu de milieux précaires. Ceci s'observe en classe, où l'enfant issu d'une famille précaire présente plus fréquemment des conduites « hors normes ». Outre ces points essentiels, nous avons encore relevé le décalage existant entre l'école et les familles précaires. Ces dernières, dans lesquelles le capital culturel est souvent limité (notamment en termes de diplôme) ne se sentent pas toujours à l'aise dans le milieu scolaire, où les pratiques en vigueur ne correspondent en rien à les leurs.

Ainsi, notre hypothèse se confirme. Cependant, il convient de rappeler que trois de nos témoins n'ont pas rencontré de difficultés majeures à l'école, ce qui nuance nos résultats : bien que les difficultés des familles précaires se répercutent très souvent sur les enfants, et notamment sur leur scolarité, il serait faux d'affirmer que tous les enfants issus de ces familles sont condamnés à l'échec. Dans ce sens, G. Chabert-Ménager, dans son ouvrage, distingue le culturel du social : « rien n'interdit d'imaginer qu'une famille située très bas dans la hiérarchie sociale pourra développer un type de culture qui saura se mettre en accord avec les exigences de l'école tandis que, au contraire, un statut professionnel et financier élevé des parents ne suffit pas à garantir la réussite des enfants »¹⁰⁵. Ainsi, l'intérêt de cette théorie réside dans le fait qu'elle ne catégorise pas les enfants en fonction de leur appartenance sociale. Il s'agit de s'intéresser aux valeurs culturelles des familles indépendamment de leur statut social, même si l'on sait que ces deux dimensions sont, dans la plupart des cas, incontestablement liées.

De plus, il n'est pas impossible que, malgré un environnement familial précaire, les enfants parviennent à trouver des ressources leur permettant de « sortir la tête de l'eau » et de suivre une scolarité sans trop d'embûches. Nous pensons notamment aux enseignants, aux amis, aux grands-parents, aux voisins ou aux éducateurs de ces enfants, qui ont su se présenter quelques fois, par leur écoute, leur soutien ou leur présence, comme des personnes ressources pour ces derniers.

¹⁰⁵ CHABERT-MENAGER, Geneviève. *Des élèves en difficultés*, p. 69

Dans la partie qui suivra, consacrée aux enjeux du parcours de formation, nous nous intéresserons notamment à l'influence d'un vécu scolaire difficile sur le choix d'une profession et/ou d'une filière de formation. Nous insisterons également sur certains points déjà évoqués brièvement jusqu'ici, comme par exemple la mobilisation des parents non pas dans la scolarité de leurs enfants, mais dans le parcours d'insertion socioprofessionnelle de ces derniers. De plus, d'autres facteurs, plus particulièrement liés à la période de l'adolescence et influençant les parcours professionnels, seront pris en compte, notamment des éléments d'ordre plus psychologiques, tels que les conflits de loyauté, le projet parental et l'influence des modèles.

3. Précarité et formation : un double effort

L'origine sociale et le contexte socio-économique influencent le choix de l'orientation professionnelle et le processus de formation des jeunes.

Comme nous l'avons démontré précédemment, la formation professionnelle semble constituer la porte de sortie principale du cercle vicieux de la précarité. Pour rappel, cet extrait, tiré de l'ouvrage de Caritas Suisse, démontre encore une fois l'importance de la formation professionnelle : « *Une formation plus déficiente entraîne un travail mal payé et de mauvaises conditions de travail et finalement la pauvreté. La formation est un capital que l'on ne peut enlever à personne. Elle est, d'une part, la condition pour l'intégration dans le marché du travail et une rémunération assurée. D'autre part, un outil pour la maîtrise de divers problèmes et obstacles dans toutes les conditions de vie* »¹⁰⁶.

La période de formation professionnelle correspond à la phase de transition entre le monde scolaire et le monde du travail. On parle souvent de « processus du formation », qui n'est pas sans importance pour les jeunes. Bien qu'encore adolescents à la fin de leur scolarité obligatoire, ils sont déjà confrontés au choix d'une orientation professionnelle. Nathalie Pigot, auteure d'une recherche sur la reproduction de la pauvreté, insiste sur le caractère décisif de ce passage : « *la transition entre l'école obligatoire et le monde du travail est décisive dans l'intégration sociale et professionnelle des individus. Si l'enfant loupe cette étape, sa vie professionnelle risque d'être marquée par la rupture, par la précarité des contrats de travail, par le chômage. Les gains qui y seront associés seront donc plus faibles* »¹⁰⁷. La Commission Fédérale pour l'Enfance et la Jeunesse (CFEJ), dans son étude, note également le caractère déterminant de ce passage : « *la transition entre l'école obligatoire et le monde du travail est l'un des moments les plus décisifs dans la biographie sociale et professionnelle. Si la transition est manquée, une précarité durable est quasi programmée* »¹⁰⁸. Mme G. Glassey, quand à elle, s'inquiète particulièrement lors des moments de ruptures : « *Je trouve que le moment sensible, c'est la rupture d'apprentissage... s'il n'y a pas quelque chose qui redémarre droit derrière, c'est des jeunes que je vois moi après, à 22 ans, qui ont fait des petits boulots, qui sont parfois un peu toxiques, qui vont pas bien* ». Dans ce sens, nos témoignages confirment fortement ces affirmations : les deux personnes interrogées qui ne disposent d'aucune formation avaient arrêté leur apprentissage en cours de route. N'ayant rien repris rapidement, elles n'ont toujours pas obtenu de diplôme secondaire II à l'heure actuelle et se trouvent en effet dans des situations très précaires, sans emploi fixe et à l'aide sociale.

Ce paragraphe démontre clairement l'importance du passage entre l'école obligatoire et le monde du travail. Au vu de son influence sur la suite du parcours professionnel, nous y avons consacré une partie de notre travail et tenterons d'en saisir les principaux enjeux, notamment pour les jeunes issus de milieux précaires. Au travers de nos témoignages, nous

¹⁰⁶ KEHRLI, Christin et KNÖPFEL Carlo. *Caritas Suisse : Manuel sur la pauvreté en Suisse*, p.120

¹⁰⁷ PIGOT, Nathalie. *Enfant et précarité, la pauvreté en héritage ?* p. 15

¹⁰⁸ CFEJ. *Jeunes et pauvres, un tabou à briser*, p. 16

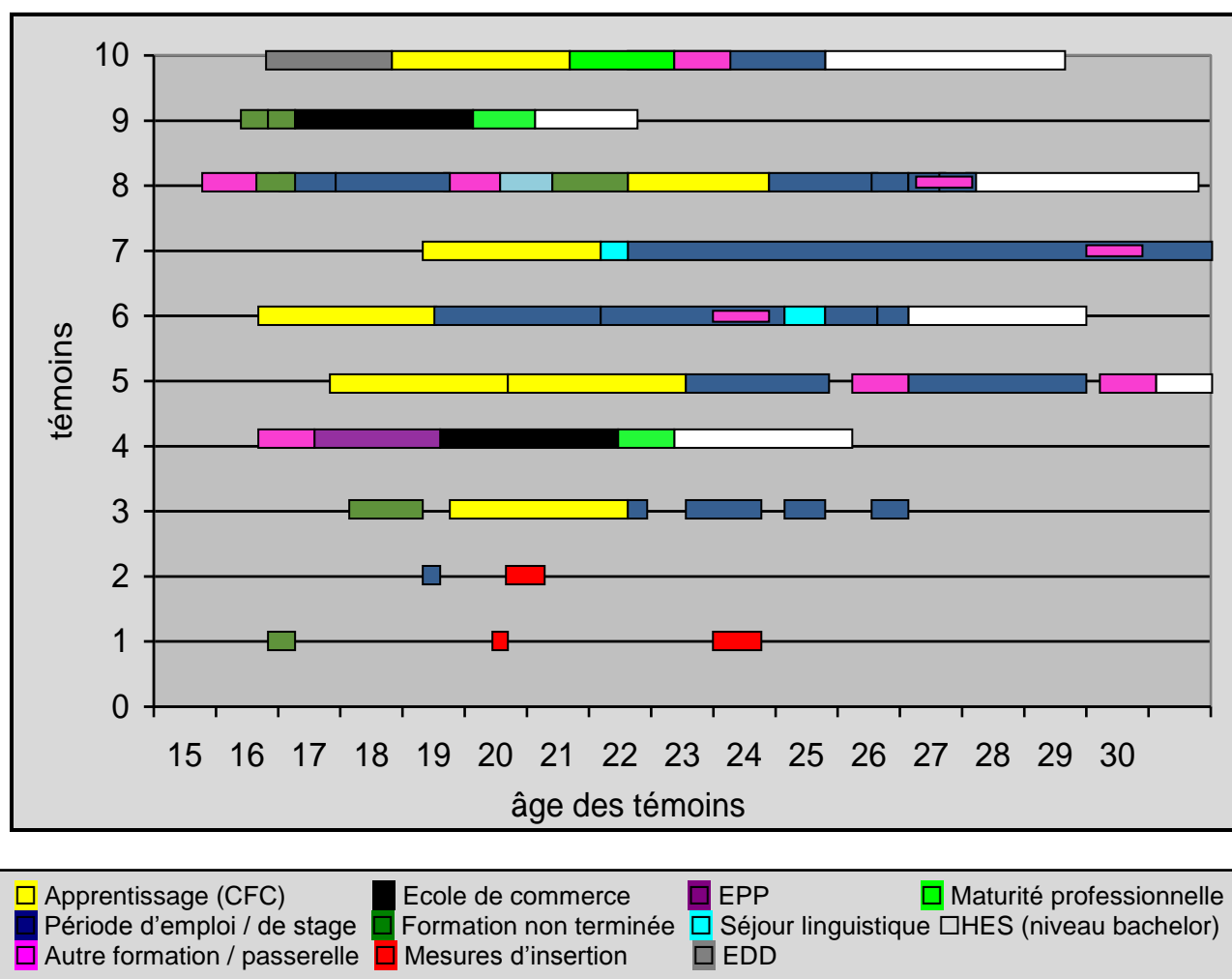
avons étudié les trajectoires de formation de nos témoins, en soulevant, comme dans la partie qui précède, les obstacles rencontrés. Nous avons également identifié les ressources mobilisées par les personnes qui ont obtenu un diplôme supérieur, malgré des conditions de départ relativement précaires.

Plus précisément et pour faire le lien avec la fragilité de l'environnement familial et social et les difficultés scolaires des enfants issus de milieux précaires soulevées dans la partie précédente, nous allons maintenant comprendre pourquoi les jeunes issus de ces milieux ont un parcours professionnel qui tend moins à la réussite.

3.1 Le parcours professionnel de nos témoins

Parmi nos témoins, six personnes sur dix ont obtenus ou sont en voie d'obtention d'un diplôme d'études supérieures. Une personne sur dix a obtenu un CFC et des diplômes complémentaires qui lui permettent l'accès à un poste à responsabilités. Un témoin sur dix est titulaire d'un CFC et est actuellement à l'aide sociale. Deux des dix témoins n'ont aucune formation et sont également à l'aide sociale. Les trois dernières personnes citées ont toutes connu échec scolaire et ruptures de formation. Elles sont passées par des périodes de chômage et se sont finalement retrouvées à l'aide sociale. Chez les étudiants, nous avons pu remarquer un début de formation relativement tardif. En moyenne, l'âge du début de la formation supérieure est de 25 ans chez les étudiants que nous avons interrogés. En revanche, malgré des parcours atypiques et de multiples ruptures de formation, nous ne constatons que très peu de périodes d'inoccupation chez ces personnes. Les intervalles entre les périodes de formation secondaire II et supérieure sont comblés par des stages, des emplois temporaires, des séjours linguistiques, etc. Concernant le parcours de nos témoins, il est encore important de relever que quatre des six étudiants se sont formés en cours d'emploi, ce qui constitue, comme nous le verrons par la suite, une alternative intéressante, notamment d'un point de vue financier.

Figure 14 : parcours professionnel des témoins



Les personnes qui n'ont pas obtenu de diplôme secondaire évoquent **le manque d'encouragement et de soutien de la famille et des enseignants** comme un frein à l'entrée dans un processus de formation. Ils exposent également les difficultés liées à des **résultats de fin de scolarité insuffisants**, qui ne permettent pas l'entrée dans les formations secondaires de leur choix et/ou de trouver un apprentissage dans un **contexte de crise socioéconomique**. Finalement, les difficultés à **trouver un sens à l'emploi** et à effectuer des choix professionnels ont également été retrouvées au travers de nos témoignages.

Lorsque nous les questionnons sur les obstacles rencontrés durant leur parcours de formation, la majorité de nos témoins « étudiants » citent **les freins financiers** et **le manque d'encouragement de la part de l'entourage**, notamment des parents et des enseignants. Dans certains cas, l'entrée dans un processus de formation supérieure a créé des tensions au sein de leur famille.

Les ressources mobilisées par les étudiants et ex-étudiants interrogés sont multiples. Ils mettent en avant **la mobilité du système de formation** en Suisse, **les encouragements et sollicitations de leur famille et/ou de leurs ami(e)s**, **la présence d'un modèle professionnel et/ou d'un contre-exemple dans leur entourage**, **le sens de l'emploi et de la formation professionnelle**, **les facilités scolaires**, **l'envie d'apprendre** ou encore **le caractère personnel**.

Figure 15 : obstacles et ressources dans le parcours de formation des témoins

Obstacles	Ressources
Contexte de crise	
Sélectivité du système de formation, mauvais résultats scolaires	Mobilité du système de formation
Situation financière de la famille et coût engendrés par la formation	Bourses, formation en emploi
Manque de soutien et d'encouragement de l'entourage	Soutien et encouragement de l'entourage
Manque de maturité	
	Présence de modèles et/ou de contre-exemples
	Sens attribué au travail et à la formation
	Caractère personnel, envie d'apprendre
	Facilités scolaires

Dans les paragraphes qui suivront, nous reprendrons les principaux obstacles et ressources cités par nos témoins et tenterons de mieux comprendre la manière dont ces derniers interviennent ainsi que leur influence sur les parcours professionnels des jeunes adultes, et notamment des jeunes en situation précaire. Dans un premier temps, il s'agit de traiter les facteurs structurels (contexte professionnel et système de formation). Ces derniers nous donneront une meilleure compréhension du contexte dans lequel s'inscrit le processus de formation des jeunes actuellement. Ensuite, nous en viendrons à des facteurs plus individuels et liés plus particulièrement à la famille (situation financière des familles, construction d'un projet de formation, encouragements et soutien des parents, projet parental, modèles, etc.).

3.2 Les jeunes portés par le contexte socioéconomique

Les jeunes et les professionnels que nous avons rencontrés nous ont expliqué en quoi le contexte social et professionnel actuel a favorisé ou, à l'inverse, a freiné leur processus d'ascension sociale. En termes d'obstacles, ils soulèvent notamment les exigences de plus en plus élevées, liées à l'évolution du marché de l'emploi et à la crise économique.

Précédemment, nous avons déjà abordé la situation économique actuelle et son influence sur l'intégration socioprofessionnelle des jeunes. Caroline Regamey, dans son étude¹⁰⁹, relevait les problèmes associés au manque de places d'apprentissage, étroitement lié à l'évolution du marché du travail, qui apparaît comme un important facteur externe explicatif des problèmes de transitions entre la scolarité et l'entrée sur le marché du travail. Elle soulignait aussi « *la tendance croissante de l'inadéquation entre le niveau des compétences scolaires et les exigences du marché de l'emploi* ». Dans nos témoignages, ces difficultés se sont fait sentir à de nombreuses reprises, notamment dans le témoignage d'une jeune femme titulaire d'un CFC d'employée de commerce, qui a bien conscience du resserrement du marché de l'emploi et de l'exigence de plus en plus élevée des qualifications, des diplômes, des compétences et des capacités personnelles et professionnelles : « *A l'heure actuelle, si on veut s'en sortir, il faut se battre, il faut ramer. Pendant toutes ces années ça a été très très dur et je me suis battue, battue, battue, et là je continue à me battre encore pour après avoir un bon salaire, avoir une voiture, je serai bien avec mon fils. [...]. Les patrons regardent les meilleurs CV, mais ils n'ont rien compris. Moi je me donne à fond, je donne un point d'honneur à ce que je fais et ce sera toujours comme ça. Je me battrais toujours et je sais qu'il y a quand même des gens humains* » (témoin 3).

¹⁰⁹ REGAMEY, Caroline. *De l'école à la précarité*, p.3
Adresse URL : http://www.ekki.admin.ch/c_data/f_06_BT_ZF_Regamey.pdf

Dans son ouvrage, V. de Gaulejac s'est intéressé à l'évolution du contexte de la société et aux mutations du monde du travail. Ses propos rejoignent ceux de nos témoins : « *on assiste aux effets de l'éclatement des classes sociales et des mutations du monde du travail. Une série de facteurs mettent l'individu dans l'obligation de lutter pour avoir une existence sociale. [...] La lutte des places tend à se substituer à la lutte des classes* »¹¹⁰. En effet, les jeunes d'aujourd'hui, qui sont les enfants de la génération 1968, ne bénéficient pas du même contexte socio-économique que leurs parents. Selon l'auteur, « *ils vivent une contradiction importante entre l'idéologie de la réalisation de soi-même – la réussite sociale passe par la carrière professionnelle – et, d'autre part, une société en déficit structurel d'emplois, incapable de leur offrir une place, les mettant dans l'incapacité de réaliser cette aspiration à l'autonomie* »¹¹¹.

Il s'agit d'un phénomène global qui touche l'ensemble des classes sociales. En revanche, ses conséquences sont sensiblement différentes selon les statuts sociaux des parents et le modèle éducatif qu'ils véhiculent : « *les familles composées d'un couple stable, qui travaille et dispose de conditions économiques et sociales, assurent auprès de leurs enfants une fonction de relais et ont les possibilités d'amortir pour partie les effets de la lutte des places* »¹¹². Dans les familles précaires, faute de ressources, les parents ont plus de difficultés à assurer un avenir favorable à leurs enfants. Ces derniers connaissent la vie difficile de leurs parents. Bien qu'ils n'aient pas envie de reproduire la même vie, plus ils avancent dans leur parcours scolaire, plus ils prennent conscience que leurs conditions de vie sont des obstacles à leur réussite. V. de Gaulejac note toutefois que dans ce nouveau contexte socioéconomique, les places sociales sont de moins en moins acquises. Dans les fratries, on observe de plus en plus fréquemment des parcours de formation contrastés chez les enfants, faits à la fois de réussites et d'échecs très spectaculaires.

Ce phénomène a également pu s'observer dans nos témoignages. Parmi les sept « témoins-étudiants », plusieurs d'entre eux ont des frères et sœurs qui n'ont pas de formation. Nous avons notamment l'exemple d'une jeune femme, cadette d'une fratrie de cinq enfants. Conseillère en établissement financier, elle occupe aujourd'hui un poste à responsabilités. Ses frères et sœurs, quant à eux, sont pour la plupart restés dans des situations sociales semblables à celles de leur milieu d'origine : « *mon frère, il travaille dans une usine, où il en a marre parce qu'il aimerait changer de boulot mais sans diplôme ben voilà. Ma sœur était à l'AI jusqu'à maintenant et elle essaie d'en sortir mais étonnamment, ce n'est pas autant facile que ça de sortir de l'AI, parce qu'ils font des tests, ils font plein de choses. Et pis mes demi-frères, un est carrossier, il va très bien, il a vraiment la tête sur les épaules, et l'autre ben il fait rien, donc voilà* » (témoin 7).

3.3 Le système de formation

3.3.1 Sélectivité du système de formation

Alors que les exigences du marché de l'emploi sont de plus en plus élevées, on ne s'étonnera pas de constater que le système de formation suisse laisse en marge les élèves les plus en difficultés. En effet, il ne faut pas omettre l'importance de la situation scolaire du jeune, car l'accès aux filières de culture générale ou commerciale, gymnasiale, et à certains apprentissages dépend du niveau et des résultats scolaires en fin de scolarité obligatoire.

Dans son étude, Caroline Regamey s'est intéressée à ce moment charnière qui correspond à celui de la fin de la scolarité. Elle soulève la problématique des jeunes qui se retrouvent sans solution professionnelle : « *En Suisse, on considère qu'actuellement environ 25% des jeunes se trouvent en « salle d'attente » à la sortie de la scolarité obligatoire, c'est-à-dire ni en apprentissage ou en formation professionnelle, ni en école de formation générale ou de*

¹¹⁰ DE GAULEJAC, Vincent. *Malaise dans la transmission*, p. 33

¹¹¹ Ibid. p. 33

¹¹² Ibid. p.33

diplôme. [...] ce sont environ 30'000 jeunes qui se trouvent ainsi sans formation ou sans travail »¹¹³. Ainsi, l'orientation excessivement sélective constitue l'un des principaux facteurs structurels pouvant expliquer la difficulté pour certains jeunes à faire le saut entre l'école et le monde du travail.

Les obstacles liés aux résultats scolaires et à la sélectivité de notre système se sont très nettement fait ressentir dans les témoignages des personnes sans formation. Une jeune femme, actuellement en mesure d'insertion témoigne : *« j'aimerais mieux faire quelque chose avec les animaux mais c'est très très dur de trouver une place. J'ai déjà fait des stages chez un vétérinaire mais ils m'ont dit qu'avec l'école spécialisée que j'ai faite ça n'irait pas. Il faut faire des études et c'est très difficile »* (témoin 2). Un autre témoin nous fait également part de ses regrets : *« ma seule passion, quand j'étais gosse, c'était de dessiner. [...] dernièrement, j'ai postulé pour aller dans une école d'art, mais les écoles d'art, il faut avoir des notes euh, ouais, assez élevées on va dire. [...]. Et ouais, à la base, je voulais entrer dans une école d'art pour faire genre du graphisme ou un truc comme ça, et euh, ben au niveau des notes, ça ne jouait pas, donc euh, j'ai laissé tomber. [...], ouais, moi ça m'a fait chier, du coup, je regrette de ne pas avoir écouté à l'école »* (témoin 1).

M. A. Granger, s'inquiète particulièrement de la disparition des formations élémentaires : *« Il y a des jeunes qui ont de réelles difficultés cognitives et qui tirent à boulet pendant toute leur scolarité, mais qui arrivent plus ou moins au bout. On perçoit chez ces jeunes des problèmes de compétences et une orientation professionnelle différente de celle choisie par les jeunes qui ont bien vécu leur scolarité. Le problème c'est qu'on est de plus en plus confronté à des apprentissages de plus en plus importants, plus exigeants. Les formations élémentaires vont disparaître en 2011. Il n'y aura plus de possibilités d'accéder pour certains jeunes, car les formations élémentaires sont assez accessibles pour une partie des jeunes, mais ces formations vont disparaître »*. Il poursuit : *« quand on voit des jeunes qui sont presque analphabètes, ces jeunes-là ils n'ont aucune chance. Aujourd'hui, [...], les formations élémentaires disparaissent, donc l'accessibilité au monde de l'apprentissage est beaucoup plus difficile. Il y a un petit pourcentage, mais c'est quand même un pourcentage important qui ne pourra plus accéder à l'apprentissage, dans une année ou deux c'est fini. Je n'sais pas ce qu'ils vont faire, mais sérieusement, c'est un problème »*.

Si l'on regarde le parcours de l'ensemble de nos témoins, il semblerait que la majorité d'entre eux aient soigneusement été répartis dans les filières imposées par la sélectivité du système de formation. Dans l'échantillon de personnes interrogées, deux personnes seulement ont choisi la filière commerciale et aucune ne s'est lancée dans la filière gymnasiale. Le premier titre obtenu après l'école obligatoire est un CFC pour six de nos témoins. A la fin de leur scolarité, le choix entre les trois filières ne s'est alors pas réellement posé pour la majorité de nos témoins, comme si la seule possibilité de formation qui s'offrait à eux était celle de l'apprentissage. Cette filière, est-elle réellement plus accessible et disponible pour cette frange de la population ? Quels sont les facteurs incitant les jeunes issus de milieux précaires à choisir la voie de l'apprentissage plutôt qu'une autre filière ?

Selon Mme G. Glassey, l'idée de gagner sa vie rapidement est très présente dans l'esprit des jeunes issus de milieux précaires. Elle suppose une corrélation entre un degré de confiance et d'estime de soi faible et un choix professionnel rémunéré : *« il y a vraiment un manque de confiance en soi, un manque d'estime. [...] Alors j pense que ces jeunes il leur manque ça et pis après ils cherchent une valorisation peut-être par un boulot, par le fric peut-être, en ayant un boulot qui paye bien, pour payer des verres aux copains, je ne sais pas. En tout cas peu d'ambitions, j'veux pas dire intellectuelles, peu d'ambition et pis d'idée qu'à 40 ans ils seront peut-être contents d'avoir un papier parce que ce sera peut-être plus difficile d'aller bosser comme ça en temporaire »*. D'autres parts, les coûts des formations et les difficultés financières des familles peuvent expliquer que les jeunes issus de milieux

¹¹³ REGAMEY, Caroline. *De l'école à la précarité*, p.1
Adresse URL : http://www.ekkj.admin.ch/c_data/f_06_BT_ZF_Regamey.pdf

précaires choisissent de préférence la filière professionnelle initiale. Les enjeux financiers liés à la formation constituent un sujet à eux seuls et seront abordés dans un chapitre séparé¹¹⁴.

Finalement, Mme Glassey donne encore une explication à la primauté de la filière professionnelle initiale dans les milieux défavorisés. Elle met en avant les représentations négatives que ces jeunes attribuent à l'école, souvent en raison de leur passé scolaire difficile. En effet, au regard du parcours scolaire de nos témoins, plus de la moitié d'entre eux ont éprouvé des difficultés scolaires et/ou d'intégration et gardent des souvenirs douloureux des années passées à l'école. On comprend alors que ces jeunes recherchent plutôt à « fuir » qu'à réintégrer des formations théoriques en écoles. Dans ce même sens, M. A. Granger, relève également les conséquences d'une scolarité difficile : *« Ce sont des jeunes [...] qui avaient pas mal, beaucoup d'échecs scolaires et qui sont identifiés, eux-mêmes ils s'identifient comme des nuls, « j'suis nul en math, j'suis nul en français, de toute façon, j'saurai jamais rien ». Ils ont installé ça beaucoup dans leur scolarité »*. L'une de nos témoins traduit le choix de son orientation professionnelle ainsi : *« Je voulais travailler. Je ne suis justement pas trop faite pour l'école et je voulais quelque chose de plus concret. Je ne me suis jamais dit que j'allais faire des études depuis toute petite »* (témoin 6). Une autre jeune femme que nous avons rencontrée n'a également que peu d'arguments pour défendre son choix professionnel : *« je n'étais vraiment pas bonne à l'école. J'ai fait un apprentissage d'employée de commerce, comme il n'y avait pas grand-chose qui me bottait c'est le seul truc que j'avais trouvé »* (témoin 10). Cette option ressemble alors plutôt à une fatalité qu'à un réel choix professionnel.

Plusieurs recherches démontrent effectivement l'influence des expériences de réussite et/ou d'échecs répétés dans le parcours scolaire sur la suite du parcours de formation : *« Les expériences de réussite dans l'acquisition des connaissances et des habilités qui sont enseignées à l'école favorisent le développement d'attitudes positives envers les études et envers soi-même, ainsi que le développement d'aspirations professionnelles qui exigent des périodes de formation prolongées. A l'inverse, les jeunes qui font l'expérience d'échecs répétés dans les tâches scolaires acquièrent des attitudes négatives envers l'école, les études et eux-mêmes »*¹¹⁵.

Fabrice Murat et Thierry Rocher¹¹⁶, dans leur étude, ont soulevé les différents facteurs d'influence sur le projet professionnel des jeunes de 15 ans. Ils démontrent alors que *« le métier envisagé dépend à la fois de l'origine sociale de l'élève et de son sexe, mais également de ses performances scolaires, de bons résultats justifiant un projet ambitieux. Mais il apparaît aussi que les élèves ambitieux ont ultérieurement une meilleure scolarité »*. Ainsi, lorsque l'on sait que les élèves issus de milieux précaires ont de moins bons résultats que les enfants appartenant à des familles aisées, on comprend que les projets de formation professionnelle sont sujets à des inégalités marquées d'une classe sociale à l'autre. Les chiffres relevés dans la même étude sont très nets¹¹⁷ : *« en terme de retard scolaire, les enfants d'ouvrier sont 59% à avoir redoublé au moins une fois, contre 17% des enfants de cadres supérieurs ; en termes de compétences, 21% des enfants d'ouvriers ont de médiocres performances en lecture contre 3% des enfants de cadres supérieurs. Les résultats pour les mathématiques sont à peu près du même ordre »*. Les causes de ces différences et des difficultés scolaires des élèves de milieux précaires ont déjà été détaillées dans le second chapitre de notre étude.

¹¹⁴ Cf. Chapitre 3.4

¹¹⁵ ALLARD, Réal, OUELLETTE, Jean-Guy. *Vers un modèle macroscopique des facteurs déterminants de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes*, p.503

Adresse URL : <http://www.choixdecariere.com/pdf/5873/36.pdf>

¹¹⁶ MURAT, Fabrice, ROCHER, Thierry. *La place du projet professionnel dans les inégalités de réussite scolaire à 15 ans*, p.101 Adresse URL : <http://www.oecd.org/dataoecd/30/61/33684898.pdf>

¹¹⁷ Ibid., p.101

3.3.2 Mobilité offerte par le système de formation

Pour en revenir au système de formation suisse, la majorité de nos témoins en ont relevé les avantages, dans le sens où le choix de l'une des filières de formation secondaire n'est pas irréversible. Comme il est expliqué sur le site suisse de l'orientation professionnelle¹¹⁸, « *des passerelles existent à plusieurs niveaux. Ainsi, en commençant par un apprentissage, l'accès à l'université reste possible, moyennant des compléments de formation (passerelles). Il est de plus en plus fréquent de se lancer dans un apprentissage après avoir obtenu une maturité gymnasiale* ». Lors des entretiens, les avantages de ce système ont souvent été mis en avant par nos témoins qui, pour la plupart, sont passés par les voies intermédiaires que sont les maturités professionnelles, les écoles préprofessionnelles ou autres passerelles. Voici un extrait du témoignage d'un jeune homme fraîchement diplômé : « *le système n'est pas si mal fait car moi je n'avais pas les moyennes pour faire la maturité gymnasiale, et après tout le chemin que j'ai accompli, j'ai quand même réussi à faire des études supérieures, avec des équivalences, des passerelles, des cours du soir et je trouve ça super* » (témoin 5). Un témoignage dans lequel un jeune migrant, arrivé en Suisse à l'âge de 15 ans, décrit son parcours de formation, est également révélateur des diverses possibilités qu'offre le système de formation en Suisse : « *J'ai commencé d'abord avec une année d'apprentissage du français, après j'ai continué à l'école préprofessionnelle à Sion, j'ai fait deux ans. Après, j'ai fait l'école de commerce trois ans, ensuite, j'ai fait une année de stage et maintenant là, j'suis en première année en économie à la HES* » (témoin 4).

Il faut toutefois garder à l'esprit que si ces changements de filière restent possibles, ils allongent la durée de la formation et exigent souvent des efforts importants. Cette information a en effet été vérifiée au travers de nos témoignages, dans lesquelles nous soulevons un âge moyen de 25 ans au moment de l'entrée dans un processus de formation supérieure, ce qui est relativement élevé. Par la suite, nous verrons que d'autres facteurs sont responsables de ce début de formation supérieure tardif et que ce passage requiert un certain niveau de maturation.

3.4 Les enjeux financiers

Comme mentionné sur le site de l'orientation professionnelle¹¹⁹, « *en Suisse, la formation professionnelle par apprentissage ou dans les écoles officielles, ainsi que les études sont en principe gratuites, ou soumises à un écolage ne dépassant guère quelques centaines de francs par an* ». Il faut toutefois assurer son quotidien durant sa formation : nourriture, déplacement, logement, loisirs, etc. Les personnes interrogées ont pour la plupart exprimé les difficultés financières rencontrées durant leurs études. Une jeune femme témoigne : « *j'comptais pas du tout sur ma maman au niveau financier, donc ouais, c'était un peu limite* » (témoin 8).

En Suisse, il existe diverses mesures de financement pour soutenir les jeunes dans leur formation. Comme il est mentionné sur le site suisse des bourses d'études¹²⁰, « *par aides à la formation, on entend les bourses proprement dites et les prêts d'études. Les bourses d'études correspondent à des montants uniques et renouvelés qui ne doivent pas être remboursés, tandis que les prêts d'études désignent des montants uniques ou renouvelés qui doivent être remboursés* ». Les aides financières sont généralement publiques et relèvent de la compétence des cantons. En outre, certaines fondations et entreprises privées soutiennent financièrement certaines filières de formation ou des catégories de personnes avec des projets particuliers. Par exemple, Pro Juventute¹²¹, fondation privée et active dans

¹¹⁸ Orientation.ch Portail suisse de l'orientation scolaire et professionnelle.

Adresse URL : <http://www.orientation.ch/dyn/10065.aspx>

¹¹⁹ Orientation.ch Portail suisse de l'orientation scolaire et professionnelle.

Adresse URL : <http://www.orientation.ch/dyn/9003.aspx>

¹²⁰ SSE. Bourses d'études : aide à la formation. Adresse URL : <http://www.boursesdetudes.ch/dyn/10913.php>

¹²¹ Fondation Pro Juventute. Adresse URL : <http://www.pro-juventute.ch/Formation.228.0.html?&L=1&fontsize=#c1171>

toute la Suisse, lutte contre les inégalités des chances en matière de formation. Dans ce sens, elle accorde par exemple des bourses complémentaires à des jeunes dans l'incapacité d'achever leur première formation sans aide financière.

A l'heure actuelle, les demandes de bourses sont extrêmement sollicitées et soumises à des conditions bien précises. Les bourses octroyées demeurent relativement restreintes. Souvent, elles ne suffisent pas à couvrir les besoins des étudiants. Lors des entretiens avec nos témoins, l'insuffisance des montants octroyés est souvent ressortie. Une ancienne étudiante témoigne : *« très clairement au niveau des bourses, c'est assez dérisoire. J'ai eu toutes les années une bourse, la première année 900 francs par année, la deuxième 1200 francs et la troisième 1500 francs. [...] J'ai quand même eu un prêt d'honneur à côté, mais au total avec la bourse j'ai eu entre 3000 et 4000 francs pour une année d'étude, ce qui n'est rien du tout. J'arrive à peine à vivre pendant deux mois, je n'arrive même pas à payer mon loyer pendant une année »* (témoin 6). Les autres témoins interrogés étaient tout à fait du même avis : *« je trouve qu'il y a quand même un manque au niveau de la société, au niveau des aides financière et tout ça, qui sont aussi important pour encourager les jeunes à faire des études en fait. [...] Moi j'ai frappé à beaucoup de portes pour avoir des bourses, des prêts d'honneurs, des trucs comme ça, et pis je n'ai rien eu »* (témoin 10) ; *« Pour faire cette formation, je n'avais pas du tout d'aide financière, je n'avais pas droit aux bourses parce que ma maman était indépendante, j'ai fait beaucoup de demandes qui n'ont pas beaucoup abouties, et pis j'ai du faire un emprunt de formation à la banque »* (témoin 8).

Au vue de ce qui précède, nous pouvons retenir une relative insuffisance des aides à la formation. En revanche, les derniers changements en matière de législation laissent percevoir un mouvement favorable dans ce domaine. Dernièrement, la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique¹²² (CDIP) a approuvé le concordat sur les bourses d'études, visant l'égalité des chances devant l'octroi des allocations de formation. La CDIP a insisté sur la nécessité de soutenir et d'encourager les jeunes à se former, d'autant plus au regard de la conjoncture économique difficile. Le concordat discuté vise l'harmonisation des bourses d'études entre les cantons. Il définit des principes et des standards minimaux auxquels les cantons concordataires devront se soucrire. Les procédures d'adhésion des cantons au concordat sont actuellement en cours.

Outre les aides financières publiques et/ou privées, l'emploi constitue une solution de financement non négligeable pour les étudiants. Pour autant que les études le permettent, la pratique d'un job d'étudiant peut permettre de couvrir tout ou partie des besoins financiers durant la formation. Les étudiants interrogés ont pour la plupart mobilisé intensément cette dernière source de financement : *« j'ai fait les pizzas, quelques heures le soir. A un moment donné, je faisais tous les soirs après l'école de commerce et même parfois à midi. Et maintenant, pendant la HES, je fais encore deux soirs par semaine »* (témoin 9) ; *« Financièrement, je me suis toujours débrouillé seul, pendant toute ma formation, j'ai toujours travaillé à peu près 20%, voire un peu plus quand j'avais le temps. J'ai fait un emprunt important à la banque, sinon, je n'arrivais pas à finir mes études »* (témoin 8).

Une autre solution de financement mise en pratique par plusieurs de nos témoins, touchant également à la pratique d'une activité professionnelle rémunérée, est celle de la formation en cours d'emploi. Cette formule permet de se former tout en s'assurant une source de revenu mensuel. Il faut toutefois être conscient de l'investissement qu'exige l'entrée dans ce type de formation. L'une des personnes interrogées témoigne : *« C'était quatre ans de sacrifice. A cette époque je devais m'autogérer car je n'avais pas de bourses puisque j'avais un salaire. Je bossais à 80%, c'était hors de question que mes parents me financent des études à vingt-cinq ans »* (témoin 10).

Bien que les difficultés financières aient souvent été évoquées par nos témoins-étudiants, des solutions de financement existent, et la majorité de nos témoins en ont trouvé. Dans ce

¹²² CDIP. Concordat sur les bourses d'étude. Adresse URL : <http://www.edk.ch/dyn/20083.php>

sens, Mme Glassey est attentive à informer les parents des jeunes en fin de scolarité sur les solutions de financement des formations, comme par exemple les bourses Pestalozzi, allouées en Suisse pour couvrir les frais de déplacements dus à l'éloignement des universités. Selon elle, les problèmes financiers des familles ne devraient pas constituer un frein pour les jeunes motivés à se former.

Pourtant, elle remarque que dans certaines familles, les projets des enfants se trouvent « cassés » par les parents, inquiets par les coûts qu'engendrent les études : *« quoi, faire médecin, t'es fou, tu vois ce que ça coûte ? Trouve plutôt un apprentissage »*. Selon elle, les familles précaires ne sont pas suffisamment renseignées sur les sources de financement possibles. Le contre-exemple qu'elle utilise est particulièrement significatif : il s'agit de la situation d'une famille initialement aisée, avec des parents formés. Monsieur avait ouvert une entreprise. Il y a quelques années, il a fait faillite et s'est retrouvé au chômage. A l'heure actuelle, il n'a pas retrouvé de travail et est à l'aide sociale. Malgré la situation précaire de la famille, les deux enfants poursuivent des études à l'université de Lausanne. Selon Mme G. Glassey, la formation et les nombreuses connaissances des parents leur permettent de trouver des sources de financement pour leurs enfants : *« le papa, il sait bien faire les demandes de bourses, les papiers et tout ça. C'est un pro et ça parce que bon, il a appris aussi. Il a sûrement plus de ressources étant donné qu'il a fait une formation »*.

Cet exemple nuance sensiblement la théorie qui considère le financement des études comme un obstacle direct à la formation pour les personnes issues de milieux précaires. Il démontre que certains parents réussissent, en dépit de leurs problèmes financiers, à encourager leurs enfants à poursuivre leurs études et à les aider à trouver des sources de financement. On en reviendrait alors à la notion de capital culturel, qui fait référence aux ressources des parents. Selon Mme Glassey, il s'agit également « d'une histoire d'état d'esprit ». Il semblerait que dans certaines familles qu'elle rencontre, la formation professionnelle, bien que mise en avant pour justifier les choix professionnels des enfants, n'a pas sa place au-delà des difficultés financières car d'autres enjeux sont présents. Elle s'explique ainsi : *« on a beaucoup de jeunes maintenant, effectivement sans formation, sans rien du tout et pis le message il ne passe pas tellement aux familles, pourtant Dieu sait si j'insiste. Ici la commune elle est encore assez ouverte, il y a plein de problèmes autres, mais par rapport à des jeunes qui voudraient commencer une formation, il y aurait des arrangements financiers, on pourrait se débrouiller, mais, ça ne leur parle pas »*. Dans les chapitres qui suivront, nous nous intéresserons à ces enjeux de nature plus psychologique, parfois dissimulés derrière les difficultés financières mises en avant par les familles.

Finalement, il convient encore de rappeler que, même si les coûts engendrés par les études ne sont souvent pas insurmontables, ils demeurent une réelle difficulté pour de nombreux étudiants, et particulièrement pour ceux qui ne peuvent pas compter sur un quelconque soutien financier de la part de leurs parents. Il s'agit pour eux d'un stress supplémentaire, que l'on peut supposer comme décourageant pour certains jeunes désireux de se former. De la même manière, bien que des possibilités de financement existent, elles ne constituent pas une réelle solution pour les jeunes issus des milieux les plus défavorisés, contraints de travailler pour apporter leur part de contribution financière au ménage familial.

Dans ce sens, M. Granger découvre parfois que le petit salaire gagné par les jeunes dans les SEMO ou en apprentissage complète le revenu familial : *« Parfois, les familles comptent aussi sur ce petit argent et on s'en aperçoit... mais ça ils ne vont pas nous le dire, c'est assez caché quand même. Ils ne sont pas fiers de cela et puis on le découvre un peu avec le temps. On se rend compte de cela après quelques mois parfois. Mais c'est des choses dont il n'est pas facile de parler, on le cache plutôt. Mais effectivement, on touche des jeunes qui sont pour une grande partie dans des situations précaires »*. Toujours selon le directeur du même établissement, 20% des jeunes qui fréquentent les SEMO se trouvent dans des situations de pauvreté extrême : *« Ils mangent quand ils peuvent. C'est vraiment très bas, très très très bas, et ils essaient de joindre les deux bouts de toutes les façons possibles »*. Dans ces situations, M. A. Granger constate que les difficultés financières des familles ont

des conséquences sur les choix professionnels des enfants. Il a parfois vu des jeunes qui mettent fin à la mesure du SEMO parce qu'ils doivent trouver du job, gagner de l'argent pour pouvoir subvenir aux besoins de la famille entière.

3.5 Trouver sa voie, un cheminement sinueux

Dans cette partie de notre travail, nous nous pencherons sur le niveau de maturité que requiert le choix d'une profession et l'entrée dans un processus de formation. Nous nous baserons sur les études de Colette Laterrasse et Christiane Alberti, qui se sont intéressées au passage école-université, et de Réal Allard et Jean-Guy Ouelette, auteurs d'une recherche visant à identifier les facteurs déterminants de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes. De plus, nous utiliserons les informations recueillies auprès des professionnels que nous avons interrogés. Ces derniers nous ont fait part de leurs observations et nous ont apporté de nombreuses explications par rapport aux difficultés que rencontrent les jeunes dans la construction de leur avenir professionnel.

Comme nous l'avons brièvement évoqué précédemment, l'insertion dans un processus de formation requiert un certain degré de confiance et d'estime de soi, d'où la difficulté pour certains jeunes, qui ont connu l'échec scolaire et qui ne croient plus en leurs capacités, à trouver la motivation et le courage pour étudier. De plus, comme il est expliqué dans le texte de C. Laterrasse & C. Alberti¹²³, l'entrée à l'université correspond à une rupture dans le parcours scolaire, dans le sens où l'organisation des études, des enseignements, du travail exigé ou encore du rapport aux enseignants est sensiblement différent. Tout au long de ses études, l'étudiant devra faire preuve d'autonomie et de responsabilité. Finalement, il convient encore de souligner le degré de maturation que nécessite la prise d'une décision concernant le choix d'une filière d'étude. Ceci est également valable pour le choix d'une profession, choix touchant à l'identité personnelle de chaque individu.

Dans nos témoignages, la difficulté à effectuer des choix professionnels a pu être identifiée à plusieurs reprises. Nous avons l'exemple d'Eloïse, qui, en dépit d'autres idées, s'est inscrite dans une école préprofessionnelle : « *Comme je ne savais pas quoi faire j'ai fait une école de degré diplôme. C'était deux ans mais j'ai raté deux fois la deuxième année donc je me suis fait renvoyer* » (témoin 10). Une autre étudiante nous raconte le chemin sinueux qu'elle a accompli avant de trouver sa voie : « *J'ai fait un début d'apprentissage de commerce qui ne m'a pas du tout plu, c'était un piston de ma maman et puis je ne voulais pas vraiment d'aide à ce niveau-là. J'ai fait peut-être six mois, et puis ça ne me plaisait pas, rester assise derrière un bureau, je ne n'avais pas le tempérament pour. Alors entre deux, j'ai trouvé une place de fille au pair [...]. Après j'ai fait des stages [...], j'ai fait plein de trucs pour voir si ça me plaisait, et pis ça ne me plaisait pas non plus. Donc sauf erreur, à 17 ans, ma mère m'a dit « bon maintenant t'es grande, tu peux aller travailler ». J'ai toujours fait des petits travaux comme ça en fait serveuse, à la vigne ou des trucs comme ça. [...] Et pis je n'avais pas de formation, pas d'apprentissage, c'est vrai que ça m'embêtait. Et pis j'ai fait une année à ITA, c'est l'institut de tourisme et d'accueil, j'me suis dit que « peut-être après avoir fait serveuse, j'pourrais aller dans le tourisme », moyennement convaincue. C'était une année sympa, mais sans plus. J'suis allée jusqu'au bout. Pis après, j'voulais apprendre les langues [...], j'ai été en Allemagne [...]. J'ai fait cinq ou six mois là-bas. J'suis revenue et j'ai trouvé une place chez une fiduciaire, caisse maladie, pour euh, apprentissage de commerce. Persévérante, parce que je voulais vraiment un apprentissage de trois ans pour faire l'école d'éducatrice. J'ai fait six mois et puis en même temps, j'ai vu un apprentissage qu'avait l'air sympa, c'était aide familiale. Alors j'me suis dit « ça, c'est quand même mieux pour moi, enfin on bouge, on fait plein de trucs, ça me correspondait mieux. [...] Après l'apprentissage, j'ai travaillé pendant deux ans dans un foyer pour personnes âgées, comme aide familiale. J'ai beaucoup aimé. Et pis après une année, j'tournais en rond et puis j'avais envie d'aller un p'tit peu plus loin, donc j'me suis renseignée pour l'école d'éducatrice, et pis j'ai ma petite copine*

¹²³ LATERRASSE, Colette, ALBERTI, Christiane. *L'entrée à l'université : une nouvelle donne pour le sujet*, p.41
Adresse URL : http://spirale-edu-revue.fr/IMG/pdf/3_Laterrasse_Spi20Fp.pdf

d'enfance qui croyait en moi, qui m'a amené à la séance d'information de l'école au fait, [...], et pis j'me suis inscrite » (témoin 8).

Lors de notre entretien avec M. A. Granger, ce professionnel a également mis en avant les difficultés pour les jeunes à effectuer des choix professionnels, tel que le démontrent les témoignages précédents. Il explique que les jeunes qui fréquentent les SEMO ne sont pas uniquement des individus dans des situations scolaires, professionnelles, financières, sociales et/ou familiales catastrophiques, mais que les profils sont variés : *« on a aussi des jeunes qui n'ont pas de difficultés majeures, c'est-à-dire des jeunes qui ont une famille unie, qui ont bien réussi leur parcours scolaire, parfois même très très bien, qui ont même commencé des études secondaires comme le collège, le gymnase, mais qui arrêtent parfois parce qu'ils sont en échec, ou bien parce que tout à coup ils se disent « mais, à quoi ça sert ? », ils se posent des questions et puis ils ne comprennent plus très bien le sens de faire des études. Ou alors d'autres jeunes qui ont commencé des apprentissages et qui tout à coup se rendent compte que ce n'est pas leur choix, ce n'est pas leur projet et là, ils ont besoin de temps, de réflexion, pour découvrir et rechercher quelque chose qui peut les intéresser. [...] On va trouver dans les SEMO un peu tous les profils d'une jeunesse, des ados... très bien, très motivés, qui ont seulement besoin d'un petit temps pour réfléchir »*. Selon lui, le contexte socio-économique actuel est en partie explicatif de la difficulté pour les jeunes à trouver « la » voie qui leur corresponde : *« Aujourd'hui il faut tout de suite faire des choix et puis il semble que tout va plus vite. Et pis en plus, les exigences professionnelles sont beaucoup plus élevées qu'avant. Aujourd'hui, il faut vraiment être très très bon partout, sinon vous avez de la peine dans le monde de l'emploi qui est devenu extrêmement exigeant »*.

Mme G. Glassey rencontre elle aussi régulièrement des jeunes qui n'ont professionnellement ni solution, ni projet, ni rêve. Lorsqu'elle aborde avec eux la problématique de leur avenir professionnel, elle remarque la plupart du temps que seul les plus âgés y ont déjà réfléchi : *« il y a en a qui effectivement ont déjà réfléchi un petit peu et pis qui disent, ouais, c'est les plus âgés, c'est ceux qui ont plutôt 25 ans et plus qui disent « non, je n'veux pas continuer toute ma vie comme ça »*. [...] *Ils sont déjà dans une perspective de passer peut-être trois ans un peu difficiles, ils ont compris l'importance d'avoir un papier, enfin ils ont déjà fait ce bout de chemin-là dans leur tête. [...] Moi j pense que quand il y a ce début de motivation-là, on arrive à faire quelque chose. Mais ça prend un peu de temps, j'ai l'impression qu'à 18-20 ans, nan, ils ne sont pas prêts »*. Les observations de cette assistante sociale rejoignent tout à fait les nôtres, dans le sens où, comme déjà cité précédemment, parmi nos témoins, la moyenne d'âge au moment de l'obtention du premier diplôme secondaire est 22 ans, et de 25 ans pour l'âge d'entrée dans un processus de formation supérieure.

Comme la difficulté à effectuer des choix professionnels a été relevée par l'ensemble des professionnels interrogés et par plusieurs de nos témoins, nous émettons l'hypothèse que cette difficulté touche plus les jeunes issus de familles précaires. En effet, au vu des nombreuses difficultés rencontrées par ces familles (financières, mais aussi affectives et sociales), il est probable que le processus identitaire chez ces jeunes soit ralenti et complexifié. Lorsque l'on sait que les jeunes sont amenés à se positionner sur leur avenir professionnel vers 14 à 15 ans, c'est-à-dire en plein milieu de la période d'adolescence, ce dernier facteur pourrait constituer un handicap. Dans leur étude¹²⁴, Allard et J.-G. Alouette considèrent d'ailleurs, sur un plan psychoprofessionnel, l'identité personnelle comme un élément influençant de manière positive ou négative la démarche d'insertion socioprofessionnelle du jeune. Ils utilisent la conception du développement psychosocial d'Erickson, par le biais de ses composantes évolutives, pour situer le niveau de développement de l'identité personnelle. Comme le mentionnent les auteurs cités en bas de

¹²⁴ ALLARD Réal, Ouellette Jean-Guy. Vers un modèle macroscopique des facteurs déterminants de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes, p.505-506
Adresse URL : <http://www.choixdecariere.com/pdf/5873/36.pdf>

page¹²⁵, « les six premières étapes (confiance, autonomie, initiative, industrie, identité et intimité) de la conception du développement psychosocial d'Erikson correspondent aux six composantes de l'identité personnelle qui devraient refléter à peu près l'évolution du développement du jeune ». Les auteurs utilisent la composante « autonomie » pour démontrer que l'intégration plus ou moins réussie des différentes composantes aurait, à des degrés divers, un effet sur l'insertion socioprofessionnelle du jeune¹²⁶ : « une intégration plutôt réussie du sentiment d'autonomie, qui est susceptible de procurer au jeune une assurance personnelle, une indépendance et un contrôle équilibré dans sa capacité à faire des choix et de diriger son avenir, pourrait avoir pour effet de faciliter son insertion socioprofessionnelle. Par contre, moins il fera preuve d'autonomie, plus il doutera de lui-même et plus il serait dépendant de son entourage, influençable et inhibé ; ce qui pourrait avoir pour effet de nuire à son insertion socioprofessionnelle ».

Par la suite, nous nous intéresserons à l'éducation reçue dans les milieux défavorisés et son influence sur l'intégration de ces composantes, notamment sur la première composante, celle de la confiance. Nous verrons alors que les jeunes issus des classes populaires reçoivent une éducation par laquelle le développement de confiance et de l'estime de soi sera plus difficile.

M. Bortolussi, assistant social dans un centre protestant du Jura bernois, apporte encore une explication différente aux difficultés que rencontrent les jeunes, particulièrement les jeunes issus de milieux précaires, à se positionner sur leur avenir professionnel. Il relève notamment l'absence d'objectif de vie et de projet comme un facteur handicapant dans la construction de sa vie professionnelle : « Dans certaines familles très précaires, il n'y pas d'objectif, pas de projet, c'est vivre au quotidien et je pense que sans projet on a de la peine à se stimuler [...], c'est être assez attentistes par rapport à ce qu'il se passe ». Il illustre ses propos avec l'exemple d'une famille bénéficiaire de prestations sociales depuis de nombreuses années : « Être à l'aide sociale à dix-huit ans c'était comme le Graal pour les parents. Alors que l'aide sociale ne devrait être que le dernier filet de sécurité sociale. Avoir cette attitude par rapport aux enfants, ça réduit leur propension à se projeter dans l'avenir. Je pense que les projets et les buts à atteindre sont toujours un stimulant pour l'avenir ». Nous avons en effet pu identifier chez certains de nos témoins, issus de familles précaires, l'absence de projet et de sens attribué à la formation. L'un de nos témoins, âgé de 24 ans, n'a notamment, faute de trouver sa voie, jamais repris de formation depuis la rupture de son apprentissage : « J'avais commencé un apprentissage d'horticulteur quand je suis sorti de l'école, mais ça ne me plaisait absolument pas donc je n'ai pas continué. J'ai juste fait trois mois d'essai puis après je me suis barré. Puis sinon, rien ». A l'inverse, l'une de nos témoins, qui rêvait d'ouvrir un magasin d'habits depuis toute petite, a trouvé une source de motivation à étudier par le biais de son projet : « Je me suis dit que je pourrais faire la Haute Ecole des cadres pour me permettre d'avoir un grand bagage pour ouvrir mon magasin d'habits ».

Pour clore ce chapitre, nous retenons que l'entrée dans un processus de formation nécessite un certain degré de maturité, de confiance en soi et d'autonomie, composantes qui font référence au développement identitaire. La situation précaire de la famille et le contexte socio-économique ont une influence considérable sur l'intégration de ces composantes. De plus, le message éducatif transmis aux enfants par rapport à la construction de leur avenir professionnel a également de multiples conséquences. Nous comprenons alors que nos témoins, tous issus de milieux précaires, se retrouvent sans formation à l'âge adulte et/ou ont dû nécessiter d'un temps quelque peu prolongé pour « trouver leur voie » et s'insérer dans un processus de formation qui leur corresponde (pour rappel, l'âge moyen de nos témoins, au début de leur formation supérieure était de 25 ans).

¹²⁵ ALLARD Réal, Ouellette Jean-Guy. Vers un modèle macroscopique des facteurs déterminants de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes, p.505-506
Adresse URL : <http://www.choixdecariere.com/pdf/5873/36.pdf>

¹²⁶ Ibid. p.506

3.6 La construction du projet professionnel

Comme déjà cité précédemment¹²⁷, « *Le métier envisagé dépend à la fois de l'origine sociale de l'élève, de son sexe et de ses performances scolaires, de bons résultats justifiant un projet ambitieux. Mais il apparaît aussi que les élèves ambitieux ont ultérieurement une meilleure scolarité* ». Dans ce chapitre, nous nous intéresserons prioritairement à l'influence de l'origine sociale et des résultats scolaires, facteurs plus fortement en lien avec notre question de recherche. Nous accorderons également quelques paragraphes sur les liens existants entre éducation reçue, estime de soi et choix professionnels, en nous basant notamment sur l'étude de V. N. Choubkine¹²⁸ qui considère le choix d'une profession comme un processus complexe, déterminé autant par les spécificités de la personnalité que par les conditions extérieures.

Pour réaliser leur étude sur la construction du projet professionnel, F. Murat et T. Rocher se sont basés sur un questionnaire auxquels plus de 5000 jeunes français ont répondu. A la question, « *Quel type de métier espérez-vous faire quand vous aurez 30 ans ?* »¹²⁹, deux tiers d'entre eux ont pu donner une réponse codable. Pour le reste, soit ils n'ont pas encore un projet professionnel précis en tête, soit ils ne l'ont pas indiqué. Toujours selon la même étude¹³⁰, « *Parmi les élèves qui ont répondu, 43% souhaitent avoir une profession intellectuelle, scientifique ou dirigeante, 23% visent une profession intermédiaire, 17% envisagent un métier de service auprès de particuliers. En revanche, si les métiers d'artisans ou d'ouvriers de type artisanal recueillent 11% des choix, les postes d'ouvriers conducteurs de machine ou de travailleurs non qualifiés ne sont quasiment jamais évoqués* ».

3.6.1 L'influence des résultats scolaires

Selon l'étude de F. Murat et T. Rocher, « *le projet professionnel est fortement lié au degré de réussite scolaire, du fait que celle-ci justifie un projet ambitieux ou parce que ce sont les élèves ayant les aspirations les plus hautes qui vont travailler le plus* ». Les auteurs en ont fait la démonstration en tenant compte du niveau de lecture : « *parmi ceux qui ont un projet défini, 14% seulement des élèves ayant de faibles performances aux tests cognitifs ont des ambitions élevées contre 77% des élèves les plus compétents* »¹³¹.

Il est encore important de noter que les élèves dont le niveau de lecture est faible sont plus nombreux à ne pas avoir répondu à la question concernant le type de profession qu'ils souhaitent exercer à 30 ans. On peut ainsi supposer que ces derniers, ayant moins de « portes ouvertes », ont plus de difficultés à se projeter dans leur avenir, à trouver quelque chose qui leur plaît, etc. Lorsque l'on sait, d'une part, que les résultats scolaires ont une influence sur le projet professionnel, et d'autre part, que les enfants issus de milieux précaires ont de moins bons résultats et se retrouvent plus souvent en échec scolaire que leurs camarades des classes moyennes et aisées (cf. chapitre II : la scolarité), on comprend alors que l'origine sociale ne sera pas sans conséquences sur le projet professionnel, même si son influence se présente de manière plus indirecte. F. Murat et T. Rocher ne contredisent pas ces corrélations : « *Les compétences atteintes sont fortement liées au retard scolaire, les deux s'expliquant par l'origine sociale* »¹³². En effet, l'origine sociale demeure un facteur explicatif important : en seconde ou troisième (système français), les enfants issus de milieux populaires ont de moins bonnes performances que les enfants de cadres ; de plus,

¹²⁷ MURAT, Fabrice, ROCHER, Thierry. *La place du projet professionnel dans les inégalités de réussite scolaire à 15 ans*, p.101 Adresse URL : <http://www.oecd.org/dataoecd/30/61/33684898.pdf>

¹²⁸ CHOUBKINE, Vladimir N. *Le choix d'une profession*, p.33
Adresse URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc_0035-2969_1968_num_9_1_1347

¹²⁹ MURAT, Fabrice, ROCHER, Thierry. *La place du projet professionnel dans les inégalités de réussite scolaire à 15 ans*, p.101 Adresse URL : <http://www.oecd.org/dataoecd/30/61/33684898.pdf>

¹³⁰ Ibid. p.111

¹³¹ Ibid. p.115

¹³² Ibid. p.109

les enfants d'ouvriers auront plus souvent redoublé que les enfants de cadres supérieurs ayant le même niveau en lecture.

3.6.2 L'influence de l'origine sociale

F. Murat et T. Rocher, dans leur étude¹³³, ont tenté de mettre en lien les aspirations professionnelles des jeunes avec la situation sociale de leurs parents. Pour ce faire, ils ont comparé les professions souhaitées par les garçons à 15 ans avec les professions exercées par leurs pères. Le tableau suivant présente leurs résultats :

Figure 16 : Profession envisagée par les garçons en fonction de celle de leurs pères

Profession du père	Professions envisagée par les garçons (en %)						
	Profession intellectuelle scientifique ou de direction	Profession intermédiaire	Employé administratif ou personnel de service	Agriculteur ou artisan	Ouvrier	Ensemble des répondants	Pas de réponse
Profession intellectuelle, scientifique ou de direction	59	23	8	10	0	100	35
Profession intermédiaire	39	35	8	16	2	100	34
Employé administratif ou personnel de service	36	22	18	21	4	100	36
Agriculteur ou artisan	29	21	12	36	1	100	31
Ouvrier	21	21	13	40	4	100	27
Pas de réponse	34	21	13	28	5	100	41

La corrélation entre les deux distributions ressort très nettement dans le tableau ci-dessus. 59% des garçons dont le père exerce une profession intellectuelle, scientifique ou de direction souhaitent exercer une telle profession ; le taux de « reproduction » est de 35% pour les professions intermédiaires et 18% pour les employés administratifs et le personnel de service ; Dans le domaine artisanal et/ou de l'agriculture, le taux est particulièrement élevé (36%). Enfin, seul 4% des fils d'ouvriers désirent devenir ouvrier à leur tour.

L'enquête révèle également que, « de façon synthétique, il apparaît une forte corrélation entre l'origine sociale et le niveau des aspirations : près de 60% des garçons ayant un père exerçant une profession intellectuelle, scientifique ou de direction souhaitent exercer une telle profession ; ils sont presque 40% parmi les élèves dont le père exerce une profession intermédiaire ; pour les fils d'agriculteurs, d'artisans et d'ouvriers de type artisanal, on n'atteint pas 30% ; quand le père est ouvrier d'usine ou travailleur non qualifié, la proportion est juste au-dessus de 20% »¹³⁴. Ainsi, nous pouvons aisément affirmer que plus le niveau de la profession du père est élevé, plus les enfants souhaitent exercer une profession du même type. Cette relation s'explique en partie par les inégalités des résultats scolaires d'un milieu social à l'autre, problématique que nous avons déjà abordée précédemment. En revanche, d'autres facteurs interviennent, tel que l'influence du modèle et les loyautés

¹³³ MURAT, Fabrice, ROCHER, Thierry. *La place du projet professionnel dans les inégalités de réussite scolaire à 15 ans*, p.114-115 Adresse URL : <http://www.oecd.org/dataoecd/30/61/33684898.pdf>

¹³⁴ Ibid, p.114

familiales. Dans les chapitres qui suivront, nous nous concentrerons notamment à ces différentes problématiques.

3.6.3 L'influence de l'éducation sur l'estime de soi et la construction du projet professionnel

Selon les travaux de C. Gadbois¹³⁵, « *le choix du métier est une décision consciente, prise par l'adolescent à son propre sujet* ». L'auteur met en avant les deux facteurs principaux influents sur le choix. Il s'agit, d'une part, de la représentation des professions par le sujet, et d'autre part, de la perception qu'il a de ses propres habilités et intérêts et de sa personnalité. Ce dernier point, qui touche à la conception de soi, sera mis en lien avec l'éducation reçue par la famille. Mais avant, il convient de définir l'influence de l'estime de soi sur les choix professionnels. Pour ce faire, nous reprendrons les idées de Super (docteur en éducation), Rosenberg (sociologue) et Holland (psychologue), développées dans le texte « choix professionnel et conception de soi »¹³⁶.

Super présente la conception de soi comme le principe directeur qui guide l'évolution de toute carrière professionnelle, depuis le choix du métier jusqu'au passage à la retraite. Au moment de la première étape, qui correspond à celle de l'orientation professionnelle, « *l'individu est amené à affirmer de manière explicite la conception qu'il se fait de lui-même par une confrontation avec les modèles variés qu'offrent les professions entre lesquelles il faut choisir* »¹³⁷. Dans ce sens, « *l'adolescent choisit une profession dont les membres, tels qu'il les perçoit, ressemblent à l'image qu'il a de lui-même* »¹³⁸. Rosenberg a relevé que les jeunes dotés d'une faible estime d'eux-mêmes, particulièrement sensibles au jugement d'autrui, ont tendance à choisir de préférence des professions où ils sont libres de tout contrôle et n'ont pas à entrer en compétition avec d'autres. Ils ont besoin de se sentir à l'abri des critiques, et la possibilité d'exercer un rôle dirigeant est à leurs yeux sans importance. Rosenberg¹³⁹ a encore souligné que la vision de l'avenir de ces jeunes se caractérise comme « une frustration professionnelle anticipée », s'expliquant par le décalage existant entre la perception de soi et celle de la profession rêvée. La réussite leur semble inaccessible. Il a d'ailleurs été démontré que 27% d'entre eux s'attendent à exercer une profession différente de celle qu'ils souhaiteraient, contre 12% des sujets à forte estime d'eux-mêmes. Dans ce sens, il semblerait que la similitude entre l'image de soi et l'image de la profession choisie soit plus marquée chez les individus possédant une haute estime d'eux-mêmes.

Dans le cadre de notre étude, Holland¹⁴⁰ nous apporte un complément. Il considère l'estime de soi comme un déterminant du niveau social de la profession choisie : « *on pourrait regrouper les professions en six catégories selon le genre de milieu de vie qu'elles impliquent ; l'adolescent s'orienterait d'abord vers l'une de ces catégories en fonction de ses caractéristiques de personnalité ; puis à l'intérieur de la catégorie retenue, une profession particulière serait choisie, pour son statut social, en fonction de l'estime que le sujet a de lui-même* ».

Afin de répondre à notre question de recherche, il convient encore de démontrer que le milieu d'origine a une influence sur l'estime de soi et, de ce fait, si l'on en croit la théorie de Holland, de manière indirecte sur le statut social de la profession choisie. Pour ce faire, nous nous appuyons sur les recherches effectuées par J. Kelerhals, C. Montandon, G. Ritschard

¹³⁵ GADBOIS, Charles. *Choix professionnel et conception de soi*, p. 603

Adresse URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/psy_0003-5033_1969_num_69_2_27682

¹³⁶ Ibid. p. 600-612

¹³⁷ Ibid. p. 600

¹³⁸ Ibid. p. 603

¹³⁹ Ibid. p. 612

¹⁴⁰ Ibid. p. 611

et M. Sardi¹⁴¹. Ces derniers, qui se sont intéressés au lien existant entre le style éducatif et l'estime de soi, ont construit un modèle faisant appel à quatre variables, et notamment à celle du milieu social d'appartenance. Les tableaux suivants présentent, d'une part, le niveau d'estime de soi en fonction du style éducatif et, d'autre part, le style éducatif selon le milieu social.

Figure 17 : indice global de l'estime de soi selon le style éducatif¹⁴²

	Faible	Moyen	Fort
Statutaire ¹⁴³ Accommodation Autorité et contrôle Distance parents-enfants	36	47	17
Maternaliste ¹⁴⁴ Accommodation Autorité Communication Proximité parents-enfants	35	52	13
Contractualiste ¹⁴⁵ Autorégulation Créativité Autonomie	26	34	40

Dans ce tableau, nous pouvons constater une relation statistiquement significative entre l'estime de soi et le style éducatif auquel l'enfant est exposé. L'estime de soi est ainsi sensiblement plus forte lorsque l'éducation est de type « contractualiste », avec 40% des enfants qui ont une bonne estime d'eux-mêmes, alors qu'ils ne sont que 17% lorsqu'ils sont éduqués selon un mode « statutaire ».

Figure 18 : style éducatif selon le milieu social¹⁴⁶

	Style statutaire	Style maternaliste	Style contractualiste
Milieus populaires	49	29	22
Cadres moyens	53	17	30
Cadres supérieurs	41	19	50
Cadres univ. et prof. Libérales	31	12	76

¹⁴¹ KELERHALS, Jean. [et al]. *Le style éducatif des parents et l'estime de soi des adolescents*, p.331
Adresse URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc_0035-2969_1992_num_33_3_5600

¹⁴² KELERHALS, Jean. [et al]. *Le style éducatif des parents et l'estime de soi des adolescents*, p.323
Adresse URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc_0035-2969_1992_num_33_3_5600

¹⁴³ PALAZZO, Clothilde. Intervenante dans le Module D2 : Questions sociales et réponses sociopolitiques.
Faire et défaire famille.

¹⁴⁴ Ibid

¹⁴⁵ Ibid.

¹⁴⁶ KELERHALS, Jean. [et al]. *Le style éducatif des parents et l'estime de soi des adolescents*, p.322
Adresse URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc_0035-2969_1992_num_33_3_5600

Le style contractualiste, qui semble influencer favorablement la construction de l'estime de soi chez les enfants, est plus présent dans les classes sociales élevées (76% contre 22% dans les milieux populaires). Plus les parents appartiennent à des classes sociales hautes, plus ce taux augmente.

Nous ne nous attarderons pas plus sur la définition des différents styles éducatifs, mais il convient toutefois de souligner que, « plus le style éducatif parental est caractérisé par la négociation, la relation, la communication, l'encouragement à la prise de décision, plus l'estime de soi de l'adolescent serait forte. Réciproquement, plus ce style se distingue par le contrôle, la contrainte, la faible communication, l'encouragement à l'accommodation, plus l'estime de soi serait faible. »¹⁴⁷

Dans certains de nos témoignages, nous avons quelquefois pu identifier ces différentes caractéristiques des styles éducatifs. Nous avons surtout retenu le témoignage de Mme G. Glassey qui soulève notamment le manque de dialogue dans les familles précaires : *« Ce sont des gens qui ne causent pas entre eux, qui n'arrivent pas à dire qu'ils ne sont pas d'accord, qui ont aussi hérité de leur parents cet espèce de silence, on ne parle pas de son malaise, on ne dit pas ce qui ne va pas. [...] Il leur manque un outil de négociation. C'est vraiment quelque chose que j'ai vu chez tous ces jeunes. Je trouve qu'il y a un handicap de communication, qu'ils n'ont pas reçu à la maison et que l'école ne donne pas tellement non plus »*.

On peut alors émettre une corrélation entre estime de soi et milieu social : les enfants issus des milieux populaires, dans lesquels l'éducation prend la forme plus souvent statutaire, ont une estime de soi moins élevée que les enfants qui grandissent dans des familles mieux classées socialement. Cela signifie que ces derniers seraient alors moins enclins que leurs camarades issus des milieux sociaux plus aisés à choisir des professions leur procurant un statut social élevé. La reproduction de la précarité est dès lors à nouveau démontrée.

3.7 Le modèle professionnel

En lien avec nos différents témoignages, il nous a semblé intéressant de consacrer quelques paragraphes de notre travail à l'influence des modèles sur le choix d'une orientation professionnelle des jeunes. Plusieurs de nos témoins se sont inspirés d'un ou de plusieurs modèles dans le choix de leur filière d'étude et/ou de leur profession, comme ce jeune homme âgé de 21 ans, étudiant en économie d'entreprise : *« quand j'étais petit, j'ai pas mal pris exemple sur mon tonton. Lui il a fait un apprentissage d'employé de banque et après il a grimpé un petit peu, et maintenant, il est chef d'une quarantaine de personnes. Alors j'ai toujours pris un peu exemple sur lui. C'est peut-être pour cela que je suis dans l'économie. Je ne sais pas. [...] Il donnait une image qui faisait envie, c'était la réussite. Et puis à la maison, quand on parlait de ma maman et de mon tonton, c'était tout le temps lui qui était mieux parce qu'il avait une bonne place et à côté, ma maman, elle n'avait rien de spécial, elle a fini au service social et encore aujourd'hui, elle a tout le temps des problèmes. Donc j'ai tout le temps bien compris que c'était lui que je devais suivre. Si je voulais réussir, fallait faire comme lui. Et puis maintenant, comme c'est plus la méthode des apprentissages, c'est pour ça que je suis à la HES ». [...] C'est peut-être aussi pour ça que je n'ai pas des super liens avec ma maman et que c'est loin d'être mon idéal »* (témoin 9).

Dans d'autres situations, nos témoins parlent plutôt de contre-exemples. Nous avons notamment l'exemple significatif d'une jeune femme qui, au vu des *difficultés vécues* par ses parents, se bat pour ne pas reproduire la même vie que ces derniers : *« quand j'ai eu fini mon apprentissage, je me suis dit que pour ne pas me casser la gueule, j'allais quand même faire des études. Dans l'idée c'est de voir que moi j'ai des parents qui n'ont jamais rien eu mais ils ont toujours dû bosser et quand j'ai vu ma mère comme elle a trimé en étant*

¹⁴⁷ KELERHALS, Jean. [et al]. *Le style éducatif des parents et l'estime de soi des adolescents*, p.314
Adresse URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc_0035-2969_1992_num_33_3_5600

vendeuse sous-payée, je me suis demandé : « Est-ce que je veux que ça m'arrive ? ». Ce n'était pas dans l'idée d'assurer mon avenir, mais d'assumer mes fesses tout simplement ». En revanche, si certains mènent un combat les menant à la gloire, d'autres, bien que conscients des risques qui les guettent, ont plus de peine à s'en dégager, malgré leurs nombreux efforts et toute leur volonté. Ce phénomène est particulièrement marqué dans le témoignage d'Alicia, âgée de 28 ans et maman d'un petit garçon de trois ans, qui s'exprime ainsi : *« A l'heure actuelle, on a des possibilités, à l'époque de ma mère, les jeunes n'en avaient pas. Moi je ne veux pas finir comme ma mère, c'est hors de question. Pour moi, c'est l'exemple que je ne veux justement pas suivre. Je veux tout faire l'inverse. Pour le moment, ça va, je suis seule avec mon fils, mais ça c'est un détail »* (témoin 3). Ce passage soulève de nombreuses contradictions : Alicia, qui a grandi avec une maman sans formation, divorcée avant même sa naissance, alcoolique et à l'AI, refuse d'accepter une vie qui ressemble à celle de sa mère. Malgré le combat continu qu'elle mène pour y échapper, le destin semble la rattraper. Alicia, titulaire d'un CFC d'employé de commerce, oscille entre chômage et aide sociale, les qualifications exigées par les postes proposés étant de plus en plus élevées (maîtrise de plusieurs langues, nécessité d'avoir suivi des formations complémentaires, etc.), d'autant plus dans une période de crise économique. De plus, sa situation familiale péjore ses possibilités. Il convient encore de souligner le paradoxe dans lequel se trouve cette jeune femme qui, d'une part, a souffert de l'absence de son père et, d'autre part, se retrouve seule avec un enfant en bas âge, ce qu'elle considère dans son témoignage comme n'étant qu'un « détail ».

Ces différents témoignages ont soulevé notre attention, et nous avons effectué quelques recherches sur ce processus d'identification dans le choix d'une orientation professionnelle.

Selon l'étude de D. Martinot, M.-C. Toczek et S. Brunot¹⁴⁸, de nombreux élèves s'identifient à des modèles tout au long du processus de construction d'une identité professionnelle. En revanche, un modèle devient une source de motivation pour un élève seulement s'il remplit impérativement deux critères : il est nécessaire d'une part que sa réussite soit accessible à cet élève, et d'autre part que le modèle soit perçu comme similaire à l'élève, aussi bien d'un point de vue physique que psychologique (le genre, l'ethnie, l'âge, le niveau éducatif et socio-économique ou la personnalité). Ainsi, on comprend que les jeunes trouvent des modèles dans leur entourage et ne sont guère en mesure de s'identifier, par exemple, à des célébrités, éloignées de leur milieu et dont la réussite ne semble pas à portée de main. V. de Gaulejac donne un exemple intéressant concernant l'identification des jeunes des cités à des footballeurs célèbres¹⁴⁹ : *« on a parfois proposé à ces jeunes le modèles de Zidane comme un espoir de s'en sortir. Zidane est un merveilleux exemple d'intégration sociale et de réussite existentielle. Mais les chances des jeunes qui veulent faire du foot de devenir « un Zidane », sont infimes. On ne se rend pas compte qu'en leur proposant Zidane comme modèle, on contribue à les enfoncer davantage. On peut comprendre alors que l'absence de perspectives de réussite ne puisse que provoquer la colère et la violence de cette jeunesse »*.

L'étude sur les performances scolaires des élèves et l'appartenance ethnique de leurs modèles professionnels¹⁵⁰ a également démontré que l'expérience vicariante est un déterminant de la conception que les individus ont d'eux-mêmes, en termes de capacités et de performance. En effet, *« voir des individus semblables à soi réussir augmenterait l'auto-perception d'efficacité chez les observateurs qui possèdent aussi les capacités d'accomplir des activités comparables. Ils se persuadent que si les autres peuvent le faire, ils devraient,*

¹⁴⁸ MARTINOT, Delphine, TOCZEK, Marie-Christine, BRUNOT, Sophie. *Performances scolaires des élèves et appartenance ethnique (majoritaire vs minoritaire) de leurs modèles professionnels*, p. 78-79
Adresse URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfp_0556-7807_2003_num_145_1_2986

¹⁴⁹ DE GAULEJAC, Vincent. *Malaise dans la transmission*, p. 34

¹⁵⁰ MARTINOT, Delphine, TOCZEK, Marie-Christine, BRUNOT, Sophie. *Performances scolaires des élèves et appartenance ethnique (majoritaire vs minoritaire) de leurs modèles professionnels*, p. 78
Adresse URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfp_0556-7807_2003_num_145_1_2986

eux aussi, être au moins capables d'améliorer leurs performances. Par le même processus, l'observation de l'échec de personnes apparemment de compétences similaires, et ce en dépit de leurs efforts importants, diminue le jugement des observateurs sur leurs propres capacités et réduit leurs efforts. » Les auteurs poursuivent en notant les conséquences de ce processus : « Les individus convaincus de leur inefficacité par expérience vicariante ont tendance à se comporter de façon inefficace, ce qui, de fait, génère une confirmation comportementale de l'incapacité. [...] Les personnes qu'un individu prendra pour modèles peuvent accroître ou diminuer sa perception d'efficacité et donc son investissement dans la réalisation d'une tâche ».

Les travaux de R. Allard et J.-G. Ouellette¹⁵¹ complètent l'étude citée précédemment, en introduisant la notion du sens attribué à l'emploi : « Si le jeune a pu s'identifier à un travailleur ou une travailleuse dans son enfance, qu'il s'agisse de son père, sa mère ou toute autre personne significative, il y a des chances qu'il ait été en mesure de développer le concept du travail comme partie essentielle du moi idéal, ce qui pourrait avoir des effets positifs sur son insertion socioprofessionnelle à venir. Cependant, moins le jeune aura eu de modèles de travailleuses ou de travailleurs auxquels il aurait pu s'identifier, ou encore, plus il aura de pauvres modèles, plus il serait probable qu'il n'ait pas développé de concept idéal de travailleur ou de travailleuse, ce qui pourrait éventuellement rendre plus difficile la réussite de son insertion socioprofessionnelle ». Dans le même sens, les résultats de la recherche de F. Murat et T. Rocher¹⁵² démontrent les incidences de l'absence de modèles exerçant des professions de niveau universitaire : « les élèves de milieu populaire observeraient la faible fréquence des études longues dans leur entourage et brideraient en conséquence leurs ambitions, intégrant et réalisant malgré eux les médiocres probabilités d'accès aux diplômes élevés ».

Suite à ces quelques paragraphes sur l'influence positive ou négative de l'identification à des modèles, nous nous permettons sans autre de relier ce processus au cœur de notre étude traitant de la reproduction sociale de la précarité. On comprend alors que pour les enfants issus de familles défavorisés, l'influence des modèles, reliés pour la plupart à l'échec dans notre société, ont une influence plus défavorable sur la perception que ces enfants ont d'eux-mêmes et indirectement sur les choix professionnels qu'ils effectuent. Mme G. Glassey, assistante sociale, est tout à fait de notre avis. Elle observe fréquemment des difficultés liées à l'influence des modèles dans les familles qu'elle rencontre : « Je pense que le manque de modèles, d'exemples, est un des principaux facteurs de la reproduction de la précarité. J pense qu'il y a un phénomène de reproduire parce que c'est ce que j'connais, donc j'reproduis c'que j'connais, « mon papa il a arrêté l'école à 18 ans, donc moi j'arrêterai l'école à 18 ans », j'fais comme ». M. Granger nous rejoint également sur ce point : « certains jeunes sont dans cette spirale infernale, ils n'en sortent pas et on le voit. Parfois, on peut déjà dire, « celui-ci, il va faire pareil », parce que c'est l'exemple, c'est tout ce qu'il connaît en fait, donc il reproduit complètement ce qu'il a connu, il n'a pas d'autres modèles ». Nous verrons toutefois par la suite que l'attitude des parents face à leur situation (position de victime ou de combattant) et les valeurs (honte et inhibition versus fierté et dignité) qu'ils transmettent à leurs enfants joueront un rôle considérable.

Finalement, il reste encore à préciser que, bien que les jeunes issus des classes sociales défavorisées aient moins de chances que les autres de trouver des modèles positifs dans leur environnement familial et social, cette possibilité demeure et ne doit pas être écartée. Nous avons en effet pu observer que certains de nos témoins se sont identifiés, dans le choix de leur profession, à des modèles appartenant à d'autres milieux sociaux. Nous avons notamment l'exemple d'une jeune fille qui, attribuant pour une part sa réussite à sa meilleure amie, nous raconte le parcours de cette dernière : « ma petite copine d'enfance, elle a fait

¹⁵¹ ALLARD, Réal, Ouellette, Jean-Guy. *Vers un modèle macroscopique des facteurs déterminants de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes*, p. 508 Adresse URL : <http://www.choixdecariere.com/pdf/5873/36.pdf>

¹⁵² MURAT, Fabrice, ROCHER Thierry. *La place du projet professionnel dans les inégalités de réussite scolaire à 15 ans*, p. 101 Adresse URL : <http://www.oecd.org/dataoecd/30/61/33684898.pdf>

économie ici, à l'époque. Elle a eu un parcours flamboyant. Elle avait vraiment toujours des bonnes notes, enfin, elle était très valorisée chez elle et c'est vrai que la formation professionnelle c'était important dans leur famille» (témoin 8). Un autre témoin, éducateur fraîchement diplômé, argumente le choix de sa profession : « c'est vrai que j'ai beaucoup traîné dans un centre de jeunes, de loisirs et de culture, quand j'avais 13-14 ans, j'aimais bien la maison, j'aimais bien les gens qui y travaillaient, peut-être que c'est en observant ces gens que ce métier m'a fait envie » (témoin 5). Selon les auteurs¹⁵³, « le réseau des amis et amies ainsi que celui des pairs influencent aussi les aspirations éducationnelles et professionnelles des jeunes. [...] Enfin, la situation sociale des meilleurs amis ou amies a souvent un effet sur le jeune ».

Pour conclure ce chapitre traitant de l'influence des modèles dans le parcours d'insertion socioprofessionnelle des jeunes, il convient de souligner le désavantage auquel sont soumis les enfants et adolescents issus de milieux précaires. En effet, dans ces milieux sociaux, les modèles identifiés positivement dans notre société sont nettement moins nombreux. En revanche, comme pour tous les autres facteurs cités dans notre étude, il s'agit d'un risque supplémentaire de reproduction de la précarité, et non d'un fait unique et linéaire.

Nous marquons encore le rapprochement entre ces derniers paragraphes et les constats tirés du tableau du chapitre 7 de notre travail, faisant référence aux professions envisagées par les garçons de 15 ans en fonction de celles de leurs pères. En effet, l'influence du modèle constitue une explication tout à fait pertinente aux différences identifiées, en terme de projet professionnel, entre les enfants issus de familles d'ouvriers et ceux provenant de milieux plus aisés.

3.8 Le projet parental

Dans nos témoignages, les sollicitations et encouragements des parents à se former professionnellement ont été identifiés comme une ressource importante pour nos témoins, notamment pour ce jeune homme, étudiant en économie d'entreprise : « alors moi, dès tout petit, j'ai toujours voulu faire des études. Donc mes parents, ils étaient toujours derrière moi, donc ils me soutenaient toujours et voilà, j'ai toujours réussi, j'ai jamais été démotivé pour arrêter ou pour faire autre chose » (témoin 4). A l'inverse, le manque de soutien parental dans son parcours de formation constitue un obstacle considérable aux yeux de plusieurs des personnes interrogées. Un jeune homme, encore affligé par le manque de soutien qu'il a reçu de la part de ces parents, répond qu'il aurait préféré vivre en internat, faute de recevoir de l'aide et des encouragements à la maison : « si c'était à refaire, je demanderais à mes parents de me mettre dans l'internat où ils m'ont mis quand j'étais ado, dès le début de la 1^{ère} primaire, donc que je puisse suivre une scolarité normale, que je puisse avoir des notes vraiment bien, que je puisse ensuite entrer dans une école d'art » (témoin 1).

Dans ce chapitre, nous aborderons le concept du projet parental et tenterons d'en identifier les enjeux. Nous verrons que le comportement des parents face au devenir de leurs enfants n'est pas interdépendant de leur milieu social.

V. de Gaulejac¹⁵⁴, dans une approche psycho-sociale, souligne l'impact de la famille sur la trajectoire de l'individu. Il met en avant le concept du projet parental, qui se caractérise par l'ensemble des représentations que les parents se font de l'avenir de leurs enfants. Ils projettent en lui toute une série d'images et de buts à atteindre. Il s'agit en d'autres mots d'objectifs de vie. Le projet parental situe le cadre où chaque enfant est inscrit. Pour citer un exemple, des parents qui projettent sur leur fils une carrière de footballeur l'inscriront certainement dans un club de football dès son plus jeune âge. Ainsi, le projet parental donne à l'enfant une impulsion dans la vie qui conditionne immanquablement sa trajectoire

¹⁵³ ALLARD Réal & Ouellette Jean-Guy, *Vers un modèle macroscopique des facteurs déterminants de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes*, p. 503 Adresse URL : <http://www.choixdecariere.com/pdf/5873/36.pdf>

¹⁵⁴ DE GAULEJAC, Vincent. *La névrose de classe*, p. 53-63

ultérieure. Nous verrons par la suite que le projet parental est porteur de nombreuses contradictions (notamment les conflits de loyautés) auxquelles l'enfant se trouve confronté.

T. Poullaouec s'est intéressé aux attentes des familles ouvrières concernant le devenir de leurs enfants. Se basant sur l'enquête « Transmissions familiales », menée par l'INSEE en 2000, il réalise que les attentes des ouvriers et celles des autres milieux ne sont pas sensiblement différentes :

Figure 19 : quelle profession ou quel genre de profession souhaiteriez-vous pour votre enfant ?¹⁵⁵

Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage	Ne sait pas	C'est son choix	Enseignant	Médecin	Dans le domaine de l'informatique	Ingénieur	Avocat	Vétérinaire	Profession artistique
Ouvriers	17	45	9	3	3	1	2	2	1
Autres	17	49	4	4	2	2	2	2	3
Moyenne	17	47	6	3	2	2	2	2	2

A la lecture de ce tableau, nous constatons effectivement que les chiffres entre ces deux catégories sociales sont très proches. T. Poullaouec explique ces résultats ainsi : « *la condition ouvrière ne semble plus aussi acceptable pour les ouvriers eux-mêmes, a fortiori pour leurs enfants, et les aspirations à s'en évader, le désir que les enfants rejoignent d'autres positions au sein du salariat non ouvriers sont devenus très forts. [...]. Qu'un de leurs enfants s'engage dans la même activité professionnelle qu'eux ne satisferait plus désormais qu'une faible minorité d'ouvriers. La disqualification profonde et massive des destins ouvriers semble bien être au cœur du problème* »¹⁵⁶.

De plus, ces réponses, mettant en avant l'autonomie des aspirations de l'enfant, transcrivent tout à fait l'évolution de la conception du travail dans notre société, qui priorise de plus en plus la réalisation de soi par le biais de l'emploi. T. Poullaouec ajoute que « *si la plupart des ouvriers souhaitent que leurs enfants échappent aux emplois d'exécution, ils espèrent aussi souvent qu'ils exercent le métier qui leur plaira* »¹⁵⁷. Cette nouvelle réalité a été identifiée à de nombreuses reprises dans nos témoignages. Nous avons par exemple celui de Clara, qui nous fait part du souhait de sa maman face à son avenir : « *Ma mère ne m'encourageait pas forcément à faire des études, elle m'encourageait à faire quelque chose que j'aimais* » (témoin 6). L'auteur¹⁵⁸ souligne toutefois que si les différences entre les parents ouvriers et ceux des autres classes sociales ne semblent statistiquement pas très significatives, il observe de plus grands écarts entre les parents de « bons élèves » et ceux d'« élèves en échec ». En effet, lorsque leur enfant connaît des difficultés relativement prononcées, les parents ne sont plus que 35% à donner la priorité aux choix professionnels de l'enfant, contre respectivement 44 et 45% pour les élèves moyens et bons, ceci chez les ouvriers comme dans les autres classes sociales. Dans ce sens, il semblerait que lorsque leur enfant

¹⁵⁵ POULLAOUPEC, Tristan. Les familles ouvrières face au devenir de leurs enfants, p. 7 Adresse URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/estat_0336-1454_2004_num_371_1_7272?luceneQuery=%28%2B%28content%3APOULLAOUPEC+title%3APOULLAOUPEC%5E2.0+fullContent%3APOULLAOUPEC%5E100.0

¹⁵⁶ Ibid. p. 4

¹⁵⁷ Ibid. p.3

¹⁵⁸ Ibid. p.10

connaît des difficultés, les emplois salariés d'exécution constituent toutefois une éventualité : *« Il est clair qu'il ne suffit pas de vouloir pour pouvoir et les souhaits professionnels sont conditionnés par la scolarité »*¹⁵⁹.

Il convient également de souligner que de nombreux parents font part de réponses révélant une relative indétermination : 17% des parents prétendent ne pas avoir de souhait particulier concernant l'avenir professionnel de leurs enfants. Pour T. Poullaouec¹⁶⁰, l'absence de souhait professionnel peut, d'une part, transcrire le besoin de préserver ses enfants d'un choix professionnel précoce. D'autre part, le parcours scolaire difficile semble interdire toute projection dans un futur professionnel.

Dans ses recherches, V. de Gaulejac a également relevé une nette évolution du projet parental, qui porte désormais sur des valeurs d'épanouissement et d'harmonie¹⁶¹ : *« Les parents, sollicités sur l'avenir qu'ils souhaiteraient pour leurs enfants, répondent : « Oh, il fera ce qu'il voudra, l'important c'est qu'il soit heureux ! » ». Selon l'auteur, cette réponse « sympathique » met les jeunes dans une situation difficile : « Si les parents eux-mêmes n'ont pas réussi, ou proposent des aspirations et des projets sans donner à leurs enfants les moyens de les réaliser, ils mettent ceux-ci dans une injonction paradoxale ».* Certains de nos témoins, tels que Julien, semblent relever ce paradoxe : *« Mes parents disaient que c'était important de faire une formation professionnelle, mais je n'avais pas de soutien. Il y avait quand même des attentes vis-à-vis de mes parents. Ils voulaient que je réussisse mais ils ne me donnaient pas trop les moyens. [...] Non seulement ma mère n'avait pas le niveau pour m'aider à faire les devoirs, mais en plus à la maison c'était le bordel [...] »* (témoin 5).

On sait effectivement que les familles ouvrières restent moins armées culturellement que les familles des classes supérieures pour aider leurs enfants dans cette course aux diplômes de plus en plus intensive. En revanche, il est notable de constater le changement de regard porté à la formation professionnelle. Dans certains de nos témoignages, nous identifions une forme de « conscientisation » face à l'importance des diplômes dans un contexte où les conditions d'accès à l'emploi sont de plus en plus exigeantes : *« Comme je n'avais pas trouvé d'apprentissage, j'ai fait l'école de commerce pendant une année et demie, et j'en avais vraiment plein l'os d'étudier. Là, ma maman m'a dit : « Tu peux partir, tu peux arrêter l'école mais tu dois trouver un apprentissage, tant que tu n'as pas d'apprentissage, tu ne quittes pas l'école ».* Pour elle, c'était important que je fasse une formation vu qu'elle n'en avait pas faite » (témoin 3) ; *« Je viens d'un milieu où on m'a toujours bien fait comprendre que la formation professionnelle est très importante, qu'il fallait aller au bout de sa formation et moi ça me semblait logique. Malgré tout, j'étais quand même suffisamment entourée par la famille qui me disait qu'il fallait que je croche, que j'aille au bout, que c'était vraiment important et que c'est ça qui allait m'ouvrir des portes dans la vie. J'ai souvent entendu cette phrase. A ce niveau-là, la famille a bien joué ce rôle là de prévention »* (témoin 6).

Nous avons encore relevé que l'importance des diplômes n'occupe pas uniquement l'esprit des parents, mais qu'elle est également bien présente dans celui des enfants. Nos témoins semblaient tous saisir la nécessité, dans le contexte actuel, de posséder au minimum un certificat fédéral de capacité (CFC) : *« J'ai fait une mesure d'insertion pendant deux mois. Après, j'ai fait d'autres boulots, dans une auberge, dans une buanderie et d'autres trucs comme ça ». [...]. Mon projet, c'est de faire un apprentissage pour que j'aie quand même quelque chose dans les mains si je veux avoir une famille un jour et quand les enfants seront grands que je puisse reprendre le travail facilement »* (témoin 2) ; *« J'avais fini l'école de commerce et puis j'avais la maturité, et puis je trouvais que je ne pouvais pas aller bien loin avec une maturité alors je me suis dit que j'allais continuer l'école »* (témoin 9) ; *« Sans la*

¹⁵⁹ POULLAOUËC, Tristan. Les familles ouvrières face au devenir de leurs enfants, p. 9 Adresse URL :

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/estat_0336-1454_2004_num_371_1_7272?luceneQuery=%28%2B%28content%3APOULLAOUËC+title%3APOULLAOUËC%5E2.0+fullContent%3APOULLAOUËC%5E100.0

¹⁶⁰ Ibid. p.8

¹⁶¹ DE GAULEJAC, Vincent. *Malaise dans la transmission*, p. 14

formation, sans diplôme les jeunes ils ne font plus rien ! Mon demi-frère il a 21 ans, il a fait aucun papier mais maintenant il galère hein, il a fait que des p'tits boulots, pour finir il zone, voilà. Il n'y a pas eu de cadre, il n'y a pas eu de structures. C'est dommage [...] (témoin 7).

Bien que ces changements d'attitude vis-à-vis de la formation professionnelle soient de plus en plus présents dans les milieux défavorisés, tous nos témoignages ne vont pas dans le même sens. Nous avons en effet rencontré certaines personnes issues de familles dans lesquelles la formation professionnelle et les études n'ont pas une place évidente : « *Maintenant, je pense que ma maman est contente, mais en même temps pour elle, ce n'est pas une priorité dans la vie. Pour elle, c'est la santé, oui gagner de l'argent, c'est faire la fête (rires). C'est quelqu'un de très festif, donc c'est vrai qu'elle préférerait me donner de l'argent pour aller boire des verres avec mes copines que pour payer mes frais d'écolage... J'allais acheter mes livres en cachette (rires). Pour elle, c'était presque du gaspillage !* » (témoin 8) ; « *Quand j'ai décidé de faire cette formation d'éducatrice spécialisée, elle ne m'a pas comprise. Elle trouvait que j'avais un travail très bien payé, bien placé, qui allait très bien et elle ne comprenait pas très bien pourquoi je voulais quitter tout ça pour reprendre les études. Elle a beaucoup insisté pour que je ne quitte pas mon ancien travail. Moi je suis plus têtue que ça* » (témoin 6).

Mme G. Glassey, assistante sociale, note des différences entre la formation secondaire, dont la grande majorité des familles a réalisé l'importance, et la formation supérieure, qui ne semble pas correspondre à une priorité pour les familles qu'elle rencontre : « *Moi j'ai l'impression que les parents qui n'ont pas fait d'études n'encouragent pas leurs enfants à faire des études et pis qu'il y a ce discours « ben écoute, fait un apprentissage, pis après t'as un bon métier en main et après si tu veux faire autre chose tu verras* ».

Quoiqu'il en soit, les parents ouvriers sont toutefois de plus en plus nombreux à souhaiter que leurs enfants fassent des études. Les chiffres de l'étude de T. Poullaouec¹⁶² en témoignent : alors que 36% des parents d'enfants nés entre 1910 et 1924 poussaient leurs enfants à étudier, le pourcentage a plus que doublé à la fin du siècle (78% pour les enfants nés entre 1970 et 1984). Saisissant de plus en plus les enjeux actuels, le projet des parents d'ouvriers se rapproche de celui des parents issus des classes moyennes et aisées. Chacun comprend bien que pour échapper aux emplois exécutoires, les jeunes ne peuvent faire l'économie des diplômes. Dans ce sens, la préoccupation scolaire occupe également une place nouvelle dans la société : « *quels que soient les horizons sociaux envisagés, l'institution scolaire est en effet devenue, en quelques décennies, un point de passage obligé et apparaît même comme la principale matrice des destinées individuelles aux yeux de bien des parents* »¹⁶³. En revanche, que les parents soient de plus en plus préoccupés par la situation scolaire de leurs enfants est une chose, mais ne signifie pas encore qu'ils s'investissent et engagent une part de leur responsabilité dans la réussite ou l'échec de leurs enfants. Nous avons d'ailleurs vu précédemment que les parents appartenant à des milieux précaires ont souvent tendance à adopter des positions de « consommateurs » vis-à-vis de l'école.

Pour conclure cette partie relevant du projet parental, nous retenons l'évolution des valeurs transmises par les parents d'ouvriers, se rapprochant de plus en plus de celles des familles plus aisées. Il s'agit de l'autonomie de l'enfant dans le choix professionnel et la réalisation de soi par l'emploi. Le travail « épanouissant » n'allant pas de pair avec le travail d'exécution, tous les milieux semblent de plus en plus conscients de la nécessité des diplômes, même si ce n'est pas encore le cas dans toutes les familles.

¹⁶² POULLAOUÉC, Tristan. Les familles ouvrières face au devenir de leurs enfants, p.11 Adresse URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/estat_0336-1454_2004_num_371_1_7272?luceneQuery=%28%2B%28content%3APOULLAOUÉC+title%3APOULLAOUÉC%5E2.0+fullContent%3APOULLAOUÉC%5E100.0

¹⁶³ Ibid. p.15

Nous retenons encore l'impact que peuvent avoir les attentes des parents sur les trajectoires professionnelles de leurs enfants. Dans ce sens, les témoins ont pu nous faire part de la préciosité que représente le soutien de leurs parents dans l'orientation désirée. Il est certain qu'avoir l'aval de ses parents pour se former facilite la poursuite des études. En revanche, cette affirmation ne peut être inversée : on ne peut par exemple pas admettre qu'un enfant projeté et encouragé à poursuivre une trajectoire ouvrière ne parvienne pas à se détacher des attentes qui pèsent sur lui et à réussir une carrière universitaire. Même si les chances d'ascension sont plus faibles, elle reste néanmoins possible. Dans ce sens, nous avons pu remarquer quelques fois que nos témoins, manquant de soutien à l'intérieur de leur milieu familial, en ont cherché à l'extérieur, notamment auprès de leurs amis et de leurs enseignants, comme en témoignent Fanny et Lola : « *Si j'me suis formée, j pense que c'est grâce à ma p'tite copine d'enfance qui m'a beaucoup aidé. J pense que j'me suis sentie soutenue, et c'est vrai que ma maman elle ne m'a pas du tout motivée dans ce sens-là* » (témoin 8) ; « *C'est l'aide de ces gens qui m'a permis d'avancer et de réussir ma carrière professionnelle. Ça a commencé par les éducateurs, après c'était le tuteur, après c'était à nouveau les éducateurs à l'extérieur, après c'était le maître d'apprentissage, après c'était ma cheffe. Il y a toujours entre guillemets quelqu'un pour moi, [...], quelqu'un qui m'a demandé de m'aider et j'ai jamais dit non. Il faut savoir accepter l'aide des autres* » (témoin 7).

3.9 Les loyautés psychologiques

Comme nous avons pu le voir dans les parties précédentes de ce travail, les jeunes issus de classes sociales défavorisées sont parfois confrontés à des modèles contradictoires entre la famille et l'école. Ce paradoxe pourrait être, selon V. de Gaulejac, à l'origine de l'échec scolaire dans certaines situations. L'auteur présente l'exemple des jeunes garçons issus de l'immigration : « *les garçons sont souvent pris dans une contradiction majeure entre le modèle culturel méditerranéen de l'homme fier et digne et la façon dont ils sont traités à l'école. « Quitter l'école » peut être alors le moyen de préserver sa dignité. Bien sûr, certains réussissent à l'école, mais avec la difficulté de devoir se couper des autres, des copains du quartier* ». Outre les jeunes issus de l'immigration, les adolescents issus de milieux défavorisés, seraient également touchés par ce « phénomène psychologique », que V. de Gaulejac a dénommé par le terme de « *névrose de classe* ». Selon l'auteur « *le terme de névrose de classe correspond à un tableau clinique qui caractérise les conflits psychologiques vécus par des individus qui changent de position dans la structure de classe. [...]. Le conflit visé émerge à l'articulation entre histoires personnelle, familiale et sociale d'un individu* »¹⁶⁴.

Lors de nos rencontres avec les travailleurs sociaux, nous avons pu remarquer que ces derniers ne sont pas indifférents à ces « phénomènes psychologiques ». Souvent mal explicitées et vécues comme une chose surnaturelle ou inexplicable, les névroses de classe se laissent entrevoir dans certains passages de nos témoignages, comme celui de Mme G. Glassey : « *C'est un phénomène psychologique, mais peut-être inconscient, « je veux faire comme mon papa, alors je reproduis ce qu'il a fait, car mon papa c'est aussi mon héros », on reproduit par loyauté. Alors moi je pense qu'il y a un phénomène qu'on ne gère pas, qu'on ne reprend pas, qu'on ne réalise pas. [...]. Enfin une idée de loyauté mais aussi de ne pas faire mieux que papa, qui serait tout à coup en rivalité.* »

Selon J.-M. Bayard, « *nous sortons difficilement de la loyauté familiale car nous avons le sentiment de trahir notre lignée* »¹⁶⁵. Pour en sortir, Fanny nous explique son combat : « *pour mes parents, les études, ce n'étaient pas vraiment important, et c'est vrai que quand j'ai dit que j'voulais faire aide familiale elle m'a dit « ha non, j'te vois pas du tout... c'est beaucoup trop difficile pour toi ». Enfin c'est vrai que j'ai tout le temps été rabaissée à ce niveau-là, au niveau de mes capacités et de mes compétences, donc c'était difficile. A cette époque-là, quand j'ai fait mon apprentissage, j'ai vraiment coupé les ponts avec ma maman* »

¹⁶⁴ DE GAULEJAC, Vincent. *La névrose de classe*, p.247

¹⁶⁵ BAYARD, Jean-Maurice. *Transmission générationnelle, la piste de la généalogie*, p. 7

pendant cinq ans, parce que j'me suis dit, « faut vraiment que je coupe pour pouvoir me créer parce qu'autrement, je le ferai jamais ». [...] Et puis c'est vrai que la coupure a été nécessaire et vitale » (témoin 8).

V. de Gaulejac met en évidence la difficulté de transmettre une histoire qui n'est pas valorisée, une histoire marquée par la pauvreté et la domination : *« quand la famille a été prise dans la honte de sa propre condition, quand l'enfant a vu ses parents se laisser humilier sans réagir, la transmission devient alors difficile et la honte se transforme en inhibition. Ce n'est pas l'histoire en elle-même qui se transmet, mais l'inhibition »*¹⁶⁶. Inversement, l'auteur identifie des parents qui, malgré leur appartenance aux classes inférieures, transmettent des valeurs positives, telle que la dignité dans l'épreuve, la puissance, la dignité, l'espoir : *« moi je n'ai jamais eu honte d'être ouvrier, je me suis battu »*¹⁶⁷. Ainsi, *« ce n'est pas tant l'histoire en soi qui est essentielle que la façon dont elle est agissante sur soi, l'effet qu'elle produit sur soi. Quand l'histoire est agissante du côté de la honte et de la disqualification intériorisée, les enfants sont pris dans des contradictions internes entre ce qui les relie à leurs parents et le refus d'une identification malheureuse. Ils sont parfois aussi pris dans le dilemme de prendre comme modèles des enseignants, qui, contrairement à leurs parents, représentent une image de réussite, et le refus de ces figures qui risquent de les mettre dans un conflit de loyauté, avec le sentiment de trahir leurs parents »*¹⁶⁸.

Selon J.-M. Bayard¹⁶⁹, *« on ne change pas son passé, mais on peut en modifier son présent : en prenant conscience et en s'appropriant sa propre histoire, on ne se relie pas seulement à nos ancêtres, on s'octroie un temps de libération de parole, on affirme un choix de vie, on brise un destin tout tracé »*. Il s'agit cependant d'un long processus, expliquant en partie que les jeunes issus de familles précaires commencent leurs études souvent plus tard que les autres.

3.10 Synthèse

Arrivée au terme de ce chapitre, nous comprenons que la construction d'un projet professionnel et/ou de formation s'inscrit dans la complexité de multiples facteurs interdépendants. L'origine sociale, qui constitue le centre de notre recherche a une influence particulière sur le devenir socioprofessionnel des jeunes. Ces derniers, plus souvent en échec scolaire que les autres, sont limités au moment du choix d'une filière de formation. Ces restrictions professionnelles se dissimulent souvent derrière un choix qui semble conscient en apparence, mais il semblerait que les jeunes se conditionnent à choisir ce qui leur ait possible scolairement.

Outre l'échec scolaire et la sélectivité du système de formation, les freins financiers ont souvent été évoqués et semblent être à l'origine d'une certaine réticence aux études, notamment de la part des parents issus de milieux précaires. En revanche, souvent mis en avant, le coût des formations et des études cachent parfois d'autres facteurs plus implicites, plus psychologiques. Effectuer un choix professionnel requiert un certain degré de maturité et d'estime de soi, en termes de connaissance et de représentation de soi face aux diverses professions. Dans ce sens, il semblerait, d'une part, que les jeunes issus de milieux précaires aient plus de difficultés à trouver leur voie, et d'autre part, qu'ils se tournent plus rarement vers des postes à responsabilités. Nous supposons alors que les événements familiaux douloureux, ainsi que le style d'éducation utilisé dans les milieux précaires, contribuent à l'altération de la construction de soi et de l'estime de soi. Les facteurs psychologiques ont également été pris en compte dans ce travail. Nous avons vu que les modèles professionnels représentés par les parents ont une influence sur les choix effectués

¹⁶⁶ DE GAULEJAC, Vincent. *Malaise dans la transmission*, p. 18

¹⁶⁷ DE GAULEJAC, Vincent. *Malaise dans la transmission*, p. 17

¹⁶⁸ DE GAULEJAC, Vincent. *Malaise dans la transmission*, p. 18

¹⁶⁹ BAYARD, Jean-Maurice. *Transmission générationnelle*, p. 8

par leurs enfants. Lorsque l'on sait que les familles précaires, plus souvent isolées, manquent de modèles professionnels stimulants et valorisants, nous comprenons que les enfants de ces familles se tournent plus rarement vers des professions prestigieuses et valorisées dans la société. De plus, l'ascension sociale s'accompagne presque incontestablement de certains conflits psychologiques.

Ainsi, nous comprenons que les enfants d'ouvriers préfèrent les formations courtes, leur permettant, au moindre coût, économique mais aussi psychologique, d'obtenir une place convenable dans la société. Il convient toutefois de rappeler qu'il ne s'agit pas d'une linéarité et que de nombreux enfants réussissent à gravir les échelons de l'échelle sociale par le biais de la formation, même s'il ne s'agit pas d'une majorité. Nos témoins l'ont démontré, bien qu'ils aient souvent eu besoin d'un temps de réflexion plus prolongé pour trouver leur voie et se lancer dans un parcours de formation long. Dans ce sens, la mobilité du système de formation constitue un réel avantage pour ces jeunes. Pour terminer ce chapitre sur une note optimiste, notons les capacités de résilience dont ont fait preuve certains de nos témoins. Certains ont su prendre le modèle dévalorisé de leur parent comme un contre-exemple, c'est-à-dire, un modèle professionnel « à ne pas suivre ». D'autres, emprunts à des conflits de loyautés, se sont distancés de leur famille durant une période donnée, afin de se construire et d'effectuer un choix « sans influence ». Enfin, les personnes ressources apparaissent à nouveau comme un soutien incontestable pour ces jeunes souvent peu encouragés à la maison.

4. La synthèse de l'analyse

Au terme de notre analyse, nous pouvons retenir quelques éléments qui reprennent nos hypothèses et répondent à la question centrale de notre travail qui, pour rappel, était formulée ainsi : quels sont les facteurs économiques, psychologiques et sociaux qui influencent l'ascension ou, au contraire, de la reproduction sociale de la précarité des individus issus de milieux précaires ?

Tout d'abord, et conformément à notre première hypothèse, la pauvreté économique entraîne d'autres formes de pauvretés, tel que la pauvreté socioculturelle, ce qui traduit une interdépendance entre les différents capitaux. En d'autres termes, le déficit de capital économique est à la fois cause et conséquence du manque de ressources culturelles et sociales notamment. Le parcours de vie des témoins que nous avons rencontrés reflète aisément cette corrélation : leurs parents sont pour la plupart divorcés (9 sur 10), malades (8 sur 10) et/ou isolés. Nous l'aurons compris, les « pauvres » divorcent plus, l'argent étant un facteur de stress et une source de conflit, et ceci particulièrement lorsque qu'il manque. Les « pauvres » sont également plus souvent malades. Pour cause, les conditions de travail, souvent précaires, auxquelles ils sont assignées se répercutent sur leur état de santé, parallèlement aux mauvaises habitudes de vie qui se retrouvent également plus fréquemment dans les milieux défavorisés, notamment en termes d'alimentation et de consommation d'alcool et de drogues. Finalement, les « pauvres » souffrent plus souvent d'isolement et d'exclusion sociale. Fréquemment au chômage et/ou sans emploi, l'individu précaire dispose d'un réseau social restreint. La fréquence des contacts sociaux est faible et la participation à la vie est limitée.

Alors que les répercussions de la pauvreté économique ont été largement démontrées, il convient encore d'ajouter que ce processus d'interdépendance entre les différentes pauvretés est multidirectionnel. Dans ce sens, il ne serait pas faux d'affirmer inversement que la pauvreté sociale ou culturelle se répercute sur la pauvreté économique. Pour formuler un exemple, on sait que le divorce coûte cher et contribue à la précarisation des ménages. Ainsi, il est à la fois cause et conséquence de la pauvreté.

Notre analyse confirme également la seconde hypothèse. Nous pouvons certes considérer l'environnement familial et affectif comme un paramètre déterminant sur le parcours scolaire des individus. Le cumul de difficultés que rencontrent les familles précaires n'est pas sans conséquences sur la scolarité de leurs enfants. Dans ce sens, nos constats sont significatifs : la majorité de nos témoins a éprouvé des difficultés dans sa scolarité (7 sur 10). Suite à nos entretiens avec les témoins et les professionnels, nous avons compris que les parents « pauvres », mais également bien souvent seuls, malades et/ou isolés, sont peu enclins à s'investir dans la scolarité de leurs enfants, ce qui péjore la situation scolaire de ces derniers. Il convient ici de rappeler qu'il ne s'agit pas d'une déresponsabilisation de leur part, mais d'une incapacité à s'investir (temps à disposition limitée, état de santé physique et psychique fragilisé, etc.). Outre l'investissement limité des parents dans la scolarité de leurs enfants, les événements douloureux (conflits, maladies, deuil, etc.) vécus dans le cadre familial ont également des conséquences sur le comportement des enfants à l'école, notamment en termes d'attention et de concentration. Enfin, les difficultés scolaires des enfants précaires s'expliquent également par le concept d'habitus, décrit par Bourdieu il y a plus de trente ans. Aujourd'hui encore, il faut considérer le décalage existant entre école et familles précaires pour comprendre d'une part les difficultés scolaires des enfants « pauvres », et d'autre part, plus indirectement, la reproduction sociale des inégalités, de la précarité, de la pauvreté.

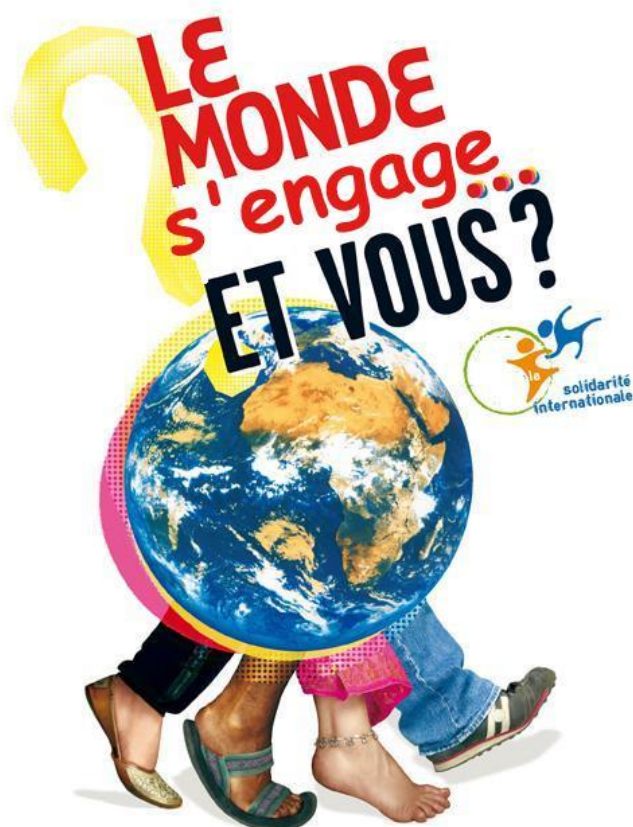
Finalement, nous confirmons notre troisième hypothèse qui atteste la présence d'une corrélation entre l'origine sociale et les parcours de formation. Autrement dit, le déficit de ressources financières, culturelles et sociales handicape les enfants sur le plan de leur construction identitaire, ce qui constitue un frein à leur insertion sociale et professionnelle, notamment en période de crise. Les personnes rencontrées ont effectivement rencontré de

multiples difficultés dans leur parcours de formation. La sélectivité du système de formation, le déficit ou l'absence de modèles professionnels valorisés et gratifiants dans l'entourage ainsi que le manque d'encouragements pour les études de la part des parents constituent les principaux obstacles à la formation. De plus, les difficultés scolaires passées, auxquelles les enfants issus de familles précaires ont souvent été sujets, compromettent le rapport à l'école. Ainsi, on comprendra que ces jeunes, déjà « cassés » par le système scolaire, cherchent plutôt à fuir qu'à réintégrer l'école. Finalement, le déficit de ressources économiques, souvent évoqué comme une difficulté majeure dans l'accès à la formation, constitue certes un désavantage, mais dissimule également souvent d'autres facteurs en arrière-fond (projet parental, loyautés psychologiques, etc.).

Au bilan de notre analyse, et pour répondre à notre question de recherche, nous pouvons répertorier les facteurs économiques, psychologiques et sociaux qui influencent l'ascension, ou au contraire la reproduction sociale de la pauvreté des individus issus de milieux défavorisés. Le tableau ci-dessous présente ces différents facteurs, sous formes d'obstacles et de ressources dans la scolarité, dans l'accès à la formation et dans le processus de formation, étant donné que cette dernière est considérée comme l'issue la plus probable de la pauvreté. En bleu, il s'agit des facteurs structurels et/ou conjoncturels. Les cases vertes comportent les facteurs psychologiques et sociaux attribuables à l'environnement familial et social. Enfin, nous avons marqué en rouge les facteurs individuels, à l'abord d'une dimension biologique, et sur lesquels il est difficile d'agir. Bien que nous ne les ayons pas considérés dans notre analyse, ces facteurs ont été cités à plusieurs reprises par nos témoins.

Figure 20 : principaux facteurs à l'origine de l'ascension ou de la reproduction sociale de la pauvreté

Facteurs à l'origine de la reproduction sociale (obstacles)	Facteurs à l'origine de l'ascension sociale (ressources)
Le contexte en crise	
La sélectivité du système de formation, les mauvais résultats scolaires	La mobilité du système de formation (maturités professionnelles, passerelles, etc.)
Les coûts des formations	Les bourses, les prêts, les formations en emplois
Le manque de structure, de cadre éducatif, d'accompagnement dans la scolarité	La présence d'un cadre éducatif clair, d'un accompagnement dans la scolarité
Le manque de soutien de la famille dans la scolarité	Le soutien de la famille dans la scolarité
Les souffrances vécues dans le cadre familial (divorce, maladie, deuil, etc.)	
	Les personnes ressources et/ou de substitution
L'absence de modèles valorisés et stimulants dans l'entourage	La présence de modèles valorisés et stimulants dans l'entourage
	Le sens attribué au travail, à la formation (valeurs héritées par les parents)
Le décalage culturel existant entre familles précaires et école	
L'absence de réaction de la part des enseignants	
	La pratique d'activités culturelles, de loisirs
	Le caractère personnel, l'envie d'apprendre
	Les facilités scolaires (QI)



F) QUELQUES PISTES D'INTERVENTION

Agir ensemble, dès aujourd'hui, pour une égalité des chances !

Grâce aux différents témoignages recueillis, nous avons compris ce qui a empêché certains jeunes de gravir les échelons de l'échelle sociale et dans quelle mesure grandir dans une famille défavorisée limite sans conteste les chances de succès dans la vie de l'enfant. Dans notre analyse, nous avons également mis en lumière ce qui a permis à d'autres de «faire autrement » et de sortir du cercle vicieux de la précarité et/ou de la pauvreté.

« Nous pensons que l'essentiel dans la prévention de la pauvreté est de repérer, de consolider et de développer les ressources dont disposent les personnes concernées. »

En tant que travailleuses sociales, les observations et analyses retenues ne nous ont pas laissées indifférentes. Au contraire, elles ont suscité la réflexion et nous ont donné envie d'aller un peu plus loin. En connaissance du cercle vicieux de la pauvreté et de ses répercussions sur les générations, nous sommes conscientes qu'il s'agit d'agir dès aujourd'hui pour une égalité des chances entre enfants issus de milieux défavorisés et enfants issus de milieux favorisés. Ce que nous cherchons encore à approfondir dans cette étude, c'est comment, en tant que travailleuses sociales, nous pouvons prévenir et combattre cette pauvreté des enfants en Suisse et qui doit s'engager avec nous dans cette lutte.

« Nous pensons qu'il faut leur donner les moyens d'activer leur potentiel individuel, améliorer et stabiliser leur confiance en elles-mêmes afin qu'elles préservent leur autonomie et restent actrices de leur quotidien. »

Pour répondre à ces interrogations, nous sommes allées chercher quelques pistes d'interventions auprès des professionnels que nous avons interrogés, notamment auprès de Mme K. Beausire Ballif (assistante sociale au service d'accueil de jour de l'enfance à Lausanne), M. A. Bordeaux et M. D. Burguet (collaborateurs au Mouvement d'ATD Quart

Monde à Genève) et de M. B. Prétôt (responsable des ateliers d'insertion socioprofessionnels de Caritas Jura). Sur la base de leurs témoignages, nous avons quelque peu élargi nos recherches dans le domaine de la prévention de la précarité et/ou de la pauvreté.

Très vite, nous nous sommes aperçues qu'il existe en réalité toute une palette de projets qui encouragent la participation et l'intégration sociales et professionnelles des enfants et des jeunes issus de milieux précaires dans notre société. Ainsi, nous décidons de terminer notre étude sur une note optimiste en présentant les projets de ceux qui ont reconnu la « pauvreté héréditaire » et qui, par leurs messages, sont porteurs d'espoir et d'encouragement pour l'avenir des jeunes issus de milieux défavorisés.

Pour des raisons géographiques et non par manque d'intérêt, les projets visant l'intégration sociale et professionnelle pour les jeunes que nous citons comme exemples dans cette partie proviennent essentiellement de cantons romands, c'est-à-dire : Genève, Jura, Neuchâtel, Valais et Vaud.

Pour éviter la reproduction sociale de la pauvreté...

1. Renforçons les structures d'accueil extrafamilial pour TOUS les enfants!

La fragilité éducative, le manque de supervision dans les familles précaires et les lourdes répercussions sur l'avenir des enfants ont été démontrés dans la partie « analyse » de ce travail. Il est vrai que les enfants touchés par la pauvreté ont besoin d'un soutien particulier et c'est pourquoi nous soulignons ici l'importance d'un soutien éducatif ou de la supervision parentale dans les familles précarisées où l'on retrouve, très souvent, des parents démunis et submergés par le « cumul de handicaps ». En lien avec son expérience professionnelle au sein des centres de vie infantine de Lausanne, K. Beausire Ballif rejoint entièrement cette idée : *« Je pense qu'il y a un certain nombre de parents qui devraient avoir le choix de déléguer par moments l'accueil de leurs enfants parce qu'ils ont de trop gros ennuis de santé, de problèmes financiers, de conflits conjugaux. Ce sont aussi des parents qui ont une énorme culpabilité de ne pas se sentir à la hauteur pour leurs enfants et qui ont besoin d'être soutenus, revalorisés et accompagnés dans leur rôle parental ».*

Dans son projet de lutte contre la pauvreté, l'OFAS¹⁷¹ fait justement apparaître les structures d'accueil extrafamilial et parascolaire des enfants comme une ressource essentielle pour les familles défavorisées. Certes, l'organisme défend la mission de ces institutions qui *« contribuent à l'intégration sociale et culturelle des enfants potentiellement défavorisés et à l'amélioration de leurs chances à l'école et dans la vie en général. »*¹⁷² La qualité de ces structures extrafamiliales étant déterminantes, l'OFAS s'est donné comme objectif au niveau politique, de favoriser leur création, d'élargir leurs prestations et de faciliter l'accès aux familles défavorisées. Il est vrai que si l'investissement paraît important et répond, dans un premier lieu, à des objectifs sociaux et pédagogiques, il s'agit, néanmoins, à plus long terme, d'un avantage économique qui doit valoir des investissements plus élevés auprès de la Confédération, des cantons ainsi que des villes et des communes. Effectivement, par le complément des tâches éducatives, la multitude d'apprentissages et d'expériences offerts aux enfants et la stimulation de leur développement global, les structures d'accueil extrafamiliales augmentent considérablement leurs chances d'un meilleur départ dans la scolarité et, plus tard, dans un processus de formation.

Si K. Beausire Ballif se montre convaincue par les bienfaits des crèches et autres structures d'accueil, elle nous fait toutefois remarquer que *« ce sont seulement le 50% des besoins en garde qui sont recouverts en ville de Lausanne »*. Il semble que cette professionnelle ne soit pas loin de la réalité car, en Suisse en 2009, ce sont 84'000 places dans les crèches qui s'avéraient nécessaires pour les enfants en âge préscolaire et 30'000 places vacantes seulement¹⁷³. En plus d'une pénurie incontestable de places d'accueil en Suisse, K. Beausire Ballif signale également que le premier critère pour avoir une place est l'emploi des parents. En d'autres termes, les enfants dont les parents sont bénéficiaires de l'AI, de l'aide sociale ou au chômage n'ont pas la priorité dans de telles structures, ceci même si l'on sait que les enfants issus de ces familles sont ceux qui en auraient davantage besoin.

Par ailleurs, si un effort considérable doit se faire au niveau de la création et du développement des centres de vie infantine, le partenariat entre parents et professionnels de l'enfance doit également être renforcé. Effectivement, il ne s'agit pas seulement de « loger » les enfants concernés dans de tels lieux et de déresponsabiliser leurs parents. Les parents doivent rester les principaux acteurs du destin de leur enfant et, pour cette raison, il est essentiel de cibler aussi la prévention dans le soutien et l'accompagnement des parents

¹⁷¹ OFAS. *Stratégie de lutte contre la pauvreté*, p. 20-37

¹⁷² Ibid. p. 23

¹⁷³ Ibid. p. 25

dans l'éducation de leurs enfants. Selon Mme Karine Beausire Ballif, cette nouvelle mission de soutien et d'accompagnement à la parentalité semble être en vigueur au sein des structures extrafamiliales de Lausanne.

Il est également intéressant de relever dans ce chapitre le concept de « *La Puce Verte* »¹⁷⁴ dans le canton du Jura, de « *La Courte Echelle* »¹⁷⁵ dans le canton de Neuchâtel ou de « *La Maisonnée* »¹⁷⁶ dans le canton de Vaud. Ces maisons de l'enfance ont été créées et développées en Suisse pour accueillir les tous petits enfants accompagnés de leurs parents. Dans un premier temps, le but de ces structures est d'intégrer les parents au maximum dans le processus de socialisation et de stimulation langagière, moteur et cognitif de leur enfant. Les professionnelles de l'enfance présentes dans ces structures permettent, dans un deuxième temps, à tous ces parents de poser des questions et d'exprimer leurs doutes et leurs craintes liés à l'éducation de leur enfant dans un climat de confiance, ce qui favorise aussi la prévention des risques de maladie, d'isolement social et de précarité des familles.

Encore une fois, l'enjeu qui réside ici pour tous les partenaires sociopolitiques est d'attirer les familles qui en ont réellement besoin car, comme le souligne cette fois-ci G. Glassey : « *Ce n'est pas quelque chose qui est toujours bien vu parce que les gens ont toujours une grand-mère, une tata, quelqu'un de gratuit qui garde les petits. Donc même chez les mamans, ce n'est pas évident ce message qui dit : « Gardez la famille pour quand vous en avez vraiment besoin, la crèche vous soulage et peut aussi épanouir et aider votre enfant à grandir ».* Le côté socialisateur et stimulateur de la crèche n'est pas quelque chose qui est entendu, ce n'est pas encore complètement dans les mœurs de notre société et les structures d'accueil sont beaucoup réfléchies en fonction des mamans qui travaillent ».

2. Renforçons le soutien scolaire pour TOUS les élèves en difficultés!

Arrivés en âge scolaire, les enfants issus de milieux défavorisés continuent d'avoir besoin d'un soutien particulier. En effet, dans l'analyse de notre étude, nous avons également démontré que les enfants issus de milieux défavorisés éprouvent davantage de difficultés scolaires et se retrouvent plus fréquemment en échec que les enfants issus de milieux plus aisés. Ainsi, pour diminuer la reproduction sociale de la pauvreté, il est aussi important d'agir à ce niveau en renforçant davantage l'aide et l'accompagnement dans les tâches et l'organisation scolaire des élèves qui disposent de peu (voir d'aucune) ressources dans leur milieu familial. Dans ce sens, le travail social en milieu scolaire mériterait d'être développé afin de promouvoir la collaboration entre les parents et l'école et fournir un appui aux enfants en jouant un rôle de médiateur.

Avec son projet des *Modules d'activités temporaires et alternatives à la scolarité* (MATAS), le canton de Vaud a décidé de réagir à la problématique des enfants en échec scolaire et dont les chances de réussites professionnelles sont fortement diminuées. L'outil des MATAS est défini comme « *une collaboration...avec le milieu scolaire du mineur dans le but de le soutenir dans sa capacité d'acquisition et dans sa capacité de motivation à l'apprentissage, dans les situations à haut risque de rupture scolaire ou de désinvestissement des apprentissages. Ces activités visent d'abord au maintien de l'élève dans la structure scolaire ordinaire, puis à sa réintégration...* »¹⁷⁷. L'expérience des MATAS semble faire ses preuves,

¹⁷⁴ La Puce Verte. *Lieux d'accueil pour les enfants de 0 -4 ans accompagnés d'un adulte*. Adresse URL : <http://www.lapuceverte.ch/site/wakka.php?wiki=LaPuceVerte>

¹⁷⁵ La Courte Echelle. *Espace de vie parents-enfants*. Adresse URL : <http://php.educanet2.ch/lacourteechelle/wakka.php?wiki=Accueil>

¹⁷⁶ La Maisonnée. *Espace Prévention : accueil parents-enfants*. Adresse URL : http://www.espace-prevention.ch/ouest/pdf_ouest/maisonnee.pdf

¹⁷⁷ BERGER, Marc. *Modules d'activités temporaires et alternatives à la scolarité* (MATAS) Adresse URL : http://www.fpy.ch/pdf/Article_Avenir%20Social%207_2009.pdf

car même si certains élèves restent en difficultés scolaires, ils en ressortent mieux préparés pour la suite de leurs parcours.

Dans le canton de Genève, il est intéressant de relever, depuis 2006, la création d'un réseau d'enseignement prioritaire (REP)¹⁷⁸ destiné aux quartiers défavorisés. Les politiques genevoises se sont donné les moyens de soutenir les familles défavorisées en mettant en place des classes à effectif réduit, en offrant un enseignement spécialisé et soutenu aux enfants pour qu'ils démarrent leur scolarité dans de bonnes conditions et en reconnaissant le rôle fondamental de l'éducateur social, jouant une sorte d'intermédiaire entre l'école et la famille lorsqu'un enfant pose problème.

3. Simplifions la participation au marché de l'emploi et la formation professionnelle de TOUS les jeunes !

En connaissant le taux élevé de jeunes entre 18 et 25 ans à l'aide sociale ou au chômage, il devient impératif de se questionner mais surtout de se positionner face à cette réalité dramatique et d'y remédier. Nous avons démontré à plusieurs reprises dans cette étude en quoi la formation professionnelle est un véritable outil de prévention à long terme de la pauvreté. Dès lors, il s'agit pour les partenaires sociopolitiques de faciliter son accès pour tous les jeunes, et notamment pour ceux issus de milieux précaires qui éprouvent de réelles difficultés à démarrer un processus de formation solide et à s'intégrer sur le marché de l'emploi. Dans son rapport, l'OFAS affirme qu'« *il faut que le maximum de jeunes finissant la scolarité obligatoire suivent une formation du degré secondaire II adaptée à leurs inclinations et à leurs aptitudes.* »¹⁷⁹ Si nous avons pu relever précédemment la mobilité du système de formation en Suisse avec les passerelles et autres mesures transitoires offertes aux jeunes, en 2007, ce sont seulement 23'400 écoliers qui ont été admis dans une école de maturité contre 88'300 écoliers qui achevaient leur scolarité obligatoire en Suisse.¹⁸⁰

Ces données confirment ici qu'il reste encore beaucoup d'efforts à fournir de la part de tous les partenaires sociopolitiques et de nombreux messages à faire passer aux jeunes pour qu'ils persévèrent malgré la sélectivité du système de formation qui a été cité dans cette étude comme un véritable obstacle à la formation professionnelle des jeunes issus de milieux défavorisés.

Dans le cadre de ses fonctions à Caritas Jura, M. Prétôt a déjà fait un pas en avant vers la jeunesse d'aujourd'hui, voici le message qu'il essaye de leur faire passer : « *Ici à Propul's, on essaye de leur dire : « Formez-vous ! », même si la démarche est longue et compliquée, même si ce sont des petites formations de base, faites un apprentissage pour éviter de vous retrouver au chômage ou de vous retrouver chez nous. Il est vrai qu'on souhaite vraiment autre chose à des jeunes que de se retrouver dans des mesures d'insertion même si ici on n'est pas en prison. On leur dit aussi que rien ne va tomber du ciel, qu'il faut se motiver, se donner les moyens en faisant des stages par exemple. On leur dit aussi d'être curieux, de revendiquer des choses tout en respectant les règles du jeu. On essaye aussi de les sensibiliser au monde du travail qui n'est pas facile et d'insister sur le fait que c'est aussi à eux de faire leur place et de s'affirmer.* »

Dans ce sens, Caritas Jura est devenu un lieu de stage et de formation assez important et, chaque année, ce sont en permanence entre cinq et dix stagiaires qui sont accueillis dans l'atelier de Propul's. Ensemble, les maîtres socioprofessionnels des différents ateliers, les coordinateurs des mesures d'insertion et les travailleurs sociaux se mobilisent pour que les

¹⁷⁸ RICHARD, Frédéric. *Comment le REP Combat les inégalités ?*
Adresse URL : http://www.ge.ch/dip/doc/publications/clefs/01/rep_inegalite.pdf

¹⁷⁹ OFAS. *Stratégie de lutte contre la pauvreté*, p. 38

¹⁸⁰ Ibid. p.38

jeunes viennent découvrir cette réalité professionnelle au travers de leurs ateliers d'insertion socioprofessionnelle. Comme l'exprime notre interlocuteur : *« Notre mission réside dans la sensibilisation, il faut que les jeunes se rendent compte que les gens qui intègrent des mesures d'insertion sont des personnes qui ont vécu des choses très douloureuses, très compliquées et qui ne sont pas venues par facilité mais parce que personne ne voulait d'eux. Ce sont des personnes qui ont travaillé dans des entreprises sans formation, sans qualification, qui ont appris sur le tas et qui, du jour au lendemain, se retrouvent sans boulot »*.

Pour aller encore plus loin dans la prévention, en 2007, Caritas lance : *« Voie 291 »*¹⁸¹, un projet porteur d'espoir pour les jeunes qui ne répondent ni aux critères de l'aide sociale, ni à ceux du chômage. M. Prétôt nous décrit l'idée de ce projet comme suit : *« C'était simplement essayer de donner envie à ces jeunes de se lancer dans des démarches d'intégration professionnelle, de susciter leur motivation pour concrétiser un projet. Les jeunes disposaient de deux semaines pour définir un projet, de neuf semaines de pratique sur un lieu de stage et d'une semaine pour évaluer le projet. Ce programme a permis à certains de trouver un intérêt dans un domaine particulier et d'exploiter les compétences qu'ils avaient. Sur dix jeunes, six ont terminé le programme et trois ont pris de sérieuses mesures pour entreprendre des stages ou un début de formation »*.

Selon les professionnels que nous avons interrogés, la motivation des jeunes semble être un élément clé de la réussite de leur insertion sociale et professionnelle et, dans cette vision, la Suisse investit, depuis 1994 déjà, dans la création des semestres de motivation (SeMo)¹⁸². Les SeMo, financés par l'assurance chômage, sont destinés tout particulièrement aux jeunes entre 15 et 25 ans qui se retrouvent en dehors de tout processus de formation et qui semblent en réelles difficultés d'apprentissage. Pendant six mois, les jeunes qui intègrent ces structures ont l'occasion de se déterminer sur le choix d'une profession, d'améliorer leurs acquis scolaires et de concrétiser un projet professionnel, ceci tout en recevant l'aide et le soutien des maîtres socioprofessionnels, des enseignants, des éducateurs, des conseillers en orientation et autres collaborateurs. Les semestres de motivation regroupent aussi des objectifs plus sociaux visant à augmenter la confiance et l'estime des jeunes qui sont souvent fragilisés par leur passé ou à développer leur sens des responsabilités et de l'engagement.

Aujourd'hui, on compte plus de 70 programmes SeMo dans toute la Suisse (Suisse alémanique 49, Suisse romande 19, Tessin 2) et c'est avec enthousiasme que l'OSEO relève, en 2008, que ce sont 74% des jeunes qui ont trouvé une solution au terme ou durant leur SeMo¹⁸³. Pour l'année 2009, M. A. Granger nous indique un taux de placements des jeunes en apprentissage de 95% pour le SeMo de Monthey et confirme que : *« c'est vraiment des jeunes qui partent avec une solution professionnelle, un apprentissage. Il y en a très peu qui restent sur le carreau en fait. C'est réjouissant et on se dit aussi que c'est grâce au SeMo qu'ils ont repris un peu confiance en eux pour retrouver un job »*.

Si le concept des SeMo réjouit et semble bien prouver son efficacité et son utilité, il ne s'agit pas d'une « solution miracle » pour la formation professionnelle des jeunes. La création de nouveaux lieux de formation est essentielle car, comme tout programme d'insertion, le but du placement d'un jeune dans une telle mesure est de se confronter aux réalités du monde du travail et de réussir, au final, à répondre aux exigences du marché de l'emploi et de s'y intégrer. En d'autres termes, pour mener à bien leurs actions, les collaborateurs et bénéficiaires des SeMo et autres mesures d'insertion socioprofessionnelle ont besoin que les entreprises ouvrent leurs portes et deviennent de véritables partenaires. Cet enjeu a

¹⁸¹ CARITAS Jura. *Points forts : Voie 291*.

Adresse URL : <http://www.caritas-jura.ch/default.asp?MenuID=3468&PageID=3623>

¹⁸² SEMO. *Semestres de motivation*. Adresse URL : <http://www.ch-sembio.ch/>

¹⁸³ OSEO. *Les projets : Semestre de motivation pour les jeunes (SeMo)*.

Adresse URL : <http://www.oseo-vs.ch/projets-semester.html>

également été soulevé lors de notre entretien avec M. A. Granger : « *Notre plus grand réseau tourne essentiellement autour des entreprises. C'est, effectivement, le réseau que l'on doit le plus soigner car, si on n'a pas les partenaires qui engagent du monde, on ne fait aucun placement et les SeMo deviennent alors plutôt des ateliers d'occupation et perdent leur sens. Pour nous, la collaboration avec les entreprises est très importante* ».

Et pour terminer ce chapitre, si les entreprises doivent accepter de « jouer le jeu » il appartient aussi aux autorités administratives, politiques et sociales de donner les moyens au « monde économique » de « faire du social ». Certes, il est vrai qu'un employeur prêt à s'engager et à ouvrir ses portes à un jeune en difficultés d'apprentissage devrait bénéficier d'un soutien et d'un subventionnement plus important lorsque que son apprenti, parfois encore fragile, « rechute » ou demande davantage d'accompagnement et d'assistance dans son processus de formation professionnelle.

4. Favorisons la participation à la collectivité de TOUS les jeunes!

En parcourant les différents témoignages recueillis, nous avons présenté aussi la précarité et la pauvreté économique comme une source de détresse psychique, d'isolement et d'exclusion sociale importante. Nous avons, autrement dit, expliqué en quoi un faible taux de capital économique entraîne un faible taux de capital social et de capital culturel renforçant, au final, les risques de reproduction sociale de la pauvreté et diminuant les chances d'ascension sociale des enfants issus de ces familles défavorisées. Dans son projet de lutte contre la pauvreté, l'OFAS soutient que la vie culturelle des familles précaires est fortement réduite et qu'il est pourtant essentiel de promouvoir l'offre culturelle pour tous, peu importe son statut social ou sa classe de revenu.¹⁸⁴

Ceci nous amène à notre nouvel objectif pour diminuer la reproduction sociale de la pauvreté qui consiste, non pas à améliorer l'offre culturelle existante et très présente en Suisse, mais plutôt à l'organiser en faisant davantage participer les familles précarisées et leur enfants. On retrouve en Suisse encore trop souvent des familles qui n'osent pas se « mêler » à la foule, qui ne sortent quasi jamais de chez eux, par manque de ressources financières, mais aussi par peur ou par gêne du regard des autres. Cela entraîne un processus de marginalisation et d'exclusion entravant aussi le développement général de leur enfant, comme il a été démontré dans notre analyse. A ce sujet, lorsque l'on aborde la problématique avec Mme K. Beausire Ballif, la professionnelle nous rend attentive au fait qu'il appartient également au travailleur social d'encourager ces familles à faire le pas vers l'offre culturelle : « *C'est à nous professionnels d'amener les gens vers cette démarche, car il est vrai qu'il s'agit de tout un apprentissage pour certaines personnes de s'intégrer et de s'ouvrir à la collectivité. Ce n'est pas que ces familles ne veulent pas, mais c'est surtout qu'elles ne sont pas installées dans ce mode de vie, dans ces habitudes culturelles.* » En se rappelant que les familles précaires vivent souvent dans des quartiers décentrés et où les loisirs y sont limités, nous comprenons dans quelle mesure il appartient aussi à la Confédération et aux communes de faciliter les offres d'activités de loisirs organisées pour l'enfance et la jeunesse par la création, par exemple, de centres de jeunes ou de maisons de quartiers. Par son concept socioculturel, l'ASLEC¹⁸⁵ située à Sierre dans le canton du Valais depuis plus de quarante ans est un bel exemple à citer. Les animateurs sociaux-culturels de la maison accueillent tout le monde et donne ainsi l'occasion à la jeunesse de s'exprimer en dansant, en bricolant ou en participant aux différents ateliers de théâtre, de photographie ou de cuisine.

Grâce à notre rencontre avec les collaborateurs d'ATD Quart Monde à Genève, nous avons découvert le principe des « *bibliothèques de rue* »¹⁸⁶ qui se montre pertinent pour développer

¹⁸⁴ OFAS. *Stratégie de lutte contre la pauvreté*, p. 35-37

¹⁸⁵ ASLEC. L'Association Sierroise de Loisirs Et Culture. Adresse URL : <http://www.aslec.ch/>

¹⁸⁶ ATD Quart Monde. *Actions : Agir en partenariat avec les plus pauvres*. Adresse URL : <http://www.quart-monde.ch/actions/bibliotheque-de-rue/>

le goût de la culture, de l'histoire et de l'imaginaire des enfants défavorisés. Ces bibliothèques ont été créées dans le but précis de favoriser le dialogue, la communication et le partage avec des enfants qui vivent dans des conditions précaires et à qui on ne donne pas davantage l'occasion de s'exprimer. ATD Quart Monde lutte pour donner la parole « aux pauvres » car, « *ce sont eux qui possèdent les véritables réponses* » nous expliquent D. Burguet et A. Bordeaux. Avec humilité, nos deux interlocuteurs prétendent ne pas connaître les solutions pour lutter contre la pauvreté mais soutiennent « *qu'il est important de questionner les personnes directement touchées par la pauvreté. Nous pensons qu'on a besoin d'eux pour connaître leur quotidien, savoir ce qu'ils vivent réellement, qu'on a besoin de leur savoir et de leur expérience de vie pour trouver des solutions et améliorer les choses. Ces personnes ont des choses à dire, alors écoutons-les* ».

Enfin, pour permettre aux plus démunis en Suisse de participer d'une manière générale à la culture, au sport ou à la formation, Caritas Suisse essaye de reprendre depuis 2003 l'idée de la « *Carte culture* »¹⁸⁷. Cette idée a émergé du côté du canton de Zürich plus précisément. La « *Carte Culture* » a été conçue pour les personnes en difficultés financières qui sont bénéficiaires de l'aide sociale, de l'AI ou de l'AVS ou qui ont un revenu proche du minimum d'existence. Grâce à cette offre, ces personnes ont accès à prix réduit (au moins 30%) à de nombreuses activités sportives ou culturelles existantes en Suisse. Si l'idée semble intéressante, autant pour les partenaires du projet qui assurent leur image et renforcent leur public que pour les bénéficiaires qui ont un accès plus facile à la vie sociale et une diminution des risques d'isolement social, il reste à convaincre les cantons romands qui sont encore très peu impliqués dans le projet.

5. Collaborons TOUS ensemble pour une égalité des chances !

Pour les parents défavorisés et l'avenir de leurs enfants, au travers des exemples que nous avons cités, nous retenons, dans le cadre de cette étude, les pistes d'actions suivantes :

Figure 21 : pistes d'intervention

Au niveau politique	Au niveau social
Créer des structures d'accueil extra familial pour les enfants et intégrer leurs parents dans le concept.	Encourager les parents à inscrire et à accompagner leurs enfants dans des lieux d'apprentissage et d'expérience.
Développer et intégrer l'aide et le soutien dans la scolarité des enfants.	Favoriser le partenariat entre travailleurs sociaux et enseignants pour davantage tenir compte des difficultés sociales et familiales que vivent les enfants des milieux défavorisés.
Faciliter l'accès des jeunes à la formation professionnelle secondaire II.	Accompagner, soutenir et maintenir le suivi des jeunes dans leur orientation professionnelle en éveillant leur curiosité et leur motivation.
Créer des programmes d'apprentissages adaptés aux jeunes en difficultés ou en rupture de formation.	Favoriser le partenariat entre les entreprises et les travailleurs sociaux pour intégrer et confronter les jeunes à la réalité du monde de l'emploi en tenant compte de leurs difficultés sociales et familiales.
Développer l'offre culturelle dans les quartiers défavorisés et faciliter son accès aux personnes défavorisées.	Encourager les familles défavorisées et leurs enfants à participer à la vie culturelle et sociale de leur région.

¹⁸⁷ CARITAS SUISSE. Nos projets : Carte Culture Suisse. Adresse URL : http://web.caritas.ch/page2.php?pid=2100&fv_100_feature_id=780&fv_100_freecontentcategory_id=763&fv_100_freecontententertry_id=13962&lang=fr

Au vu de tout ce qui vient d'être explicité, la lutte contre la reproduction sociale de la pauvreté engage tout le monde. Effectivement, diminuer les risques de précarité et de pauvreté des familles et augmenter les chances des enfants issus de ces milieux, nécessitent que tous les partenaires sociopolitiques s'associent pour coordonner et piloter les projets quels qu'ils soient. Les professionnels que nous avons rencontrés proclament également haut et fort que la pauvreté concerne tout le monde : « *Si les entreprises jouent le jeu, si elles ouvrent leurs portes aux jeunes qui ont des parcours un peu chaotiques, si les ORP collaborent, si les offices AI et l'aide sociale deviennent de véritables partenaires, je suis convaincu que réduire de 50% la pauvreté est réaliste ! Si Caritas lutte tout seul dans son coin, il est clair que cela ne marchera pas. C'est pour ça que c'est un appel qu'on fait à l'ensemble des partenaires.* » ; « *Je pense qu'il faut avant tout favoriser la collaboration, que c'est tous ensemble que les travailleurs sociaux arriveront à diminuer la pauvreté.* »

**« Souvent, on ne voit pas le résultat de notre action,
on sème les petites graines et ce sont d'autres qui voient les graines
germer, ce qui compte, c'est que les jeunes sèment quelque chose. »**

Anonyme

188



G) CONCLUSION

1. Les réflexions personnelles

A ce stade du travail, nous avons compris les principaux facteurs de la reproduction de la pauvreté. Il s'agit d'un processus complexe, qui résulte de l'imbrication de multiples facteurs interdépendants, tels que le déficit de ressources culturelles, l'isolement social, la fragilité des liens affectifs, les conflits familiaux, l'absence de modèles valorisés, etc. Ainsi, le milieu d'origine, nous l'aurons compris, a sans aucun doute une influence considérable sur le devenir d'un enfant. Dans ce sens, nous sommes convaincues que la précarité de départ constitue un risque élevé de précarisation pour les enfants appartenant à ces milieux, leur parcours scolaire et professionnel étant souvent compromis. En revanche, le comportement humain ne permet pas de tirer des conclusions car les exceptions, aussi appelé minorités, existent presque toujours dans les disciplines appartenant aux sciences humaines. Nos témoins nous l'ont prouvé : malgré des conditions de départ qui les « condamnaient » à un avenir peu prometteur, ils ont su se profiler sur le haut de l'échelle sociale. Les ressources sur lesquelles ils se sont appuyés se retrouvent souvent dans plusieurs parcours de vie et correspondent à des théories qui ont déjà fait leurs preuves (par exemple l'influence positive de modèles valorisés). Nous pensons néanmoins qu'une part de « mystère » demeure, que nous pouvons attribuer, d'une part à l'articulation des différents facteurs que nous n'avons pas réellement « mesuré », mais également, comme le font les témoins, aux caractéristiques individuelles de chacun. Nous voyons en effet des enfants issus de milieux plus ou moins identiques qui évoluent fort différemment. Dans ce sens, nous avons questionné les témoins sur le parcours de leurs frères et sœurs et avons souvent constaté des différences marquantes, que nous pouvons quelques fois attribuer à la place de l'enfant dans sa fratrie (le cadet semble plus « protégé », l'aînée plus « responsable »), mais également à des caractéristiques individuelles, que nos témoins ont souvent relevées :

Fanny s'exprime à propos de sa personnalité : *« j pense que j suis une terrienne, qui aime faire les choses, donc j pense que c'est dans l'action que je me suis sentie valorisée. C'est dans l'action, c'est dans le contact avec les gens. C'était des petits échelons mais ben voilà, j me disais « ben aujourd'hui, t'as fait ça, et pis... ». Je n'sais pas, c'est vraiment un truc ne qui m'animait. [...] J pense que j suis quelqu'un qui croche, je n'ai pas des monstres facilités, mais euh, je n'aime pas abandonner. Mais j'ai vraiment dû me battre pour surpasser les choses ».*

Erkan, quant à lui, parle de motivation en lien avec le sens attribué à l'emploi : *« ma facilité c'est que j suis motivé, c'est, ça doit être ça. Sinon, je n'ai pas des supers pouvoirs, j suis comme tout l monde j crois. J fais beaucoup d'efforts, mais le plus important c'est que j suis motivé. [...] L'aide du service sociale est très positive, dans l sens où tu ne meurs pas de faim, [...] Ils t'aident quand même à vivre et tout. Sinon, si t'as l'occasion quand même de travailler, ben j pense que c'est beaucoup mieux de travailler. Genre t'es plus libre, tu fais ce que tu veux, tu vas chez l médecin, tu vas pas chez l médecin, t'achète c'que tu veux, tu fais c'que tu veux quoi, t'achète ce qu'il te plaît, et pis c'est, t'es plus libre. [...] Mes parents m'encouragent à ne pas compter sur le social dans ma vie d'adulte. Ça, c'est évident. Moi j peux pas me permettre de d'mire « ouai, moi j vais continuer à vivre comme ça ». [...] Moi j'ai toutes les possibilités de travailler, donc il n'y a pas de raisons qu'ils me donnent de l'argent pour que j fasse rien. Mes parents, par exemple, ils n'ont pas vraiment de possibilités de travail, ils ont beaucoup moins de chances de trouver un travail. [...] Il y a beaucoup de contraintes pour eux. Mais moi, j veux dire, j'ai quand même bien réussi jusqu'à maintenant, donc la moindre des choses que j peux faire, c'est de travailler. J'ai une formation donc j'ai toutes les possibilités ».*

Quant à Eloïse, elle attribue même une part de sa réussite à son signe astrologique : *« Je pense que c'est aussi une force de caractère, il faut savoir ce qu'on vaut dans la vie. Etre caissière à la Migros, ça ne m'intéresse pas plus que tant. J'ai toujours voulu être*

indépendante. Je suis capricorne et je pense qu'il faut enfoncer les portes pour qu'elles s'ouvrent ».

Ces derniers énoncés, tirés de nos témoignages, vont de pairs avec la conception de V. De Gaulejac : « *l'individu se construit au croisement de son histoire familiale et du contexte social. Sa destinée dépend du sens qu'il donne à son histoire* »¹⁸⁹. Dans ce sens, il identifie trois pôles de construction du sujet : le roman familial, la trajectoire sociale ainsi que la contribution du sujet à sa propre histoire. Le sujet, en effet, n'est pas réductible ni à ses déterminations intrapsychiques inconscientes, ni à ses déterminations sociales. Entre Freud et Bourdieu, il y a Sartre, quand il dit « *l'important n'est pas ce qu'on fait de l'homme mais ce qu'il fait de ce qu'on a fait de lui* »¹⁹⁰.

Pour finir, nous aimerions encore nous arrêter sur un extrait de témoignage de Mme Glassey, qui met en avant la question du bonheur : « *Est-ce que si on a un papier on a une meilleure vie ? Je pense qu'il y a aussi cette question derrière tout ça* ». Bien que quelque peu ébranlante à la fin de ce travail, cette question a néanmoins beaucoup de sens. Tout au long de ce travail, nous nous sommes appuyées sur le postulat qui considère la formation comme la principale issue à la pauvreté. Dans ce sens, nous avons souvent parlé d'« échec » et/ou de « réussite », mais nous ne nous sommes pas réellement demandé si cette « réussite socioprofessionnelle », qui sous-entend une forme de « réussite dans la vie » était synonyme de « réussite de sa propre vie ».

2. Les apprentissages

Au moment de procéder au bilan de notre recherche, nous nous rendons compte des nombreux apprentissages que nous avons eu l'occasion d'effectuer.

Tout d'abord, les nombreuses lectures effectuées nous ont apporté de multiples connaissances sur la pauvreté et les principaux processus sociaux (intégration et exclusion sociale, reproduction sociale, mobilité sociale, etc.) et concepts (habitus, capitaux, isolement, position sociale, etc.) qui s'y rattachent. Grâce à l'amplitude de notre travail, nous saisissons les principaux facteurs de la reproduction sociale de la pauvreté, en comprenant comment et pourquoi cette dernière tend à se transmettre de génération en génération.

Les rencontres avec les jeunes ont été très enrichissantes. Ces dernières nous ont permis d'identifier certains facteurs de reproduction sociale, sous forme d'obstacles et de ressources à la formation professionnelle. Les personnes que nous avons rencontrées se sont livrées de manière spontanée et ouverte. Elles nous ont révélé un bout de leur parcours de vie et de l'interprétation qu'elles en faisaient. Ces personnes ont fait preuve de réflexivité, d'ouverture, et nous les remercions encore pour la confiance qu'elles nous ont accordée.

Au fur et à mesure de notre travail, nous avons pris de plus en plus conscience de l'importance de la méthodologie lorsqu'on se lance dans une recherche scientifique. L'utilisation de méthode de travail permet de légitimer la scientificité de notre étude. De plus, la définition d'une méthodologie précise en début de recherche facilite par la suite l'analyse des résultats et sa structuration. Si ce travail était à refaire, nous serions plus pointilleuses sur ce point.

Finalement, le travail à deux a constitué un élément important dans cette recherche. Le travail en équipe requiert de multiples compétences en termes de collaboration, de communication, de négociation, etc. Au départ, nous avons partagé le travail en deux sans définir de méthode et de structure claires. Ainsi, lors de la mise en commun, nous nous sommes vite rendu compte de notre erreur. Nous avons alors dû consacrer énormément de

¹⁸⁹ De Gaulejac Vincent, *malaise dans la transmission*, paragraphe 2

¹⁹⁰ Sartre Jean-Paul, site internet

temps à l'articulation de nos deux parties. Par ailleurs, nous avons eu une très bonne communication et avons toujours réussi à trouver des consensus qui satisfassent chacune d'entre nous. Le travail à deux a également constitué pour chacune d'entre nous une source de motivation et d'encouragement tout au long de la recherche.

Nous nous sentons aujourd'hui plus en mesure de travailler avec des personnes en situation précaire. Ayant connaissance des facteurs déterminants dans la reproduction sociale de la pauvreté dans les familles, nous saisissons mieux les différentes façons d'intervenir pour augmenter les chances d'ascension des enfants issus de ces milieux. Dans ce sens, nous espérons que nous aurons l'occasion, dans notre vie professionnelle future, de mettre en pratique nos connaissances acquises par le biais de ce travail.

3. Les limites de la recherche

Tout travail de recherche comporte des limites qui rendent les résultats non pas inexacts mais tout de même incertains. Nous avons repéré différentes limites à notre travail :

La question de recherche :

- ✚ Lors de l'analyse des données, nous nous sommes rendu compte que la question de recherche n'était pas adéquate. En effet, celle-ci était trop large, trop ouverte et pas assez précise. Les facteurs à l'origine de la reproduction de la pauvreté sont multiples et il aurait été plus raisonnable de s'intéresser qu'à un seul type de facteur, voir qu'à un seul facteur. La question de recherche aurait par exemple pu être formulée de la manière suivante : « En quoi les modèles présents dans l'environnement des enfants issus de milieux précaires sont-ils déterminants de leur insertion socioprofessionnelle future ? » ou « Quelle est l'influence d'un déficit de capital culturel dans les familles précaires sur la scolarité et le parcours de formation des enfants ? ».

L'échantillon de population :

La recherche de nos témoins n'a pas été une tâche facile. D'une part, les personnes issues de milieux précaires en ascension sociale ne sont plus visibles dans la société. En effet, une fois propulsées dans le monde du travail, bien qu'issues de milieux défavorisés, ces personnes se confondent rapidement « dans la masse », parce que la pauvreté ne les distingue plus des autres et ils deviennent dès lors difficilement repérables. D'autre part, les personnes en situation précaire, plus facilement visibles et stigmatisées, préfèrent se rendre invisibles dans la société. En effet, la pauvreté reste taboue en Suisse et lorsque l'on ne réussit pas, on ne désire pas se montrer. Ainsi, au vu de nos difficultés à trouver des témoins, nous avons été contraintes d'adapter nos critères de recherches à plusieurs niveaux, ce qui induit une part de subjectivité à notre recherche :

- ✚ Le nombre : l'échantillon de population que nous avons interrogé pour cette recherche est quantitativement faible (dix témoins), ce qui ne permet en aucun cas de généraliser nos résultats ou des les considérer comme un phénomène de masse. Dans ce sens, il faut être attentif au fait que sur dix personnes interrogées, sept s'en sortent relativement « bien » dans leur vie professionnelle. Il s'agit d'un pourcentage élevé sur notre échantillon, mais non représentatif de la réalité du terrain.
- ✚ L'âge : certains de nos témoins n'ont que 21 ans, âge encore relativement jeune pour rendre compte de l'« échec » ou la « réussite » professionnelle des individus. En effet, à 20 ans ou au moment de l'entrée à l'université, il est trop tôt pour déterminer le niveau de « réussite » et/ou d'« échec » professionnel, surtout à l'heure actuelle où les parcours « sans faute » ou « sans retour en arrière » sont rares. Il aurait alors

été plus pertinent de s'approcher uniquement de personnes plus âgées et/ou en fin de parcours de formation.

- ✚ Le niveau de pauvreté : pour rendre compte de l'exactitude de la recherche, nous aurions dû interroger des individus uniquement au-dessous d'un seuil de pauvreté correspondant à de nombreux critères. En se basant sur la dépendance aux prestations sociales et sur le niveau de formation des parents, les individus interrogés n'ont pas tous vécu dans la même situation de précarité. Dans ce sens, il aurait été intéressant de s'entretenir avec des fratries où, dans ce cas-là, le contexte de départ, tant au niveau économique, affectif, culturel et social est plus ou moins proche pour chacun des frères et sœurs.

Les grilles d'entretiens :

- ✚ Les questions posées sont difficilement mesurables et contrôlables. Ainsi, lors de l'analyse des données, nous nous sommes rendu compte que nous manquions de résultats précis. Notre analyse se base sur le récit subjectif d'individus, qui prend forme à partir de leurs propres représentations, de leurs croyances, de la manière dont ils donnent sens à qui ils sont devenus. Quelques questions plus précises (comme par exemple le calcul du réseau social selon un modèle type) auraient été intéressantes pour objectiver notre recherche.








L'analyse des données :

- ✚ Le nombre de facteurs et/ou de variables considérés (situation financière de la famille, relations familiales, réseau social, etc.) est multiple et il est dans ce sens extrêmement difficile de contrôler leur influence les uns par rapport aux autres. Nous avons néanmoins pu remarquer le cumul de handicaps ou l'interdépendance des facteurs de risques dans les milieux précaires.
- ✚ Les facteurs déterminants de la reproduction ou de l'ascension sociale ont été choisis en fonction des parcours de vie. Ils demeurent non exhaustifs et rien ne prouve, mis à part les récits de vie, qu'il s'agisse des facteurs à plus grande influence. Nous avons toutefois certaines théories qui justifient en partie leur intérêt (par exemple, la ressource « personnes ressources et/ou de substitution » rejoint le concept de capital social décrit par Bourdieu).











H) BIBLIOGRAPHIE












1. Monographies











-  BOUCHAYER, Françoise. *Trajectoires sociales et inégalités : recherches sur les conditions de vie*. Ramonville Saint-Agne : Editions Erès, décembre 1994. 408 p. ISBN : 2-86586-317-4
-  BOURDIEU, Pierre. *La distinction*. Paris : Editions de Minuit, 1979. 680 p. Collection : le Sens Commun. ISBN : 2-7073-0275-9
-  BOUTEYRE, Evelyne. *La résilience scolaire : de la maternelle à l'université*. Paris : Editions Belin, 2008. 158 p. ISBN : 978-2-7011-4412-2
-  CARITAS SUISSE par KEHRLI Christin, KNÖPFEL Carlo. *Manuel sur la pauvreté en Suisse*. Lucerne : Éditions Caritas, 2007. 224 p. ISBN : 978-3-85592-106-5
-  CHABERT-MENAGER Geneviève. *Des élèves en difficultés*. Paris : Editions l'Harmattan, 1996. 157 p. ISBN : 2-7384-4077-0
-  DE GAULEJAC, Vincent. *La névrose de classe : trajectoire sociale et conflits d'identité*. Paris : Editions Homme et Groupes, 1990. 310 p. Collection : Rencontres Dialectiques. ISBN : 2-86984-014-4
-  MICHARD, Pierre, *La Thérapie contextuelle de Iván Böszörményi-Nagy*. 1^{ère} édition Bruxelles : Editions De Boeck Université, 2005. 354 p. Collection : Carrefour Des Psychothérapies. ISBN : 2-8041-4882-3

2. Articles, Dossiers, Rapports et Revues













-  ATD Quart monde Suisse. *Agir Tous pour la Dignité*. Rapport annuel 2009, 22 p.
-  BAYARD, Jean-Maurice. Transmissions générationnelles : la piste de la psychogénéalogie. In : *Diagonales, Mensuel romand de la santé mentale*, mars 2008, n°58, p.4-10
-  CFEJ. Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse. *Jeunes et pauvres, un tabou à briser !* Berne, Rapport du 28 août 2007, 71 p.
-  OFAS. Office fédéral des assurances sociales. *Stratégie de lutte contre la pauvreté*. Projet du 7 juillet 2009, 134 p.
-  OFSP. Office fédéral de la santé publique. *Fiche d'information : Alcool et violence*. Janvier 2008, 3 p.
-  PIGOT, Nathalie. Enfants et précarité : la pauvreté en héritage ? In : *Diagonales, Mensuel romand de la santé mentale*, mars 2008, n° 58, p.14-15
-  SPECTRA : Prévention et promotion de la santé. Juillet 2010, n°81.
-  WALTER, Barbara. La famille : responsabilité parentale malgré la pauvreté et l'isolement, les trois défis de l'éducation. In : *Sauvegarde de l'enfance*, 1999, n°2, p.75-80



3. Articles, Dossiers, Rapports et Revues en ligne



-  ALLARD Réal & Ouellette Jean-Guy. Vers un modèle macroscopique des facteurs déterminants de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes. In : *Carrièreologie-Montréal*. Été 1995, vol. 8, n° 3/4, p. 497-517. Adresse URL suivante : <http://www.choixdecarriere.com/pdf/5873/36.pdf>
-  AMBERT, Anne-Marie. DIVORCE : faits, causes et conséquences. In : *Site de l'Institut Vanier de la Famille. Document des Tendances contemporaines de la famille [en ligne]*. 3^{ème} Edition, novembre 2009, 37 p. Adresse URL : http://www.vifamily.ca/library/ctf/divorce_09_fr.pdf
-  BERGER, Marc. Modules d'activités temporaires et alternatives à la scolarité (MATAS). In : *Actualité sociale/Point fort*. Juillet-août 2009, n°21, p.17-19. Adresse URL : http://www.fpy.ch/pdf/Article_Avenir%20Social%207_2009.pdf
-  BORN, Michel. Le modèle de Sluzki. In : *De l'exclusion à l'Intégration : le rôle des réseaux. Les Cahiers de l'Actif [en ligne]*. Année 1997, n°258/259, p.45-52. Adresse URL : http://www.actif-online.com/fichiers/articles/art_born_258_259.pdf
-  BRUNIAUX, Christine, GALTIER, Bénédicte. Quel avenir pour les enfants de familles défavorisées? L'apport de travaux américains. In : *Recherches et prévisions. Site des Caisses d'Allocations familiales en France [en ligne]*. Mars 2005, n°79, p. 5-20. Adresse URL : [http://www.caf.fr/web/WebCnaf.nsf/090ba6646193ccc8c125684f005898f3/978194d454401e0dc12572b100360a46/\\$FILE/RP79-CBruniaux%20et%20BGaltier.pdf](http://www.caf.fr/web/WebCnaf.nsf/090ba6646193ccc8c125684f005898f3/978194d454401e0dc12572b100360a46/$FILE/RP79-CBruniaux%20et%20BGaltier.pdf)
-  CHOUBKINE Vladimir N. Le choix d'une profession : résultats d'une enquête sociologique auprès de jeunes de la région de Novosibirsk. In : *Persee, revues scientifiques. Revue française de sociologie*. 1968, n°9, p. 33-50. Adresse URL suivante : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc_0035-2969_1968_num_9_1_1347
-  DE GAULEJAC, Vincent. Malaise dans la transmission. In : *Empan, Jeunesse et génération(s), jeunesse et transmission*. Editions Erès, 2003, n° 50, p.32-37. Adresse URL suivante : www.cairn.info/revue-empan-2003-2-page-32.htm.
-  FIRDION, Jean-Marie. Influence des événements de jeunesse et héritage social au sein de la population des utilisateurs des services d'aide aux sans-domiciles. In : *Economie et Statistique*. Octobre 2006, n° 391-392, p. 85-114. Adresse URL suivante : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?id=1805®_id=0
-  GADBOIS, Charles. Choix professionnel et conception de soi. In : *Persee, revues scientifiques. L'année psychologique*. 1969, vol. 69, n°2, p. 599-614. Adresse URL suivante : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/psy_0003-5033_1969_num_69_2_27682
-  HERPIN, Nicolas. L'urban underclass chez les sociologues américains : exclusion sociale et pauvreté. In : *Revue française de sociologie*. 1993, vol. 34, p.421-439. Adresse URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc_0035-2969_1993_num_34_3_4264
-  KELERHALS, Jean. [et al]. Le style éducatif des parents et l'estime de soi des adolescents. In : *Persee, revues scientifiques. Revue français de sociologie*. 1992, vol. 33, n°33-3, p. 313-333. Adresse URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc_0035-2969_1992_num_33_3_5600

-  LATERRASSE, Colette, ALBERTI Christiane. L'entrée à l'université : une nouvelle donne pour le sujet. In : *SPIRALE. Revue de recherches en éducation*. 1997, n°20, p. 41-55. Adresse URL : http://spirale-edu-revue.fr/IMG/pdf/3_Laterrasse_Spi20Fp.pdf
-  MADER, Ueli. Pauvreté et Santé : Les conséquences du chômage. In : *Forum Médical Suisse [en ligne]*. 2007, n°46, p. 930-933. Adresse URL : http://www.medicalforum.ch/pdf/pdf_f/2007/2007-46/2007-46-553.PDF
-  MAFFLI, Etienne. Abus d'alcool : conséquences pour les proches. In : *Groupe Romand d'études des Addictions (GREAA). Revue « Dépendances » [en ligne]*. Septembre 2002, n°17, p. 4-9. Adresse URL : http://www.great-aria.ch/pdf/dependances/Revue/17/1_article.pdf
-  MANDERSCHIED, Jean-Claude. Modèles et principes en éducation pour la santé. In : *Persee, revues scientifiques. Revue française de pédagogie [en ligne]*. 1994, vol. 107, n°107, p.81-96. Adresse URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfp_0556-7807_1994_num_107_1_1265
-  MARTINOT, Delphine, TOCZEK Marie-Christine, BRUNOT Sophie. Performances scolaires des élèves et appartenance ethnique (majoritaire vs minoritaire) de leurs modèles professionnels. In : *Persee, revues scientifiques. Revue française de pédagogie [en ligne]*. 2003, vol. 145, N°145, p.77-87. Adresse URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfp_0556-7807_2003_num_145_1_2986
-  MUCCHIELLI, Laurent et Carine. Familles et délinquances : Un bilan pluridisciplinaire des recherches francophone et anglophone. In : *Dossier d'étude. Site des Caisses d'Allocations familiales en France [en ligne]*. Juin 2000, dossier d'étude n°9, 83 p. Adresse URL : http://www.caf.fr/wps/portal/!ut/p/c1/04_SB8K8xLLM9MSSzPy8xBz9CP0os3hLf2dfY0cn3xAPj0ALAYNTQzfjQOMwYwMTA6B8JG55d2MCusNB9pnFG-AAigYQebqJlm6BigZGAZ5eASZupkYG7kZo8pj2-3nk56bqF-
-  MURAT, Fabrice, ROCHER, Thierry. La place du projet professionnel dans les inégalités de réussite scolaire à 15 ans. In : *France, portrait social*. 2002/2003, p.101-121. Adresse URL : <http://www.oecd.org/dataoecd/30/61/33684898.pdf>
-  PERETTI-WATEL, Patrick. Lien social et santé en situation de précarité : état de santé, recours aux soins, abus d'alcool et réseau relationnel parmi les usagers des services d'aide. In : *Economie et Statistique [en ligne]. Site de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)*. Octobre 2006, n°391-392, p.115-130. Adresse URL : http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/es391-392f.pdf
-  POULLAOUÉC, Tristan. Les familles ouvrières face au devenir de leurs enfants. In : *Economie et statistique*. 2004, vol. 371, n° 371, p.3-22. Adresse URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/estat_0336-1454_2004_num_371_1_7272?luceneQuery=%28%2B%28content%3APOULLAOUÉC+title%3APOULLAOUÉC%5E2.0+fullContent%3APOULLAOUÉC%5E100.0
-  RICHARD, Frédéric. Comment le REP Combat les inégalités ? In : *Les clefs de l'école*. Mai 2008. p.4-7. Adresse URL : http://www.ge.ch/dip/doc/publications/clefs/01/rep_inegalite.pdf



4. Sites web

-  ASLEC. *L'Association Sierroise de Loisirs Et Culture*. Sans date. Adresse URL : <http://www.aslec.ch/> (Consulté le 28 septembre 2010).
-  ATD Quart Monde. *Agir tous pour la dignité. Actions : Agir en partenariat avec les plus pauvres*. Mise à jour en février 2009. Adresse URL : <http://www.quart-monde.ch/actions/bibliotheque-de-rue/>
-  AUTORITES FEDERALES DE LA CONFEDERATION SUISSE. *Législation, Droit Interne : Article de la Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle*. Etat au premier 1^{er} juin 2009. Adresse URL : http://www.admin.ch/ch/f/rs/831_40/a7.html
-  CARITAS Jura. *Points forts : Voie 291*. Sans date. Adresse URL : <http://www.caritas-jura.ch/default.asp?MenuID=3468&PageID=3623> (Consulté le 22 septembre 2010)."
-  CARITAS SUISSE. *Nos projets : Carte Culture Suisse*. Sans date. Adresse URL : http://web.caritas.ch/page2.php?pid=2100&fv_100_feature_id=780&fv_100_freecontentcategory_id=763&fv_100_freecontententry_id=13962&lang=fr (Consulté le 22 septembre 2010)
-  CDIP. *Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique. Concordat sur les bourses d'étude : au canton de trancher*. Berne, Communiqué de presse du 2 juillet 2009. Adresse URL : <http://www.edk.ch/dyn/20083.php>
-  FERLAND Marc et PAQUET Ginette. *L'influence des facteurs sociaux sur la santé et le bien-être*. Édition numérique, août 2007, 37 p. Adresse URL : http://classiques.ugac.ca/contemporains/ferland_marc/influence_facteurs_sociaux/influence_facteurs_sociaux_sante.pdf
-  La Courte Echelle. *Espace de vie parents-enfants [en ligne]*. Sans date. Adresse URL : <http://php.educanet2.ch/lacourteechelle/wakka.php?wiki=Accueil> (Consulté le 15 septembre 2010).
-  La Maisonnée. *Espace Prévention : accueil parents-enfants [en ligne]*. Sans date. Adresse URL : http://www.espace-prevention.ch/ouest/pdf_ouest/maisonnee.pdf (Consulté le 15 septembre 2010).
-  La Puce Verte. *Lieux d'accueil pour les enfants de 0 -4 ans accompagné d'un adulte [en ligne]*. Sans date. Adresse URL : <http://www.lapuceverte.ch/site/wakka.php?wiki=LaPuceVerte> (Consulté le 15 septembre 2010).
-  MAULINI, Olivier. *La place des parents dans l'école : consommateurs ou partenaires ?* In : Université de Genève. *Site de la faculté de psychologie et des sciences de l'éducation : Laboratoire Innovation-Formation-Education (LIFE). Chantiers et enjeux de l'innovation n°4.1 [en ligne]*. Janvier 2001. Adresse URL : http://www.unige.ch/fapse/life/chantiers/life_chantier_47.html
-  Orientation.ch. *Schéma du système suisse de formation*. In : *Portail suisse de l'orientation scolaire et professionnelle*. Sans date. Adresse URL : <http://www.orientation.ch/dyn/10065.aspx>






-  OFS. Office fédéral de la statistique. Enquête suisse sur la population active 2003 (ESPA). *Analyses socio-économiques. Travailler et être pauvre : Les working poor en Suisse [en ligne]*. Neuchâtel 2004, 16 p. Adresse URL : http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/dienstleistungen/publikationen_statistik/publikationskatalog.Document.49701.pdf
-  OFS. Office fédéral de la statistique. *Aide sociale-données détaillées 2008*. Tableaux : Importance et répartition régionale de l'aide sociale, dossier de l'aide sociale, bénéficiaires de l'aide sociale par canton. Adresse URL : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/13/03/03/dos/02.html>
-  OFS. Office fédéral de la statistique. *Bas salaires et Working poor en Suisse*. Enquête 2006 sur la structure des salaires en Suisse, 39 p. Adresse URL : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/03/22/publ.Document.109077.pdf>
-  OFS. Office fédéral de la statistique. *Intégration et réseau sociaux en Suisse : Déterminants de l'isolement social en Suisse [en ligne]*. Neuchâtel 2006, 52 p. Adresse URL : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/news/publikationen.html?publicationID=2268>
-  OFS. Office fédéral de la statistique. *Contacts sociaux*. Données 2006. Adresse URL : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/20/03/blank/key/03/02.html>
-  OFS. Office fédéral de la statistique. *Analyse-Situation sociale des étudiants 2005 : couches sociales*. Données 2005. Adresse URL : http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/15/06/dos/blank/06/07_00.html
-  OSEO. Œuvre suisse d'entraide ouvrière. *Les projets : Semestre de motivation pour les jeunes (SeMo)*. Sans date. Adresse URL : <http://www.oseo-vs.ch/projets-semester.html> (Consulté le 27 septembre 2010).
-  OVE. Observatoire national de la vie étudiante. *Le Choix des études : Origine sociale et type d'étude*. Enquête 2006 des Conditions de vie. Adresse URL : <http://www.ove-national.education.fr/enquete/2006>
-  PRO JUVENTUTE. Fondation suisse pour l'enfance et la jeunesse. Sans date. Adresse URL : <http://www.pro-juventute.ch/Soutien-financier.63.0.html?&L=1>
-  REGAMEY, Caroline. *De l'école à la précarité : éclairage sur la situation difficile de certains jeunes en période de transition école-métier*. Novembre 2006, 6 p. Adresse URL : http://www.ekkj.admin.ch/c_data/f_06_BT_ZF_Regamey.pdf
-  ROCHE, Sébastien. *Délinquance des Jeunes*. In : *Site du Front Nouveau de Belgique. Dossier : Lutte contre la délinquance*. (Paru dans le bastion n°61 en mai 2002). Dernière mise à jour du site : Mai 2008. Adresse URL : http://www.fnb.to/FNB/Article/Bastion_61/Jeunes.htm
-  SEMO. Semestres de motivation. Sans date. Adresse URL : <http://www.ch-semo.ch/> (Consulté le 27 septembre 2010).
-  SSE. Serveur Suisse de l'éducation, projet de la coopérative educ.ch *Bourses d'études : aide à la formation*. Sans date. Adresse URL : <http://www.boursesdetudes.ch/dyn/10913.php> (Consulté le 16 juin 2010).

-  ST-AMANT, Jean-Claude. Comment limiter le décrochage scolaire des garçons et des filles ? In : Site de Sisyphe.org. Mai 2003. Adresse URL : <http://sisyphe.org/spip.php?article446>
-  VEUTHEY, Charly. Stress et divorce : ce n'est pas une fatalité. In : Site de l'université de Fribourg. Juin 1998. Adresse URL : <http://www.unifr.ch/spc/UF/98juin/stress.html>

5. Cours de la HEVS

-  Cours donnés par PINHO, Jorge. Intervenant à *la Haute Ecole Sociale du Valais*. Module D2 : Questions sociales et réponses sociopolitiques. *Problème social : exclusion-Intégration 2*. Semestre de printemps 2008.
-  Cours donnés par PALAZZO, Clothilde. Intervenante à *la Haute Ecole Sociale du Valais*. Module D2 : Questions sociales et réponses sociopolitiques. *Faire et défaire famille*. Semestre de printemps 2008.

6. Images

-  LANGE, Benoît. *Images Fortes*. Sans date. Adresse URL : http://www.benoitlange.ch/version2/index.php?option=com_expose&Itemid=143
(Consulté le 25 septembre 2010).
-  TUNEZIN : *Faim de liberté, soif de justice*. N° 106. 26 janvier 2003. Adresse URL : <http://www.tunezine.com/tunezine106.htm>
-  CORMEILLES AUTREMENT. *La Solidarité Internationale c'est l'affaire de tous*. Novembre 2008. Adresse URL : <http://cormeillesautrement.free.fr/?p=137>
-  ARNAGE. Ville attractive et dynamique. Social Solidarité : *L'environnement, notre priorité*. Sans date. Adresse URL : <http://www.arnage.fr/urbanisme-br-environnement/2/>
-  Mouvement ATD Quart Monde Canada. *Contribution à la consultation pour le 2e plan d'action de lutte contre la pauvreté au Québec*. Adresse URL : <http://www.atdquartmonde.ca/-Avec-le-Collectif-pour-un-Quebec-.html>

I) ANNEXES

Annexe I : Profil des témoins

Numéro & Prénom d'emprunt	Année de naissance	Diplômes	Emploi / formation en cours	Prestations sociales actuelles	Emploi et formation des parents	Etat civil des parents	Prestations sociales déjà reçues par les parents	Contacté par
1. Sébastien	1986	Aucun	En mesure d'insertion	Aide sociale	Mère serveuse (sans formation) Père maçon (sans formation)	Divorcés	Chômage AI	Service de l'action sociale (Jura)
2. Audrey	1989	Aucun	En mesure d'insertion	Aide sociale	Mère vendeuse (sans formation) Père décédé	Divorcés	Chômage Aide sociale	Service de l'action sociale (Jura)
3. Alicia	1983	CFC	Au chômage	Chômage Aide sociale	Mère aide-soignante (sans formation) Père inconnu	Divorcés	Chômage AI	Centre médico-social (Valais)
4. Erkan	1988	Diplôme de commerce Maturité prof.	En formation (bachelor)	Aucune	Parents commerçants (au pays) puis sans emplois (en Suisse)	Mariés	Aide sociale	Email groupal HES
5. Julien	1974	2 CFC Bachelor	Educateur	Aucune	Mère femme de ménage (sans formation) Père soudeur (sans formation)	Divorcés	Aide sociale AI	Email groupal HES
6. Clara	1981	CFC Bachelor	Educatrice	Aucune	Mère vendeuse (sans formation) Père inconnu	Divorcés	Chômage	Email groupal HES
7. Lola	1976	CFC Formation interne	Employée de commerce	Aucune	Mère sans emploi (sans formation) Père sans emploi (sans formation)	Divorcés	AI Aide sociale	Centre médico-social (Valais)
8. Fanny	1978	CFC Bachelor	Educatrice	Aucune	Mère serveuse (sans formation) Père coiffeur (formation inconnue) puis divers emploi (sans formation)	Divorcés	Chômage	Email groupal HES
9. Alan	1989	Diplôme de commerce Maturité prof.	En formation (bachelor)	Aucune	Mère sans emploi (sans formation) Père inconnu	Divorcés	Chômage Aide sociale	Email groupal HES
10. Eloïse	1981	CFC Maturité prof. Bachelor	Poste à responsabilité s dans un établissement financier	Aucune	Mère vendeuse (sans formation) Père accordéoniste puis correcteur (sans formation)	Divorcés	Chômage	Email groupal HES

Annexe II : Collaborations avec les professionnels

Institution	Canton	Mission principale	Personne de contact	Aide apportée
Service de l'action sociale (SAS) http://www.jura.ch/sas	Delémont/Ju	Service d'aide sociale & Accompagnement individuel dans toutes démarches d'intégration socioprofessionnelles.	Pierrette Bourquenez Assistante sociale	Mise en contact avec deux témoins
Centre médico-social (CMS) http://www.cms-smz-vs.ch/prestations.html	Nendaz/Vs	Service d'aide sociale & Accompagnement individuel dans toutes démarches d'intégration socioprofessionnelles.	Ghislaine Glassey Assistante sociale	Mise en contact avec deux témoins Entretien : ciblé principalement sur les ressources et obstacles des jeunes en rupture de formation.
Semestre de motivation (SEMO) http://www.semomonthey.com/site/	Monthey/Vs	Insertion professionnelle des jeunes sans formation (15-25 ans).	Alain Granger Directeur	Entretien : ciblé principalement sur les méthodes d'insertion sociale et professionnelle des jeunes sans formation.
Centre social protestant (CSP) http://www.csp.ch/	Moutier/Be	Service privé d'aide sociale destiné à des personnes en difficultés.	Karim Bortolussi Assistant social	Entretien : ciblé principalement sur les ressources et obstacles des jeunes en rupture de formation.
Service d'accueil de jour de l'enfance http://www.lausanne.ch/vie_w.asp?DomID=63097	Lausanne/Vd	Prévention et Protection de l'enfant dans les familles transmises par les directeurs de centre de vie enfantine de Lausanne.	Karine Beausire Ballif Assistante sociale	Entretien : ciblé principalement sur l'intervention du travailleur social dans la lutte de la reproduction sociale de la pauvreté.
Caritas Jura http://www.caritas-jura.ch/default.asp?MenuID=3455&PageID=2149	Delémont/Ju	Propul's : entreprise de (Ré)insertion socio-professionnelle.	Bernard Prétôt Responsable de Propul's	Entretien : ciblé principalement sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes sans formation.
ATD Quart Monde – Agir Tous pour la Dignité http://www.quart-monde.ch/contacts/contact-geneve/	Genève/Ge	Mouvement de lutte et de prévention contre la pauvreté des familles.	Alban Bordeaux et Damien Burguet Collaborateur d'ATD Quart Monde	Entretien : ciblé principalement sur l'intervention du travailleur social dans la lutte de la reproduction sociale de la pauvreté.

Annexe III : Fil rouge des entretiens avec les témoins

<p style="text-align: center;">Profil du témoin</p> <ul style="list-style-type: none"> • Date de naissance/Sexe • Pays d'origine, nationalité, date d'arrivée en CH si origine étrangère • Lieu(x) d'habitat de l'enfance à l'âge adulte • Langue maternelle • Nombre de frères et soeurs • Position au sein de la fratrie 	<p style="text-align: center;">Eléments identitaires</p>
<p style="text-align: center;">Profil des deux parents du témoin</p> <ul style="list-style-type: none"> • Date de naissance • Etat civil • Pays d'origine, nationalité, date d'arrivée en CH si origine étrangère • Lieu(x) d'habitat depuis la naissance des enfants • Langue maternelle • Niveau d'étude et qualifications professionnelles de chaque parent • Professions exercées (+durée) de chaque parents 	
<p style="text-align: center;">Niveau de vie de la famille (durant l'enfance du témoin)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Taille du ménage (nombre de pièces, appartement ou maison) • Privations en raison du niveau de vie (habillement, nourriture, loisir, formation etc.) • Aide financière, si oui quel type ? (aide sociale, AI, chômage, bourses, pensions alimentaires, allocations, subside de l'Etat, etc.) 	<p style="text-align: center;">Situation financière</p>

<p style="text-align: center;">Niveau de vie actuel du témoin</p> <ul style="list-style-type: none"> • Taille du ménage (nombre de pièces, appartement ou maison) • Privations en raison du niveau de vie (habillement, nourriture, loisir, formation etc.) • Aide financière, si oui quel type ? (aide sociale, AI, chômage, bourses, pensions alimentaires, allocations, subside de l'Etat etc.) 	
<p style="text-align: center;">Suivi social des parents du témoin</p> <ul style="list-style-type: none"> • Type(s) d'institution(s) et/ou de professionnel(s) intervenu • Suivi imposé ou volontaire • But de l'intervention mise en place • Méthode d'intervention • Durée du suivi • Satisfaction ou insatisfaction retiré suite à l'intervention. • Changement vécu après/pendant le suivi • En quoi ces changement(s) ont-ils pu avoir lieu ? (élément déclencheur) 	Suivi social
<p style="text-align: center;">Suivi social du témoin (depuis sa majorité)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Type(s) d'institution(s) et/ou de professionnel(s) intervenu • Suivi imposé ou volontaire • But de l'intervention mise en place • Méthode d'intervention • Durée du suivi • Satisfaction ou insatisfaction retiré suite à l'intervention. • Changement vécu après/pendant le suivi • En quoi ces changement(s) ont-ils pu avoir lieu ? (élément 	

déclencheur)	
Environnement familial du témoin (de l'enfance à l'âge adulte) <ul style="list-style-type: none"> • Relation avec les parents • Relation avec les frères et soeurs • Événements marquants (mariage, naissance des autres enfants, deuil d'un proche parent, séparation des parents, séparation entre frères et sœurs, rupture amoureuse, accident, maladie, handicap, etc.) • Rencontres ou personnes significatives au sein de la famille (grands-parents, oncles et tantes, cousins, etc.) 	Famille
Environnement social du témoin (de l'enfance à l'âge adulte) <ul style="list-style-type: none"> • Rencontres ou personnes significatives dans l'entourage (parrain, marraine, entraîneur, voisin, etc.) • Loisirs • Amis 	Réseau social
Parcours scolaire du témoin <ul style="list-style-type: none"> • Etapes de la scolarité (entrée à l'école enfantine, primaire, secondaire, etc.) • Relations avec les camarades et les enseignants • Rapport avec le système scolaire (comportement en classe, plaisir ou non d'aller à l'école, situation scolaire, résultats, redoublements, etc.) • Accompagnement dans le parcours scolaire ? (devoirs surveillés, aide et implication des parents, cours d'appui, etc.) • Rêve d'un métier ? 	Scolarité

<p style="text-align: center;">Parcours professionnel du témoin</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etapes réalisées depuis la sortie de l'école obligatoire • Niveau d'étude et qualification professionnelle • Diplôme ou autre certificat obtenu • Les différents emplois occupés • Les interruptions de formation ou d'activité professionnelle (exemple : chômage) • Expériences professionnelles (stages en entreprise, formations, stage linguistiques) • choix d'une filière, d'une formation (degré d'influence des parents, influence des résultats scolaires, présence de modèles, rêve, etc.) • Degré de satisfaction personnel et professionnel 	<p style="text-align: center;">Formation / emploi</p>
--	--

Annexe IV : Fil rouge des entretiens avec les professionnels

Reproduction sociale de la pauvreté

- + Remarquez-vous ce phénomène de reproduction de la pauvreté dans les familles que vous rencontrez ? Y avez-vous déjà réfléchi (entre collègues aussi) ? Avez-vous quelques exemples à nous donner ?
- + Y a-t-il un profil type de ces familles ? (étrangères, monoparentales, nombreuses, isolées, etc.)
- + Quels types de difficultés rencontrent ces familles ? (lien avec le capital économique, social et culturel) ?
- + Remarquez-vous souvent des difficultés d'ordre relationnel dans les familles défavorisées que vous rencontrez ? Si oui, pensez-vous que les difficultés financières engendrent des difficultés relationnelles ? Quelles en sont les conséquences ?
- + Quelle aide leur apportez-vous ?
- + Y-a-t-il des actions éducatives et/ou préventives mise en place pour soutenir ces familles ? Lesquelles ? A quel âge pensez-vous que la prévention devrait commencer pour un enfant dans un environnement à risque ?
- + Quels types d'institutions existent-ils dans votre canton pour ces familles ?
- + Pensez-vous que les mesures qui existent pour soutenir ces familles sont adaptées aux problématiques et suffisantes ?
- + Si non, que manque-t-il, à votre avis ?

Scolarité

- + Abordez-vous, avec les familles, le processus de la scolarité des enfants ? Quels sont vos constats ?
- + Jusqu'où êtes-vous impliqués dans cette démarche ?

Formation professionnelle

- + Avez-vous constaté un nombre élevé de jeunes pas ou peu formés à l'aide sociale ?
- + Pensez-vous qu'une formation professionnelle évite une entrée à l'aide sociale ou diminue en tout cas les risques de pauvreté ?
- + Lorsqu'une personne (18 à 30 ans) se présente à votre service et n'a ni emploi, ni formation, quels types de mesures proposez-vous ? Dans quel but ?
- + Comment ces mesures sont-elles mises en place ? Sont-elles liées à d'autres institutions ?
- + Comment se passe la collaboration interinstitutionnelle avec les autres services (ORP, chômage, AI, etc.) ? (on voit par exemple des personnes qui passent d'une institution à l'autre et qui ne touchent finalement aucune prestation).
- + Obtenez-vous des résultats lorsqu'un jeune suit une mesure ?

Conclusion

Pour résumer, pouvez-vous nous dire, à votre avis :

- + Quelles sont les principaux facteurs qui expliquent la reproduction sociale chez les jeunes issus de milieux défavorisés ?
- + En quoi le travailleur social encourage-t-il les jeunes défavorisés à se former et ainsi à se construire un avenir professionnel sécurisé ?